



MICROFICHE N°

07440

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الفلاحي
تونس

F

1

REPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE

CND A 7040

BUDGET ECONOMIQUE 1996

AGRICULTURE ET PECHE

JANVIER 1996

REPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE

BUDGET ECONOMIQUE 1996

AGRICULTURE ET PECHE

JANVIER 1996

SOMMAIRE

	Page
RESUME	1
CHAPITRE PREMIER	
LES REALISATIONS DE L'ANNEE 1995	3
I. LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE.....	3
A. La poursuite du programme d'ajustement sectoriel	3
B. La mise en œuvre des stratégies sectorielles.....	6
C. L'amélioration de l'environnement général du secteur.....	9
II. LES RESULTATS QUANTITATIFS.....	11
A. La production.....	11
B. La balance commerciale alimentaire.....	15
C. Les investissements.....	16
CHAPITRE DEUXIEME	
EVALUATION DES REALISATIONS DES QUATRES PREMIERES ANNEES DU VIII^e PLAN	
A. La production agricole.....	19
B. La balance commerciale alimentaire.....	21
C. Les investissements.....	22
CHAPITRE TROISIEME	
LES PREVISIONS POUR L'ANNEE 1996.....	25
I. LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT	25
II. LES PROJECTIONS QUANTITATIVES	28
A. La production.....	28
B. La balance commerciale alimentaire.....	29
C. Les investissements.....	29

CHAPITRE QUATRIEME

APRECU SECTORIEL.....	32
I. La céréaliculture.....	32
II. Les légumineuses à graines.....	42
III. Les cultures indutrielles.....	44
IV. L'arboriculture.....	46
V. Les cultures maraîchères.....	59
VI. L'élevage.....	67
VII. La pêche.....	72
VIII. L'hydraulique agricole.....	78

RESUME

Les objectifs du VIII^e Plan pour l'année 1995 ont tablé sur la réalisation d'une production d'une valeur de 2560 millions de dinars correspondant à une valeur ajoutée de 2020 millions de dinars aux prix constants de 1990. Il en résulte ainsi des taux de croissance respectifs de 6,5 % et 6,3 % par rapport à l'année 1994. Ces objectifs ont été révisés à la baisse, compte tenu de la conjoncture et de l'évolution récente de différents sous-secteurs, dans le cadre du Budget Economique 1995 qui a retenu un objectif de 2232,3 millions de dinars pour la production correspondant à une valeur ajoutée de 1737 millions de dinars.

Suite aux faibles productions enregistrées en 1995 notamment pour les cultures en sec affectées par la sécheresse, la valeur de la production a baissé au niveau de 1895,4 MD pour une valeur ajoutée de 1489 MD contre respectivement 2094,2 MD et 1636,1 MD en 1994 soit une diminution de 9,5 % et 9 % respectivement.

Les faibles productions de la campagne 1994/1995, notamment en matière de céréales et d'olives à huile, ont eu un effet négatif sur l'évolution de la balance commerciale alimentaire qui a enregistré un taux de couverture de 56 % en 1995 contre 102 % en 1994.

Les exportations ont accusé une baisse de 16,3 % en passant de 551,9 MD en 1994 à 462 MD en 1995. Cette baisse s'explique en particulier par la baisse des exportations d'huile d'olive (90 200 T contre 192 200 T en 1994).

Les importations ont, par contre, connu une augmentation sans précédent et ont atteint au terme de 1995 une valeur de 823,9 MD contre 542,8 MD en 1994 soit un accroissement de 51,8 % dû à l'augmentation des importations de céréales dont le volume a atteint 24,32 millions de quintaux pour une valeur de 375,3 MD contre 15,5 millions de quintaux et 172 MD en 1994.

Au niveau des investissements, malgré le prolongement de la sécheresse pour la deuxième année consécutive et son impact sur la réduction de la capacité d'autofinancement des producteurs, l'Etat a poursuivi son soutien à l'effort d'investissement aussi bien public que privé. Les réalisations probables en matière d'investissements dans le secteur de l'agriculture et de la pêche pour l'année 1995 ont été évaluées, aux prix courants, à 662 MD contre 519,9 MD en 1994 soit un accroissement de 27,3 %.

Le schéma de développement retenu pour l'année 1996 sera axé sur la poursuite des réformes retenues dans le cadre du VIII^e Plan. Ces réformes, visant à assurer au secteur de l'agriculture et de la pêche une croissance soutenue et durable, concernent la poursuite de mesures de restructuration du secteur, l'amélioration de l'environnement général, la poursuite de la mise en œuvre des stratégies sectorielles, l'organisation de la profession et le développement du secteur de la pêche.

Les projections quantitatives pour l'année 1996 tablent sur la réalisation d'un taux de croissance de 14,2 % pour la production et 12,5 % pour la valeur ajoutée aux prix constants de 1990. La balance commerciale réalisera le même taux de couverture que pour 1995 soit 56 % sous l'effet de la réduction des exportations d'huile d'olive (40 000 T contre 90 200 T en 1995) et l'importation de 18,8 millions de quintaux de céréales.

Les prévisions d'investissements pour l'année 1996 tablent sur la réalisation d'une enveloppe de 812 MD soit 16,9 % des investissements globaux contre 662 MD et 15,5 % en 1995.

CHAPITRE PREMIER

LES REALISATIONS DE L'ANNEE 1995

I. LA POLITIQUE AGRICOLE :

Malgré le prolongement de la sécheresse pour la deuxième année consécutive, avec ses conséquences négatives sur la croissance et le développement du secteur, l'Etat a poursuivi la mise en œuvre des programmes de réforme relatifs au secteur de l'agriculture et de la pêche et qui ont été arrêtés dans le cadre du VIII^e Plan.

Les principales mesures de politique et réformes mises en œuvre ont concerné :

- la poursuite du programme d'ajustement sectoriel agricole et de pêche
- la mise en œuvre des stratégies sectorielles
- l'amélioration de l'environnement général du secteur

A. LA POURSUITE DU PROGRAMME D'AJUSTEMENT SECTORIEL :

Après l'achèvement en 1994 de la mise en œuvre des dernières mesures retenues dans le plan d'ajustement et dont l'exécution a été soutenue par un concours financier important notamment de la Banque Mondiale dans le cadre de deux prêts à l'ajustement du secteur agricole (PASA I et PASA II), les efforts en matière de politique d'ajustement ont été axés sur les réformes à caractère sous-sectoriel visant une meilleure gestion des ressources publiques d'une part et une meilleure participation du secteur privé aux investissements dans les activités concurrentielles.

Dans ce cadre les principales actions entreprises en 1995 ont concerné la poursuite de la restructuration des terres domaniales et la mise en œuvre des réformes associées à l'exécution du prêt aux investissements du secteur agricole (PISA) contracté auprès de la Banque Mondiale.

1/ La restructuration des terres domaniales :

L'année 1995 a été marquée, en plus de la poursuite de la première phase de restructuration des terres domaniales entreprise depuis 1991, par la préparation du démarrage de la deuxième phase du programme de restructuration de ces terres.

A cet effet, une loi relative aux immeubles domaniaux agricoles a été promulguée le 13 Février 1995 et vise l'organisation des modes et procédures de gestion des immobilisations domaniales agricoles permettant leur exploitation optimale et l'amélioration de leur contribution à la sécurité alimentaire du pays.

Dans cette optique, d'autres mesures ont été également prises en vue d'améliorer l'efficacité de l'opération de restructuration des terres domaniales afin d'atteindre les objectifs du programme à l'horizon 2000. Parmi ces mesures il y a lieu de signaler :

- la révision du cahier des charges relatif à la participation aux opérations de location des terres domaniales par des sociétés de mise en valeur agricole dans le but de rationaliser davantage le choix des promoteurs afin d'assurer l'exécution des projets y afférents conformément aux calendriers arrêtés,
- la révision de la valeur locative des terres domaniales suivant leurs spécificités
- l'étude de la question des garanties bancaires à la charge des techniciens locataires des lots domaniaux.

Quant à l'état d'avancement dans l'exécution de la première phase de restructuration, il y a lieu de rappeler que cette opération entamée depuis 1991 avait pour objectifs :

- la constitution de 150 sociétés de mise valeur et de développement agricole sur 100.000 ha.
- la distribution de 170 lots aux techniciens agricoles sur une superficie de 10.000 ha
- l'attribution de 562 lots à de jeunes agriculteurs sur une superficie de 2100 ha
- et l'affectation de 2000 ha de terres agricoles marginales au domaine forestier.

Depuis le démarrage de la première phase, 15 listes ont été publiées en vue de constituer 152 SMVDA sur une superficie de 103 000 ha. A la fin du mois d'octobre 1995, les réalisations cumulées ont porté sur :

- la constitution de 89 SMVDA (dont une vingtaine en 1995) sur une superficie totale de 53 000 ha. Par ailleurs 21 SMVDA sont en cours de sélection par des promoteurs et couvrent une superficie de 15 682 ha.

- l'attribution de 216 lots de terres domaniales aux techniciens et 562 lots aux jeunes agriculteurs.

Le rythme faible de réalisation est lié principalement à la lourdeur des procédures d'installation de nouvelles sociétés de mise en valeur d'une part et aux difficultés dans la recherche du financement des investissements d'autre part.

2/ La mise en œuvre des réformes sous-sectorielles :

L'année 1995 a été caractérisée par la poursuite des réformes associées au programme d'appui aux investissements agricoles soutenu par le prêt (PISA).

L'objectif du PISA est de soutenir la croissance du secteur et d'améliorer la gestion des ressources publiques et des ressources naturelles par la mise en œuvre d'un plan d'actions clés et de réformes de politiques et la mobilisation de ressources financières additionnelles.

Les principales actions entreprises dans le cadre du PISA sont :

- le soutien du programme de mobilisation de la totalité des ressources hydrauliques disponibles et la création de nouveaux périmètres irrigués. Ce programme est accompagné d'une révision progressive de la tarification visant le recouvrement total des charges d'exploitation
- l'amélioration de la gestion des ressources naturelles notamment :
 - i) les ressources en sols à travers un meilleur contrôle de l'érosion par l'aménagement des bassins versants, et
 - ii) les ressources halieutiques par l'amélioration de l'infrastructure portuaire dans le Nord et la mise à niveau de la totalité de l'infrastructure portuaire du pays pour assurer la conformité aux normes de qualité exigées par le marché de l'Union Européenne
- le soutien du programme de santé animale par le renforcement du programme de vaccinations obligatoires, l'installation d'un réseau d'épidémiologie-surveillance et d'un réseau d'unités d'hygiène et d'inspection des denrées alimentaires dans les gouvernorats stratégiques
- la réforme du secteur de la santé et de la production animale visant la privatisation progressive des services vétérinaires, l'augmentation du recouvrement des coûts pour les vaccinations, les services de laboratoires et l'insémination artificielle.

- les réformes institutionnelles : ces réformes concernent notamment le renforcement du système de suivi-évaluation des investissements publics sous la supervision du Ministère de l'Agriculture et des CRDA, le développement d'un plan d'actions pour parachever la décentralisation au niveau des CRDA, l'élaboration d'un plan d'actions pour la promotion de la pêche dans le Nord, la réalisation d'une étude sur les structures agraires et le réaménagement foncier dans le sec par l'exécution d'une opération pilote basée sur le remembrement volontaire dans le sec.

Les principales mesures et actions entreprises en 1995 dans le cadre du PISA ont porté notamment sur :

- la poursuite de l'augmentation du prix de vente de l'eau d'irrigation : la plupart des CRDA ont procédé à une augmentation des prix de l'eau d'irrigation, à l'exception des CRDA de Sidi Bouzid, Gafsa et Kebili.

A l'échelle nationale l'augmentation des prix a été de 11 % contre 13 % en 1994. Le taux de recouvrement des charges d'exploitation et de maintenance au niveau des CRDA a varié, en 1995, entre 49 % et 182 % avec un taux moyen de 107 % à l'échelle nationale.

La promulgation de la loi relative au Code de Conservation des Sols visant une meilleure conservation et gestion des ressources naturelles en eaux et en sols sur la base d'une approche intégrée.

- Le démarrage d'un ensemble d'études visant le renforcement institutionnel et des politiques de réforme dont l'étude relative à la mise en place d'un système de suivi-évaluation des projets agricoles, l'étude relative à la gestion et la tarification de l'eau d'irrigation.
- L'achèvement d'un ensemble d'études dont notamment le plan directeur pour le développement de la pêche dans le Nord, la Stratégie d'amélioration pastorale, et l'étude d'un projet de réaménagement des structures agraires dans le sec.

B. LA MISE EN ŒUVRE DES STRATEGIES SECTORIELLES :

I. LES RESSOURCES NATURELLES :

L'année 1995 a connu la poursuite du rythme accéléré, observé en 1994, dans l'exécution des stratégies décennales de mobilisation et de sauvegarde des ressources naturelles entamées depuis 1990.

1/ Stratégie de mobilisation des ressources en eau :

La stratégie décennale a retenu la construction de 21 grands barrages permettant la mobilisation de 749 Millions de m³/an.

Les réalisations dans ce domaine ont porté jusqu'à la fin de 1995 sur :

- l'entrée en exploitation du barrage Sejnane d'une capacité de 138 Mm³ et qui a été achevé en 1994. Par ailleurs la conduite Sejnane-Joumine dont la construction a été achevée en 1993 a été mise en exploitation au début de 1995.
- l'achèvement du barrage Hajjar d'une capacité de 5 Mm³.
- la poursuite de la construction du Complexe Barbara dans le Gouvernorat de Jendouba composé du barrage Zouitina d'une capacité de 100 Mm³, d'une station de pompage et d'ouvrages de transfert des eaux vers l'Oued Medjerda.
- la poursuite de la construction du Complexe de Sidi Barrak composé du barrage de Sidi El Barrak d'une capacité de 250 Mm³, d'une station de pompage et d'ouvrages de transfert.

La stratégie de mobilisation des ressources en eau comporte également la construction de 203 barrages collinaires d'une capacité de mobilisation de 110 Mm³ par an. L'état d'avancement de l'exécution à la fin du mois d'octobre 1995 fait ressortir que sur les 203 barrages retenus, 37 ont été construits et 21 autres barrages sont en cours de construction.

Au niveau du programme de lacs collinaires (1000 lacs prévus par la stratégie), il est à signaler que 360 lacs ont été construits depuis le démarrage de la mise en œuvre de la stratégie et jusqu'à fin octobre 1995. La capacité totale de retenue de ces lacs construits est de 28 Mm³.

En matière d'encouragement à l'utilisation des techniques d'économie d'eau il a été décidé en 1995 d'augmenter la prime d'investissement dont les niveaux sont arrêtés comme suit :

- 60 % pour les petits agriculteurs de la catégorie A
- 50 % pour les moyens agriculteurs de la catégorie B
- 40 % pour les gros agriculteurs de la catégorie C.

D'une manière globale, il est permis de conclure que l'exécution de la stratégie décennale de mobilisation des ressources en eau se déroule normalement malgré des retards constatés dans l'exécution de la composante "barrages collinaires" dû en grande partie au manque d'expérience, constaté au départ, des entreprises tunisiennes dans ce domaine.

2/ Stratégie de la conservation des eaux et des sols :

La stratégie décennale adoptée dans ce domaine en 1990 et revue en 1993 à la suite d'une large consultation nationale a pour objectif la préservation de la fertilité des sols et l'amélioration du taux de mobilisation des ressources en eaux dans le but d'assurer un développement soutenu de l'agriculture et une utilisation durable des ressources.

Les objectifs quantitatifs de cette stratégie décennale sont :

- l'aménagement des bassins versants sur 672 500 ha
- l'aménagement des terres à céréales sur 305 000 ha
- la sauvegarde de travaux déjà réalisés sur 858 000 ha
- la construction de 1000 lacs collinaires, 2120 ouvrages d'épandage et 2170 ouvrages de recharge.

Après les difficultés constatées au démarrage du programme, dans la réalisation des travaux à l'entreprise, eu égard au nombre limité des entreprises privées, le rythme de réalisation s'est nettement amélioré notamment après une large campagne de sensibilisation auprès de plusieurs entreprises privées qui ont été associées à l'exécution du programme d'aménagement des bassins versants et du programme des lacs collinaires.

Les réalisations des 4 premières années du VIII^e Plan ont porté sur :

- l'aménagement de 215.000 ha de bassins versants contre 230 000 ha prévus soit un taux de réalisation de 93,5 %
- l'aménagement de 22.500 ha de terres à céréales contre 40 000 ha prévus soit un taux de réalisation de 56 % en relation avec les problèmes fonciers et le désintéressement des agriculteurs
- la réalisation de 292 lacs collinaires contre 315 lacs prévus soit un taux de réalisation de 92 %.

3/ Stratégie des forêts et de l'amélioration pastorale :

La stratégie décennale de forestation et d'amélioration pastorale a pour objectif l'amélioration du couvert végétal du pays, seul garant contre la désertification et moyen efficace de préservation de notre patrimoine sol et de nos infrastructures hydrauliques contre l'envasement rapide.

Les objectifs quantitatifs visent :

- la plantation forestière sur 220.000 ha portant ainsi la superficie des forêts à 1 million d'ha à l'horizon 2000,

- l'aménagement des parcours sur 2,2 millions d'ha (resemis, mise en défens, scarifage et fertilisation) et la plantation d'arbustes fourragers sur 600 000 ha.

Les réalisations de l'année 1995 en matière de forestation ont totalisé 5067 ha au 30/9/1995, contre 9874 ha en 1994 portant ainsi les réalisations depuis l'adoption de la stratégie en 1990 à 74541 ha.

En matière d'amélioration pastorale les réalisations de 1995 ont porté sur l'aménagement de 2940 ha de parcours et la plantation de 2726 ha d'arbustes fourragers portant ainsi les réalisations cumulées depuis le démarrage de la stratégie en 1990 respectivement à 94 000 ha et 127 500 ha.

C. L'AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT GENERAL DU SECTEUR :

Les actions visant l'amélioration de l'environnement général du secteur ont concerné le crédit agricole, la réforme des circuits de commercialisation, la révision de prix à la production et la promotion du monde rural.

a/ Le crédit agricole :

Les principales mesures prises dans ce domaine ont concerné le rééchelonnement des crédits des agriculteurs touchés par la sécheresse et la mobilisation de ressources additionnelles au profit de petits et moyens agriculteurs.

Pour permettre aux exploitants sinistrés de reprendre leurs activités, le gouvernement a décidé le rééchelonnement des crédits de campagne destinés aux grandes cultures. A la date du 25/09/1995 les demandes approuvées ont totalisé 4528 pour un montant de 32,4 MD.

Par ailleurs il a été décidé l'octroi d'une aide en nature comportant la fourniture de 210 000 quintaux d'orge au profit des éleveurs d'ovins et de caprins dans le centre et le Sud en plus de la poursuite du programme d'aide en nature au profit de 87 000 agriculteurs ayant des superficies inférieures à 10 ha pour un coût total de 3,4 MD permettant d'emblaver 138 000 ha.

L'année 1995 a connu également la poursuite des efforts pour mobiliser des ressources financières additionnelles pour la petite agriculture à travers la mise en œuvre du projet des finances rurales, par le démarrage des projets de développement rural intégré de Sidi Bouzid, Siliana et Jebiniana d'une part et la consolidation des programmes de crédits supervisés ordinaires et bancaires d'autre part.

2/ La réforme des circuits de commercialisation des produits agricoles :

L'année 1995 a connu la poursuite de la politique d'amélioration des circuits de commercialisation et a été consacrée à l'élaboration de textes réglementaires de la loi du 23 juillet 1994 relative aux circuits de distribution des produits agricoles et de la pêche. Ces textes concernent la mise en place du Plan Directeur des Marchés de Gros, l'établissement du cahier des charges pour l'organisation et la gestion des marchés de gros et de production et la définition des opérations de classification, de calibrage et d'emballage dans les circuits de commercialisation ainsi que l'organisation de l'activité des intervenants dans les différents circuits.

Le processus de réforme des circuits de commercialisation sera parachevé par la mise en place d'un observatoire national de l'approvisionnement et des prix dont l'étude sera achevée en 1996.

Par ailleurs, il est à signaler la publication en juillet 1995, d'un décret fixant les règles d'organisation et de gestion du Fonds de développement de la compétitivité dans le secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'agro-alimentaire créé par la loi des finances pour la gestion de 1995. Ce fonds a pour objectif d'assurer notamment le financement des stocks de sécurité et de régulation des produits agricoles et alimentaires de base.

3/ La révision des prix des produits agricole :

Les prix des produits agricoles sont, à l'exception de ceux des produits stratégiques ou sensibles, régis par la loi de l'offre et de la demande.

Les prix des céréales ont été révisés 2 fois en 1995, la dernière en date du 15/12/95. Les prix à la production se situent à : 28,5 D/Ql pour le Blé dur, 25 D/Ql pour le Blé tendre et 17 D/Ql pour l'orge.

Par ailleurs, les prix à la production de l'huile d'olive ont été révisés aussi le 31/10/95 comme suit .

Super : 2 730 D/T
Lampante : 2 330 D/T

4/ Promotion du monde rural :

Les actions visant l'amélioration des conditions de vie et la promotion du monde rural se sont poursuivies et ont concerné la poursuite des programmes d'approvisionnement en eau potable et en électricité et la construction de pistes agricoles.

En 1995, le taux de desserte en eau potable dans les zones rurales a atteint 71 % contre 65 % en 1991.

Par ailleurs et pour améliorer les revenus dans le monde agricole et rural, le salaire minimum agricole a été relevé le 1er Mai 1995 au niveau de 4,661 D/j contre 4,461 D/j en 1994.

5/ L'organisation de la profession :

La profession a été renforcée en 1995 par la création d'un groupement interprofessionnel des produits de la mer dont les actions seront axées sur l'organisation de la profession au sein de structures spécialisées (coopératives ou associations spécialisées) ainsi que la promotion de la commercialisation des produits de la mer et l'approvisionnement régulier du marché.

Par ailleurs l'année 1995 a connu la poursuite de la réflexion visant la promotion des coopératives de services. A cet effet un projet de loi conférant aux coopératives de services le statut d'une entreprise économique a été préparé et a été soumis pour avis aux organismes et organisations nationales concernées.

II. LES RESULTATS QUANTITATIFS :

La poursuite de la sécheresse pour la deuxième année consécutive a affecté principalement les productions des spéculations conduites en sec en l'occurrence les grandes cultures et l'arboriculture. Les cultures maraîchères conduites presque totalement en irrigué ont pu améliorer légèrement leur production malgré la réduction des allocations en eau d'irrigation pour certains périmètres.

La baisse de la production agricole en 1995 s'est accompagnée d'un accroissement important des importations des céréales notamment. Les exportations ont connu de leur côté une nette régression en relation avec la baisse des disponibilités en huile d'olive destinées à l'exportation. Il en résulte une baisse significative du taux de couverture des importations par les exportations qui se situera à 56 % en 1995 contre 102 % en 1994.

A. LA PRODUCTION :

Les objectifs du VIII^e Plan pour l'année 1995 ont tablé sur la réalisation d'une production d'une valeur de 2560 millions de dinars et une valeur ajoutée de 2020 millions de dinars aux prix constants de 1990. Il en résulte ainsi des taux de croissance respectifs de 6,5 % et 6,3 % par rapport à l'année 1994.

Compte tenu de l'évolution du secteur agricole au cours des trois premières années du VIII^e Plan, les prévisions initiales ont été révisées dans le cadre du Budget Economique élaboré annuellement.

Pour l'année 1995, les prévisions de la production et de la valeur ajoutée ont été arrêtées respectivement à 2232,3 MD et 1737 MD contre 2559,6 MD et 2020 MD prévus par le VIII^e Plan.

Les principaux ajustements opérés en 1995 ont concerné les productions de céréales (1350 000 T contre 1710 000 T prévues), d'olive à huile (375 000 T contre 725 000 T prévues), des agrumes (210 000 T contre 280 000 T prévues), des tomates (550 000 T contre 640 000 T prévues) et de la pêche (87 000 T contre 130000 T prévues).

Suite aux faibles productions enregistrées en 1995 notamment pour les cultures en sec, la valeur de la production a baissé à 1895,4 MD pour une valeur ajoutée de 1489 MD contre respectivement 2094,2 MD et 1636,1 MD en 1994 soit une diminution de 9,5 % et 9 % respectivement.

Les réalisations de 1995 en matière de production et de valeur ajoutée sont en deçà des prévisions du VIII^e Plan et restent aussi inférieures à la moyenne du VII^e Plan comme l'indique le tableau ci-après :

**Production et Valeur Ajoutée de l'Agriculture
et de la Pêche
(aux prix constants de 1990)**

	Moyenne VII ^e Plan	1995			Variation (%)	
		Prévision VIII ^e Plan	Prévision B.E.95	Réalisation	1995/Moy. VII ^e Plan	1995/ 1994
Production en MD	1927	2559,6	2232,3	1895,4	- 1,6	- 9,5
Valeur ajoutée en MD	1502	2020,0	1737,0	1489,0	- 0,9	- 9,0

La baisse de la valeur de la production et de la valeur ajoutée observée en 1995 est imputable aux faibles performances des productions pluviales et du secteur de la pêche.

. Les Céréales :

La production de l'année 1995 a atteint 6,2 millions de quintaux (4,72 millions de qx de blé dur, 590 000 qx de blé tendre, 800 000 qx d'orge et 90 000 qx de triticales) contre 6,543 millions quintaux en 1994. Par rapport à la moyenne du VII^e Plan (14 millions de quintaux) la baisse est de 56 %.

La faiblesse de la production est imputable aux conditions climatiques défavorables qui ont prévalu tout le long de la campagne. En effet l'insuffisance des pluies dans les zones céréalières du Nord au cours des 4 premiers mois de la campagne n'ont pas permis aux agriculteurs de réaliser les travaux de préparation du sol, de fertilisation et de semis à temps. Dans le Centre et le Sud du pays une forte sécheresse a caractérisé la période des semailles. Cette situation s'est traduite par une baisse des superficies emblavées dont les rendements ont été affectés par l'insuffisance de la pluviométrie durant le reste de la campagne.

La baisse de la production céréalière a engendrée une augmentation sans précédent des importations en céréales qui ont atteint 24,3 millions de quintaux pour une valeur de 375.3 MD contre respectivement 15,5 millions de quintaux et 172 MD en 1994. Les cours mondiaux haussiers des céréales ont alourdi davantage la facture des importations.

. L'arboriculture :

L'année 1995 a été marquée principalement par une forte diminution de la production d'olives à huile qui a atteint 350.000 T correspondant à 75.000 T d'huile contre une production importante en 1994 de 1.050.000 T d'olive à huile et 210.000 T d'huile d'olive. Cette diminution est liée au phénomène physiologique de l'olivier d'alternance de la production (bonne/faible).

Toutefois malgré la baisse de la production, les exportations ont pu, grâce aux stocks de report constitués par l'ONH, atteindre 90.000 T pour une valeur de 216.6 MD.

La commercialisation sur le marché local a connu une nette progression au cours de 1995 malgré l'augmentation des prix à la consommation.

Pour les autres spéculations arboricoles, la poursuite de la sécheresse conjuguée à d'autres phénomènes climatiques et biologiques (température élevée, sirocco etc...) a été à l'origine de la baisse des niveaux de production notamment des agrumes, du raisin de cuve, des amandes et des abricots.

La production d'agrumes a poursuivi sa baisse pour se situer au niveau de 194 000 T contre 208 000 T en 1994 et 281 000 T en 1993 ce qui nécessite une analyse approfondie de la situation du secteur dans le but de lui apporter les solutions appropriées pour sa relance.

Au niveau des dattes la production a connu une nette reprise et son niveau se situera à 84 000 T contre 74 000 T en 1994 en relation avec la prévalence de conditions climatiques plus favorables.

. Les cultures maraîchères :

La production des cultures maraîchères, a connu une évolution positive malgré les conditions climatiques difficiles qui ont caractérisé la campagne. Toutes les spéculations ont vu leur production augmenter exception faite des piments (- 9 %) et des melons pastèques (- 20 %) dont une partie est conduite en sec.

La production de pomme de terre a connu, grâce aux mesures mises en œuvre pour atteindre l'autosuffisance pour ce produit stratégique, une augmentation significative de 19 %.

Globalement l'approvisionnement du marché a été assuré régulièrement pour les principales spéculations maraîchères. Néanmoins une baisse a été observée au niveau des apports en petit-pois qui est conduit en sec.

. Les produits de l'élevage :

Les productions animales ont connu une évolution positive pour l'ensemble des spéculations à l'exception des productions de viandes ovines et caprines qui ont été affectées par la poursuite de la sécheresse qui a été à l'origine de la dégradation des parcours principale ressource alimentaire du cheptel ovin et caprin dans les régions du Centre et du Sud.

La baisse de la production de viandes ovine et caprine a été compensée par l'accroissement des autres types de viandes (bovine et de volaille).

La production totale de viande a atteint 155 700 T contre 152 100 T en 1994 soit une augmentation de 2,4 %.

La production laitière a continué sa progression et a atteint 565 000 T contre 523 000 T en 1994 soit un accroissement de 8 %. L'évolution soutenue du secteur laitier a été rendue possible grâce aux différentes mesures et incitations accordées pour ce secteur dans le but d'atteindre l'autosuffisance en lait et dérivés à l'horizon 2000.

. Les produits de la pêche :

La production de la pêche pour l'année 1995 a été estimée à 87 000 T, soit le même niveau que pour 1994. Malgré cette stabilité au niveau global, une baisse a été observée au niveau de la pêche côtière au profit de la pêche au feu.

Le tableau ci-après présente l'évolution des productions pour les principaux sous-secteurs au cours des deux dernières années :

**Evolution des Principales Productions Agricoles
(en 1000 tonnes)**

Produit	1994	1995			Variation 95/94 en %
		Prévision VIII ^e Plan	Réalisa- tion	% de Réalisation	
Céréales	654,3	1710	620	36,3	- 5,2
Huile d'olive	210	135	70	51,9	- 66,7
Agrumes	208	280	194	69,3	- 6,7
Dattes	74	88	84	95,5	+ 13,5
Pomme de terre	210	255	250	98,0	+ 19,0
Tomate	480	640	580	90,6	+ 20,8
Viandes rouges	98,9	100,6	100,0	99,4	+ 1,1
Viandes avicoles	52,3	54,7	59,7	109,1	+ 1,4
Lait	523	550	565	102,7	+ 8,0
Oufs (10 ⁶ unités)	1041	1210	1164	96,2	+ 11,8
Produits de la mer	87,1	130	87	66,9	-
Valeur de la production (prix constants 1990)	2094,2	2559,6	1895,4	74,0	- 9,5
Valeur ajoutée (prix constants 1990)	1636,1	2020,0	1489,0	73,7	- 9,0

B. LA BALANCE COMMERCIALE ALIMENTAIRE :

Les résultats de la campagne agricole 1994/1995, notamment en matière de céréales, ont eu un effet négatif sur l'évolution de la balance commerciale alimentaire qui a enregistré un taux de couverture de 56 % en 1995 contre 102 % en 1994 comme il ressort du tableau ci-après :

**Evolution de la balance commerciale alimentaire
(en Millions de Dinars courants)**

Année	1991	1992	1993	1994	1995
Exportations	494,7	335,5	399,1	551,9	462
Importations	310,9	380,0	418,1	542,8	823,9
Solde	183,8	- 44,5	- 19	9,1	- 361,9
Taux de couverture %	159,1 %	88 %	95 %	102 %	56 %

Les exportations ont accusé une baisse de 16,3 % en passant de 551,9 MD en 1994 à 462 MD en 1995. Cette baisse s'explique par la diminution des exportations d'huile d'olive qui ont atteint 90 200 T en 1995, pour une valeur de 216,6 MD contre 192 200 T et 305,2 MD en 1994 soit une baisse respectivement de 53,2 % et 29 %. Par ailleurs les prix à l'exportation ont connu une nette progression de 51,8 % en raison de la faiblesse de la production dans les principaux pays producteurs (Espagne, Italie) et la baisse de l'offre sur le marché mondial.

En outre les exportations des produits de la mer ont atteint un volume de 10 000 T pour une valeur de 75 MD contre 13 500 T et 82,6 MD soit une baisse respectivement de 25,9 % et 9,2 %. La baisse des exportations est due à la régression de la production des espèces nobles (crevettes, clovisses, produits de l'aquaculture, etc...).

Les exportations de dattes, malgré la stagnation de leur volume à 20 800 T, ont connu une amélioration de leur valeur qui a atteint 58,3 MD contre 56,8 MD en 1994 en relation avec l'augmentation des prix à l'exportation.

Les importations ont connu globalement une augmentation sans précédent et ont atteint aux termes de 1995 un montant de 823,9 MD contre 542,8 MD en 1994 soit un accroissement de 51,8 % due à l'augmentation des importations de céréales, dont le volume a atteint 24,32 millions de quintaux pour une valeur de 375,3 MD contre 15,5 millions de quintaux et 172 MD en 1994.

Par ailleurs le rencherissement des prix des autres denrées alimentaires (lait et dérivés, huiles de graine, café...) a contribué également à l'accroissement du montant de la facture des importations.

C. LES INVESTISSEMENTS :

Malgré le prolongement de la sécheresse pour la deuxième année consécutive et son impact sur la capacité de financement du secteur notamment au niveau des producteurs, dont la capacité d'autofinancement a été réduite, l'Etat a poursuivi son soutien pour l'effort d'investissement aussi bien public que privé par la recherche des ressources extérieures et la prise de mesures incitatives en faveur des exploitants.

En effet les réalisations probables en matière d'investissement pour l'année 1995 ont été évaluées, aux prix courants, à 662 MD contre 519,9 MD en 1994 soit un accroissement de 27,3 %.

Les investissements dans le secteur des ressources naturelles ont connu une évolution positive en relation avec la poursuite de l'exécution des stratégies décennales mises en œuvre depuis le début des années 90. Par rapport à 1994, les augmentations du volume d'investissement ont été de 34,8 % pour l'hydraulique, 25,7 % pour les forêts, et 19,6 % pour la CES.

Au niveau des secteurs productifs, il y a lieu de signaler la reprise des investissements dans le secteur de l'élevage (+ 78,7 %) malgré la poursuite de la sécheresse. Les secteurs de l'arboriculture et de la pêche ont par ailleurs enregistré des accroissements moins importants de leurs investissements respectivement de 20,6 % et 12,3 %.

Enfin les investissements en matériel agricole ont connu une légère baisse de 1,3 % par rapport à 1994 mais restent inférieurs à leur niveau de 1993 de 32 %.

L'examen du schéma de financement fait ressortir :

- une poursuite de la baisse de la part des investissements sur le Trésor (Budget de l'Etat)
- Un accroissement sensible des ressources extérieures
- Une amélioration de la contribution du système bancaire qui a compensé en partie la chute des investissements sur fonds propres due à la succession de deux années de sécheresse.

Le tableau ci-après présente l'évolution des investissements par source de financement :

Financement des investissements agricoles
(en millions de dinars courants)

Année	1993		1994		1995	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Trésor	184,6	38,2	198,4	38,2	243,4	36,8
Fin. Extérieur	67,2	13,9	101,6	19,5	164,4	24,8
Crédit bancaire	96,0	19,9	91,4	17,6	121,8	18,4
Fonds propres	124,3	25,8	116,6	22,4	117,5	17,7
Fonds spéciaux	10,8	2,2	11,8	2,3	15,0	2,3
Total	482,9	100,0	519,8	100,0	662,1	100,0

L'année 1995 a connu une augmentation sensible des projets bénéficiant des avantages financiers du Code d'Incitations aux Investissements. En effet les investissements approuvés par l'APIA ont au cours de 8 premiers mois totalisé 130,1 MD contre 101,9 MD au cours de la même période en 1994, à la faveur des projets promus par les SMVDA et des projets de la première transformation des produits agricoles et de la pêche.

L'extension des avantages du code d'incitations aux investissements aux industries agro-alimentaires pour les activités de première transformation et conditionnement a entraîné une évolution favorable des investissements dans ce secteur. Au cours des 8 premiers mois de 1995, 47 projets dans le secteur agro-alimentaire ont été approuvés pour un montant de 21 MD contre 23 projets de 24 MD en 1994.

CHAPITRE DEUXIEME

EVALUATION DES REALISATIONS DES QUATRE PREMIERES ANNEES DU VIII^e PLAN

Ce chapitre est consacré à évaluer les réalisations des quatre premières années du VIII^e Plan et les comparer aux prévisions dans le but d'identifier les principales contraintes rencontrées et de proposer les solutions susceptibles de les éviter dans l'année terminale du VIII^e Plan et au cours du IX^e Plan.

A. LA PRODUCTION AGRICOLE :

Les faibles performances de l'agriculture au cours des campagnes 1993/1994 et 1994/1995 ont affecté le résultat global des quatre premières années du VIII^e Plan qui est resté en deça des prévisions.

En effet la production agricole des quatres premières années du VIII^e Plan a atteint aux prix constants de 1990, une valeur annuelle moyenne de 2185,5 MD contre 2385,0 MD prévus soit un taux de réalisation de 91,6 %. La valeur ajoutée a atteint une moyenne de 1714,5 MD contre 1880 MD prévus.

Les niveaux moyens de la production et de la valeur ajoutée au cours des 4 premières années du VIII^e Plan restent toutefois supérieurs à la moyenne du VII^e Plan respectivement de 13,4 % et 14,1 %.

Le tableau ci-après présente les taux de réalisation pour les différents sous-secteurs.

**Evolution comparée de la production agricole
Moyenne des 4 premières années du VIII^e Plan
(en 1000 Tonnes et en MD)**

Produits	Prévisions	Réalisations	Taux de Réalisation %
Céréales	1607,5	1345,7	83,7
Huile d'olive	157,5	170,0	107,9
Agrumes	243,8	217,1	89,0
Dattes	85	79,8	93,9
Raisin de table	66	56,3	85,3
Pomme de terre	240	219,5	91,5
Tomates	617,5	507,5	82,2
Viandes rouges	93,4	95,9	102,7
Viandes de volailles	51,9	52,9	101,9
Lait	500	506,0	101,2
Œufs (10 unités)	1180	1062,3	90,0
Poissons	111,2	86,5	77,8
Production (MD) (prix constants 1990)	2385,0	2185,5	91,6
Valeur ajoutée (prix constants de 1990)	1880,0	1714,5	91,1

Le secteur de l'huile d'olive a pu, malgré la baisse de sa production en 1995, réaliser une production moyenne supérieure à l'objectif retenu.

Les produits de l'élevage ont atteint des niveaux moyens conformes aux objectifs retenus par le VIII^e Plan pour les viandes rouges et le lait et ce grâce aux mesures prises par le Gouvernement pour pallier aux effets de la sécheresse qui a fortement affecté les ressources fourragères. Ce résultat a été atteint grâce à la politique d'encouragement au secteur visant à assurer l'autosuffisance du pays en viandes et en lait à l'horizon 2000.

Les cultures conduites en sec ont réalisé des productions moyennes inférieures aux prévisions du VIII^e Plan mais avec des taux de réalisation supérieurs à 80 % pour l'ensemble.

Le secteur de la pêche n'a réalisé que 77,8 % de ses objectifs en relation avec la baisse de la production du poisson bleu et la baisse des ressources halieutiques du Golfe de Gabès suite à une exploitation excessive à la fin des années 80.

Un ensemble de mesures ont été prises en faveur du secteur de la pêche et ont porté sur la majoration de dégrèvement du carburant, la réduction des frais d'accostage, l'octroi d'une prime à l'investissement dans le transport frigorifique, la promulgation d'une loi portant sur l'organisation des opérations de pêche, la mise en œuvre d'un programme national de mise niveau, l'élaboration d'un plan directeur pour la pêche dans le Nord et la création d'un groupement interprofessionnel pour les produits de la mer.

Toutes ces mesures visent la relance du secteur de la pêche dont la rôle stratégique est indéniable.

B. BALANCE COMMERCIALE ALIMENTAIRE :

L'objectif du VIII^e Plan pour les quatre premières années du VIII^e Plan est de réaliser un excédent moyen de 121,6 MD correspondant à un taux de couverture des importations par les exportations de 126,2 %.

Au terme de la quatrième année du VIII^e Plan, la balance commerciale alimentaire a réalisé un taux de couverture moyen de 81,0 % comme l'indique le tableau ci-après :

Balance commerciale alimentaire
Moyenne annuelle des 4 premières années
du VIII^e Plan
(en MD courants)

Rubrique	Prévisions	Réalisations	% de Réalisation
Exportations	586,2	437,1	74,6 %
Importations	464,6	541,2	116,5 %
Solde	121,6	- 104,1	-
Taux de couverture	126,2 %	81,0 %	-

Le taux de réalisation est en deçà des prévisions pour les exportations en relation avec les fluctuations des exportations d'huile d'olive, des agrumes et des produits de la mer.

Au niveau des importations leur accroissement supérieur aux prévisions est dû à l'accélération du rythme d'importations des céréales au cours de 1994 et 1995 sous l'effet de la sécheresse et à l'augmentation des prix internationaux de la majorité des produits importés (céréales, huile de graine, lait).

Le développement de nos exportations et l'amélioration de leur compétitivité sur le marché international occupent une place de choix dans la politique de l'Etat. Cette orientation est la conséquence de deux décisions capitales prises par la Tunisie à savoir la signature des accords de l'OMC en 1994 et l'adhésion à une zone de libre échange avec l'Union Européenne à partir de 1996. Ces deux engagements signifiant une plus grande insertion dans l'économie régionale et une plus grande ouverture sur l'économie mondiale appellent les différents opérateurs à redoubler d'efforts en vue d'améliorer les performances des activités de production agricoles et de leur niveau de compétitivité afin de se maintenir sur les marchés traditionnels et conquérir de nouveaux marchés notamment en Asie, Amérique et en Afrique.

C. LES INVESTISSEMENTS :

Les investissements réalisés au cours des quatre premières années du VIII^e Plan ont totalisé 2124,1 MD contre 2750,6 MD prévus soit un taux de réalisation de 77,2 %.

Des retards ont été enregistrés dans l'exécution des programmes retenus au niveau de tous les secteurs. Les écarts les plus importants ont été observés au niveau de la pêche (- 52,8 % par rapport aux prévisions), des secteurs forêts et CES (- 33,4 %) et de l'élevage (- 27,5 %).

Le tableau ci-après présente les taux de réalisation au niveau des différents sous-secteurs :

**Evolution comparée des investissements
dans l'agriculture et la pêche
au cours des 4 premières années du VIII^e Plan
(en 1000 D courants)**

Activité	Prévisions	Réalisations	% de Réalisation
Hydraulique	901 5 00	697 377	77,4 %
Elevage	343 100	248 882	72,5 %
Pêche	231 730	109 224	47,1 %
Arboriculture	262 270	198 371	75,6 %
Matériel agricole	349 100	276 770	79,3 %
Etude, rech, vulgar.	47 985	39 217	81,7 %
Forêts/CES	426 600	284 048	66,6 %
PDRI/PRD	21 000	79 074	376,5 %
Divers	167 300	191 142	114,2 %
Total	2 750 585	2 124 105	77,2 %

Le retard enregistré au niveau des sous-secteurs de l'hydraulique et des forêts/CFS s'explique par la lenteur dans l'exécution des stratégies décennales y afférentes aux cours des premières années de leur mise en œuvre. En effet l'exécution de certaines de leurs composantes a nécessité de la part de l'administration un délai d'adaptation en matière de suivi, de contrôle et de supervision des actions confiées à des entreprises privées, peu nombreuses au démarrage et ayant une expérience limitée. L'insuffisance de financement et le retard pris dans la mobilisation des ressources extérieures a nécessité l'étalement de la réalisation de certaines composantes de la stratégie de mobilisation des ressources en eau.

Au niveau du secteur de la pêche ; le retard accusé s'explique par les problèmes structurels que connaît cette activité et qui sont liés à la dégradation de la ressource dans les zones traditionnelles de pêche (Sahel et Golfe de Gabès) et le désintérêt pour l'investissement et la pêche dans le Nord du pays encore faiblement exploité.

Enfin le retard dans les réalisations en matière d'investissements productifs est attribué aux difficultés financières des exploitants agricoles à la suite de deux années de sécheresse (1994-1995).

L'examen de la répartition des investissements par opérateur fait ressortir que le secteur privé a réalisé 75,8 % des investissements prévus pour les 4 premières années du VIII^e Plan en relation avec les difficultés engendrées par la sécheresse au cours des campagnes agricoles 1993/1994 et 1994/1995.

L'Administration et les entreprises publiques ont réalisé ensemble 78,5 % du programme d'investissement prévus pour les 4 premières années du VIII^e Plan.

**Prévisions et réalisations des investissements
dans l'agriculture et la pêche par opérateur
au cours des 4 premières années du VIII^e Plan
(en MD courants)**

Opérateur	Prévisions	Réalisations	% de Réalisation
Administration/Entreprises publiques	1440,5	1131,1	78,5
Entreprises privées	1310,0	993,0	75,8
Total	2750,5	2124,1	77,2

Au niveau du financement un retard a été observé au niveau de la mobilisation des ressources bancaires internes et des ressources extérieures au profit du secteur agricole comme l'indique le tableau ci-après :

**Financement des investissements dans l'agriculture
et la pêche au cours des 4 premières années du VIII^e Plan
(en Millions de Dinars courants)**

Source de Financement	Prévisions	Réalisations	% de Réalisation
Trésor	874,8	867,2	99,1 %
Ressources extérieures	577,0	388,1	67,3 %
Crédits bancaires	742,0	396,7	53,5 %
Fonds propres	556,7	472,1	84,8 %
Total	2750,5	2124,1	77,2 %

La non réalisation des objectifs en matière de mobilisation de ressources extérieures est liée à l'achèvement de la 4^e ligne de crédit agricole octroyée par la BIRD et le retard observé dans l'utilisation de nouvelles lignes de crédit dont la ligne de crédit BAD, et le projet des finances rurales.

Au niveau du crédit agricole, la mobilisation de ressources internes par le biais du système bancaire pour financer le secteur agricole reste confrontée à plusieurs problèmes dont la réticence des banques commerciales peu habituées au secteur agricole et aux problèmes de garantie et d'impayés qui caractérisent le secteur. A cet effet le crédit agricole doit faire l'objet d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics pour lui apporter les solutions adaptées.

CHAPITRE TROISIEME

LES PREVISIONS POUR L'ANNEE 1996

I. LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT :

Dans le but d'atteindre les objectifs assignés au secteur de l'agriculture et de la pêche, le schéma de développement retenu pour l'année 1996 sera axé sur la poursuite de la mise en œuvre des réformes retenues dans le cadre du VIII^e Plan.

Ces réformes visant à assurer à l'agriculture une croissance soutenue et durable s'articulent autour des principaux points suivants :

- la poursuite des mesures de restructuration du programme d'ajustement structurel du secteur de l'agriculture et de la pêche,
- l'amélioration de l'environnement général du secteur
- la poursuite de la mise en œuvre des stratégies sectorielles
- l'organisation de la profession
- le développement de la pêche.

* La restructuration du secteur de l'agriculture et de la pêche :

La politique de restructuration du secteur agricole sera marquée en 1996, par l'achèvement de la première phase de restructuration des terres domaniales et le démarrage de la deuxième phase. A rappeler que l'ensemble du programme de restructuration des terres domaniales vise la création, à l'horizon 2000, de 400 Sociétés de mise en valeur (SMVDA) et l'installation de 1.000 ingénieurs et techniciens et 2.500 jeunes agriculteurs.

Par ailleurs, l'étude relative à l'évaluation de l'organisation des Commissariats Régionaux au Développement Agricole sera achevée. L'objectif recherché à travers la réalisation de cette étude vise la réorganisation de ces structures régionales en fonction de nouveaux objectifs de répartition des rôles et tâches entre l'Administration et la profession appelée à prendre en charge les activités dites concurrentielles et menées jusqu'ici par l'Administration et les organismes sous-tutelle (insémination artificielle, certaines activités de la santé animale, gestion des ressources en eau, gestion des forêts et parcours...).

*** L'amélioration de l'environnement :**

Au niveau de l'amélioration de l'environnement général du secteur, l'accent sera mis en 1996 sur l'amélioration des conditions du financement de l'agriculture dans son ensemble et de la petite agriculture en particulier d'une part, et la poursuite des réformes des circuits de commercialisation d'autre part.

Au niveau du financement du secteur agricole il est attendu, compte tenu de l'amélioration des conditions climatiques, une reprise de l'investissement privé en relation avec les encouragements additionnels adoptés en faveur des investissements permettant l'économie de l'eau et dans le transport frigorifique des produits de la mer en plus des effets positifs du rééchelonnement des crédits des agriculteurs touchés par la sécheresse en 1995 pour la deuxième année consécutive.

Au niveau de la petite et moyenne exploitation agricole il est à signaler que les projets démarrés en 1995 au profit de cette catégorie dans le cadre du projet des finances rurales, les projets de développement agricole intégré de Sidi Bouzid, Siliana et Jebiniana, en plus de la consolidation du programme de crédits supervisés, contribueront à l'amélioration des disponibilités financières au profit de cette tranche d'agriculteurs.

Par ailleurs la réforme des circuits de commercialisation sera poursuivie en 1996 par l'achèvement de l'étude relative à l'observatoire national de l'approvisionnement et des prix.

' La poursuite de la mise en œuvre des stratégies sectorielles :

**** Stratégie de mobilisation des ressources naturelles :**

La mise en œuvre des stratégies nationales des ressources en eaux, de forestation et de conservation des eaux et des sols sera poursuivie en 1996 mais avec un rythme plus soutenu.

En outre l'année 1996 verra l'achèvement de l'étude sur la stratégie des ressources naturelles en vue d'élaborer une stratégie à long terme des ressources naturelles permettant une croissance soutenue du secteur agricole et une utilisation durable des ressources.

**** Mise en œuvre des stratégies spécifiques pour les produits de base :**

Dans ce cadre, la mise en œuvre des plans d'actions adoptés afin d'assurer l'autosuffisance à court terme pour les produits de base (pomme de terre, tomates, viandes, lait, œufs) sera poursuivie en 1996. Ces plans d'actions sont basés sur un ensemble de mesures visant notamment la consolidation de la recherche relative à ces produits en vue d'intensifier leur production.

* L'organisation de la profession :

Les actions visant l'organisation de la profession seront axées sur la consolidation du rôle des groupements interprofessionnels, la restructuration des chambres d'agriculture, la promotion des Coopératives de Services et la création de centres techniques spécialisés pour les produits agricoles de base.

Les activités des groupements qui ont fait en 1995 l'objet d'une nouvelle organisation seront consolidées en 1996. Les crédits qui leur sont alloués dans le cadre du Fonds du Développement de la Compétitivité dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche ont été arrêtés à 7 MD contre 6 MD en 1995. Ces ressources financières sont destinées à financer les charges de régulation de l'approvisionnement des marchés en produits agricoles et de pêche ainsi que la mise à niveau des entrepôts frigorifiques et de soutien de la production.

Les chambres d'agriculture ont fait l'objet d'une étude menée par les services du Ministère de l'Agriculture qui a fait ressortir les difficultés qui les empêchent de jouer pleinement leur rôle. Ils feront ainsi, en 1996, l'objet d'une attention particulière à travers la mise en œuvre d'un plan d'action pour leur promotion et le développement de leurs activités.

Au niveau des Coopératives de Services, un projet de loi leur conférant le statut d'entreprises économiques a été déjà élaboré en 1995 et fera l'objet d'une large consultation en 1996.

Enfin le rôle de la profession sera consolidé en 1996 par le démarrage de la mise en place de centres techniques spécialisés pour les principaux produits de base. Le rôle de ces centres est de faire passer les résultats de la recherche aux agriculteurs d'une part et de les aider à améliorer les performances de leurs activités d'autre part. Le centre technique de la pomme de terre sera le premier à être mis en place en 1996.

* Développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture :

Suite aux différentes mesures prises en vue d'assainir et d'améliorer l'environnement général, il est attendu en 1996 une reprise des activités dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Les différentes mesures institutionnelles, législatives et d'encouragement déjà prises visent à impregner, à partir de 1996, au secteur un nouvel élan.

Par ailleurs, l'année 1996 verra l'achèvement de la première phase du programme de mise à niveau des ports de pêche conformément aux normes de l'Union Européenne. Ce programme concerne 13 ports de pêche pour un coût total de 5 MD. La deuxième phase qui fera l'objet d'une étude à démarrer en 1996 porte sur 15 autres ports de pêche.

Enfin l'année 1996 verra également le démarrage de l'exécution du Plan Directeur de l'Aquaculture suite à l'achèvement des études et l'identification des sites.

II. LES PROJECTIONS QUANTITATIVES :

A. La production :

Sur la base d'une production moyenne de 13,5 millions de quintaux de céréales, 300.000 T d'olives, 200.000 T d'agrumes, 90.000 T de poissons et une évolution positive des autres secteurs, il est attendu que le secteur de l'agriculture et de la pêche réalise en 1996 et par rapport à 1995, un taux de croissance de 14,2 % pour la production et 12,5% pour la valeur ajoutée.

La production céréalière enregistrera un accroissement de 106,7 % par rapport à son faible niveau de 1995. Pour les autres sous-secteurs, leurs productions connaîtront des augmentations substantielles avec 7 % pour les maraichages, 5 % pour l'arboriculture, 3,9 % pour l'élevage et 3,6 % pour la pêche.

Le tableau ci-après présente l'évolution des principales productions.

**Evolution des principales productions
(en 1000 Tonnes)**

Produit	1993	1994	1995	1996*	1996/1995
Céréales	1913,6	654,3	620,0	1350	+ 106,7 %
Huile d'olive	135	210	70	60	- 14,3 %
Agrumes	281	208	194	200	+ 3,0 %
Dattes	86	74	84	86	+ 2,4 %
Pomme de terre	200	210	250	265	+ 6,0 %
Tomate	420	480	580	620	+ 6,9 %
Viandes rouges	90,6	99,5	100,2	102,9	+ 2,7 %
Viandes avicoles	53,4	52,4	54,7	56,2	+ 2,7 %
Lait	496	523	565	600	+ 6,2 %
Œufs (10 ⁶ unités)	966	1041	1164	1200	+ 3,1 %
Poissons	83,3	87,1	87	90	+ 3,4 %
Valeur de la production (en MD, prix constants 1990)	2298,3	2094,2	1895,4	2164,2	+ 14,2 %
Valeur ajoutée (en MD, prix constants 1990)	1814,5	1636,1	1489,0	1675,0	+ 12,5 %

* prévisions

B. La balance commerciale :

Selon les projections de la balance commerciale les exportations accuseront, par rapport à 1995, une baisse de 3,7% sous l'effet de la limitation des disponibilités à l'exportation de l'huile d'olive (40.000 T en 1996 contre 90.200 T en 1995).

Les importations baisseront en 1996 par rapport à 1995 de 4 % et resteront très élevées sous l'effet de la sécheresse de la campagne passée qui a affecté les productions céréalières. Les importations d'orge et d'autres produits fourragers se poursuivront jusqu'au mois de Mars 1996, celles du blé dur jusqu'au mois de Mai 1996 au moins. Le volume total des importations de céréales s'élève à 18,8 millions de quintaux pour une valeur de 306 MD en 1996.

Le taux de couverture des importations par les exportations se situera à 56 % même taux attendu au terme de 1995 comme il ressort du tableau ci-après :

**Evolution de la balance commerciale alimentaire
(en millions de dinars courants)**

Qualité	Moyenne VII Plan	1992	1993	1994	1995	1996*
Exportations	310,9	335,5	399,1	551,9	462,0	445,0
Importations	407,6	380,0	418,1	524,8	823,9	790,9
Solde	- 96,7	- 44,5	- 19	+ 9,1	- 361,9	345,9
Taux de couverture	76,3 %	88,3 %	95,5 %	101,7 %	56,1 %	56,3

* prévisions

C. Les investissements :

Les projections pour l'année 1996 tablent sur la réalisation d'une enveloppe d'investissements de 312 MD soit 16,9 % des investissements globaux contre 662 MD et 15,5 % en 1995.

L'examen de l'évolution des investissements par sous secteur fait ressortir un accroissement substantiel au niveau des investissements à réaliser en hydraulique (+ 26,8 %), en matériel (+ 32 %), en arboriculture (+ 17 %) et dans la pêche (+ 14 %). Les investissements dans les secteurs des forêts et de la CES évolueront à un rythme plus faible après avoir atteint leur régime de croisière.

Le tableau ci-après présente l'évolution des investissements par sous-secteurs au cours des 4 dernières années et les projections pour l'année 1996 :

**Evolution des investissements agricoles
(en millions de dinars courants)**

Sous-Secteur	1992	1993	1994	1995	1996*	1996/1995
Hydraulique	140,8	151,9	172,4	232,4	294,7	+ 26,8 %
Elevage	57,7	63,5	45,8	81,9	89,4	+ 9,1 %
Pêche	47,0	15,8	21,9	24,6	28,0	+ 14,0 %
Matériel agricole	65,6	89,1	61,4	60,6	80,0	+ 32,0 %
Arboriculture	49,4	40,7	49,1	59,2	69,5	+ 17,4 %
Etudes, rech.vulga.	7,0	7,0	13,1	12,0	9,4	- 21,7 %
Forêts	22,5	29,9	36,4	45,8	49,9	+ 9,0 %
CES	32,2	33,1	38,3	45,8	49,1	+ 7,2 %
PDRI	8,0	6,9	16,1	25,0	35,0	+ 40,0 %
PRD	5,0	6,0	5,5	6,5	11,0	+ 69,2 %
Divers	24,0	39,0	59,8	68,3	96,0	+ 40,5 %
Total	459,2	482,9	519,8	662,1	812,0	+ 22,6 %

Les investissements en matière d'hydraulique permettront de réaliser les actions prévues dans la stratégie décennale. L'exploitation optimale des superficies irriguées, un des objectifs fondamentaux de la stratégie fera l'objet d'une attention particulière en 1996 à travers la réhabilitation et la rénovation de 2100 hectares de périmètres irrigués.

Au niveau de la stratégie de reboisement forestier et d'amélioration des parcours, les investissements retenus permettront d'accélérer le rythme de réalisation grâce aux différents programmes et projets dans ce domaine. Les programmes de reboisement et d'amélioration pastoral porteront sur 12.000 ha et 6.500 ha contre respectivement 7.000 ha et 3.000 ha en 1995.

Par opérateur les investissements de 1996 seront réalisés à concurrence de 52,8 % par l'administration de 2,8 % par les entreprises publiques et de 44,3 % par les entreprises privées.

Le tableau ci-après présente l'évolution des investissements par sous-secteurs au cours des 4 dernières années et les projections pour l'année 1996 :

**Evolution des investissements agricoles
(en millions de dinars courants)**

Sous-Secteur	1992	1993	1994	1995	1996*	1996/1995
Hydraulique	140,8	151,9	172,4	232,4	294,7	+ 26,8 %
Elevage	57,7	63,5	45,8	81,9	89,4	+ 9,1 %
Pêche	47,0	15,8	21,9	24,6	28,0	+ 14,0 %
Matériel agricole	65,6	89,1	61,4	60,6	80,0	+ 32,0 %
Arboriculture	49,4	40,7	49,1	59,2	69,5	+ 17,4 %
Etudes, rech. vulga.	7,0	7,0	13,1	12,0	9,4	- 21,7 %
Forêts	22,5	29,9	36,4	45,8	49,9	+ 9,0 %
CES	32,2	33,1	38,3	45,8	49,1	+ 7,2 %
PDRI	8,0	6,9	16,1	25,0	35,0	+ 40,0 %
PRD	5,0	6,0	5,5	6,5	11,0	+ 69,2 %
Divers	24,0	39,0	59,8	68,3	96,0	+ 40,5 %
Total	459,2	482,9	519,8	662,1	812,0	+ 22,6 %

Les investissements en matière d'hydraulique permettront de réaliser les actions prévues dans la stratégie décennale. L'exploitation optimale des superficies irriguées, un des objectifs fondamentaux de la stratégie fera l'objet d'une attention particulière en 1996 à travers la réhabilitation et la rénovation de 2100 hectares de périmètres irrigués.

Au niveau de la stratégie de reboisement forestier et d'amélioration des parcours, les investissements retenus permettront d'accélérer le rythme de réalisation grâce aux différents programmes et projets dans ce domaine. Les programmes de reboisement et d'amélioration pastoral porteront sur 12.000 ha et 6.500 ha contre respectivement 7.000 ha et 3.000 ha en 1995.

Par opérateur les investissements de 1996 seront réalisés à concurrence de 52,8 % par l'administration de 2,8 % par les entreprises publiques et de 44,3 % par les entreprises privées.

**Répartition des investissements agricoles
et de pêche par opérateur
(en millions de dinars)**

Opérateur	1992	1993	1994	1995	1996*	1996/1995
Administration	202,7	217,3	271,9	363,1	429,0	+ 18,1 %
Entreprises publiques	16,5	15,6	24,9	19,0	23,0	+ 21,1 %
Entreprises privées	240,0	250,0	223,0	280,0	360,0	+ 28,6 %
Total	459,2	482,9	519,8	662,1	812,0	+ 22,6 %

Le financement des investissements sera assuré, en 1996, à concurrence de 34,2 % par le Trésor et de 24,4 % sur des fonds extérieurs. Ces derniers n'ont cessé de croître ces dernières années et atteindront 198,2 MD en 1996 contre 164,3 MD en 1995 soit un accroissement de 20,6 %.

La part des investissements financés sur les fonds propres des entreprises privées va connaître une nette amélioration après sa chute en 1995 en relation avec l'amélioration des conditions climatiques au dépens de la part des crédits bancaires qui accusera une légère baisse.

L'évolution des investissements par source de financement est consignée dans le tableau ci-après :

**Financement des investissements agricoles
(en millions de dinars courants)**

Année	1993		1994		1995		1996*	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Trésor	184,6	38,2	198,4	38,2	243,4	36,8	277,5	34,2
Fin. Extérieur	67,2	13,9	101,6	19,5	164,4	24,8	198,2	24,4
Crédit bancaire	96,0	19,9	91,4	17,6	121,8	18,4	142,3	17,5
Fonds propres	124,3	25,8	116,6	22,4	117,5	17,7	175,1	21,6
Fonds spéciaux	10,8	2,2	11,8	2,3	15,0	2,3	18,9	2,3
Total	482,9	100,0	519,8	100,0	662,1	100,0	812,0	100,0

CHAPITRE QUATRIEME

APERÇU SECTORIEL

I. LA CEREA LICULTURE :

1. LES RESULTATS DE LA CAMPAGNE 94/95 :

La campagne 94/95 s'est caractérisée pour la 2ème année de suite par un manque de pluies. Les quantités insuffisantes de pluies enregistrées au Nord depuis le premier Septembre 1994 jusqu'au 31 Décembre 1994, n'ont pas permis aux agriculteurs des régions céréalières de réaliser les travaux de préparation du sol, de fertilisation et de semis à temps. Au Centre-Sud, une forte sécheresse a caractérisé la période de semailles.

Cette situation s'est traduite par une baisse des superficies emblavées et par une production au-dessous de la moyenne.

a/ Les emblavures :

Les superficies céréalières emblavées au cours de la campagne 1994/1995, ont atteint 1,340 millions d'hectares, soit un niveau inférieur à la moyenne du VIIè Plan, (- 14 %) et la campagne précédente (- 9 %).

Par rapport aux prévisions (1,6 millions d'hectares), le taux de réalisation des emblavures est de 84 %. Ce taux reflète les conditions climatiques difficiles de démarrage de la campagne surtout à la période de pré-semaille.

Par région, les superficies emblavées dans le Nord ont atteint 838.000 ha enregistrant une légère baisse de 0,7 % par rapport à la moyenne du VIIè Plan (844.000 ha) et une légère augmentation de 0,8 % par rapport à la campagne précédente (831.000 ha). Dans les régions du Centre-Sud, les superficies ont atteint 502.000 ha, soit une baisse de 30,3 % par rapport à la moyenne annuelle du VIIè Plan (720.000 ha) et une régression de 22,6 % par rapport à la dernière campagne (649.000 ha).

**Superficies emblavées par région
(1000 ha)**

Région	Moyenne du VII ^e Plan	Campagne 91/92	Campagne 92/3	Campagne 93/94	Campagne 94/95
Nord	844	856,6	868,5	831	838
Centre-Sud	720	642,7	793,2	649	502
Total	1564	1499,3	1661,7	1480	1340

Au niveau des espèces, les superficies emblavées en blé dur ont regressé de 2,8 % par rapport à la moyenne annuelle du VII^e Plan (796.000 ha) et de 4,3 % par rapport à la campagne précédente (809.000 ha). Les superficies emblavées en blé tendre ont subi une régression de 9,7 % par rapport à la moyenne annuelle du VII^e Plan (154.000 ha) et ont enregistré le même niveau que la campagne précédente (139.000 ha).

Quant aux superficies de l'orge et du triticale, elles ont diminué respectivement de 29,7 % et de 60 % par rapport à la moyenne du VII^e Plan (599.000 ha pour l'orge et 15.000 ha pour le triticale) et de 19,5 % et de 33,3 % par rapport à la campagne précédente (523.000 ha pour l'orge et 9.000 ha pour le triticale).

**Superficies emblavées par espèce
(1000 ha)**

espèce	Moyenne du VII ^e Plan	Campagne 91/92	Campagne 92/3	Campagne 93/94	Campagne 94/95
Blé dur	796	835,9	909	809	774
Blé tendre	154	145,4	177,5	139	139
Orge	599	502,1	563,7	523	421
Triticale	15	15,9	11,5	9	6
Total	1564	1499,3	1661,7	1480	1340

b/ Les intrants :

*** Les semences sélectionnées :**

Les quantités de semences sélectionnées utilisées au cours de la campagne agricole 94-95 ont porté sur 152 000 quintaux contre 173 000 qx au cours de la campagne précédente, et 185 300 qx en besoins estimé pour la campagne 94-95, soit respectivement une diminution de 12 % et de 18 %

**Utilisation des semences sélectionnées en céréale
(en Qx)**

espèce	Moyenne du VII ^e Plan	Campagne 91/92	Campagne 92/3	Campagne 93/94	Campagne 94/95
Blé dur	98 649	117 675	157 219	130 250	114 000
Blé tendre	41 818	53 230	43 504	36 690	26 000
Orge	8 705	17 825	10 008	5 810	-
Triticale	468	1 140	332	259	-
Total	149 640	189 870	211 063	173 009	140 000

*** Les engrais chimiques :**

Les quantités d'engrais chimiques utilisées dans la céréaliculture au cours de la campagne 1994-95 ont atteint 123 000 tonnes, en régression de 36 % par rapport au niveau de la campagne précédente (191 000 T) et en régression de 7 % par rapport à la moyenne annuelle du VII^e Plan (132 400 T).

**Evolution de l'utilisation des engrais chimiques
en céréaliculture
(en Tonnes)**

espèce	Moyenne du VII ^e Plan	Campagne 93/94	Campagne 94/95
Ammonitre	67.200	102.000	63.000
Super 45 %	45.600	27.500	25.000
D.A.P.	19.600	62.000	35.000
Total	132.400	191.500	123.000

*** Le désherbage chimique :**

Les superficies cérésières désherbées chimiquement au cours de la campagne 1994/95 ont atteint 184.000 ha contre 245.000 ha en 1993/94 et 205.000 ha comme moyenne du VII^e Plan. Le recours aux produits chimiques au cours de cette campagne a été moins important qu'au cours de la campagne précédente (- 25 %). Cela s'explique essentiellement par le déficit hydrique et la répartition inadéquate des précipitations au cours de la campagne.

**Evolution du désherbage chimique des céréales
(en ha)**

Produits	Campagne 91/92	Campagne 92/93	Campagne 93/94	Campagne 94/95
Polyvalents	183 880	228 560	196 000	140 000
2.4.D	156 120	132 110	48 000	44 000
Total	340 000	360 670	245 000	184 000

Les superficies désherbées par les polyvalents ont atteint 140.000 ha contre 196.000 ha la campagne écoulée. Quant aux superficies traitées par les 2.4.D, elles ont été de 44.000 ha, soit seulement 24 % de la superficie désherbée.

c/ La production :

La production céréalière de la campagne 1994/95 a atteint 6,2 millions de Quintaux contre une moyenne annuelle du VII^e Plan de 14,1 millions de quintaux et une production de 6,5 millions de quintaux au cours de la campagne 1993/94.

Cette mauvaise récolte céréalière pour la deuxième année consécutive est dû essentiellement à la sécheresse qui a sévi pendant la majeure partie de la campagne.

**La production céréalière de la campagne 94/95
(en 1000 quintaux)**

Produits	Nord	Centre-Sud	Total
Blé dur	4 327	396	4 723
Blé tendre	536	49	585
Orge	487	316	803
Triticale	87	-	87
Total	5 437	761	6 198

Les superficies réellement récoltées pendant la campagne 94-95 ont atteint environ 542.000 ha soit 40,0 % des superficies emblavées. La superficie endommagée est concentrée dans les gouvernorats du Nord : Ariana, Zaghouan, Béja, Siliana, Kef) et du Centre (Sidi Bouzid, Kairouan, Kasserine).

Le taux de récolte a été inférieur à 50 % pour toutes les espèces à l'exception du triticales, comme il ressort du tableau ci-après :

**Evolution du taux récolté par espèce
(en % des superficies emblavées)**

Produits	Moyenne du VII ^e Plan	Campagne 93/94	Campagne 94/95
Blé dur	78	51	47
Blé tendre	85	43	38
Orge	76	47	29
Triticale	76	63	83
Total	78	49	40

La production céréalière par espèce a enregistré une diminution importante pour toutes les espèces par rapport à la moyenne du VII^e Plan : 39 % pour le blé dur ; 71 % pour le blé tendre ; 80 % pour l'orge et 67 % pour le triticales.

Rapportée à la campagne précédente, la production de blé dur et du triticales a réalisé respectivement une augmentation de 8 % et de 30 %. Quant à la production du blé tendre et de l'orge, elle a respectivement diminué de 12 % et de 45 %.

Le tableau ci-après présente l'évolution de la production céréalière par espèce au cours des dernières campagnes.

**Evolution de la production céréalière
(en 1000 quintaux)**

Produits	Moyenne du VII ^e Plan	Campagne 91/92	Campagne 92/93	Campagne 93/94	Campagne 94/95
Blé dur	7 772	13 231	11 336	4 362	4 723
Blé tendre	2 044	2 610	2 790	664	585
Orge	3 995	5 698	4 778	1 450	803
Triticale	266	411	235	67	87
Total	14 077	21 950	19 139	6 543	6 198

Pour ce qui est des rendements rapportés aux superficies emblavées, ils sont restés pour la 2^eme année consécutive, de loin inférieurs aux rendements moyens du VII^e Plan, mais ont réalisé une légère regression, exception faite de l'orge et du blé tendre par rapport à la campagne précédente.

**Evolution des rendements céréaliers
(en quintaux à l'ha)**

Produits	Moyenne du VII ^e Plan	Campagne 91/92	Campagne 92/93	Campagne 93/94	Campagne 94/95
Blé dur	9,8	15,8	12,5	5,4	6,1
Blé tendre	13,3	17,9	15,7	4,8	4,2
Orge	6,7	11,3	8,5	2,8	1,9
Triticale	17,7	25,6	21,4	7,8	14,5

Dans la région du Nord, les rendements du blé dur (7,9 Qx/ha), du blé tendre (4,4 Qx/ha) et de l'orge (3 Qx/ha) ont regressé respectivement de 35 % ; 71 % et 68 % par rapport à la moyenne du VII^e Plan. Par rapport à la campagne précédente, les rendements de l'orge et du blé tendre ont baissé de 14 % chacun, alors que les rendement du blé dur et du triticale ont augmenté respectivement de 5 % et 86 %.

Dans la région du Centre-Sud, les rendements du blé tendre et de l'orge (1,2 Qx/ha) ont regressé respectivement de 64 % et 75 % par rapport à la moyenne du VII^e Plan et de 3 % et 49 % par rapport aux rendements de la campagne précédente. Pour le blé dur, son rendement a diminué de 73 % par rapport à la moyenne du VII^e Plan, et a enregistré une augmentation minimale de 11 % par rapport à la campagne précédente.

Par gouvernorat, les meilleurs rendements de la campagne 1994/95, ont été enregistrés à Bizerte pour toutes les catégories de céréales : le blé dur (16,4 Qx/ha), le blé tendre (14,2 qx/ha), l'orge (10,5 qx/ha) et le triticale (19,6 qx/ha).

- Les céréales irriguées :

Le manque de pluie enregistré pendant la campagne 94/95, a révélé une occasion de plus pour réaffirmer l'importance de l'irrigation d'appoint et sa nécessité pour assurer un minimum de production.

Les superficies céréalières irriguées pendant la campagne 1994/1995 ont atteint environ 53.000 ha contre 60.000 ha la campagne précédente (- 12 %) et contre 41.000 ha au cours de la campagne 92/93 (+ 29 %).

Les meilleurs rendements ont été enregistré à Bizerte pour le blé dur (33,3 Qx/ha), à Jendouba pour le blé tendre (30,9 qx/ha) et à Kairouan pour l'orge (24,7 qx/ha).

d/ La commercialisation :

* La collecte :

La campagne de moisson a démarré à temps et dans des conditions normales, elle a concerné environ 541.700 ha.

Les quantités de céréales collectées ont atteint 4,045 millions de quintaux représentant 65 % de la production totale contre 3,927 millions de quintaux et 60 % pour la campagne précédente et 7,4 millions de quintaux et 53 % réalisés au cours du VII^e Plan.

Evolution de la collecte de céréales (en 1000 quintaux)

Produits	Moyenne du VII ^e Plan	Campagne 19/92	Campagne 92/93	Campagne 93/94	Campagne 94/95
Blé dur (Taux de collecte)	4 400 (56,6 %)	8 622 (65,2 %)	7 862 69,4 %	3 333 (76,4 %)	3 492 (73,9 %)
Blé tendre (Taux de collecte)	1 406 (68,8 %)	2 237 (85,7 %)	2 012 (72,1 %)	512 (77,3 %)	383 (65,5 %)
Orge (Taux de collecte)	1 368 (34,2 %)	1 880 (33 %)	871 (18,2 %)	70 (4,8 %)	145 (18,1 %)
Triticale (Taux de collecte)	246 (92,5 %)	268 (65,2 %)	104 (44,3 %)	13 (19,4 %)	25 (29,2 %)
Total : (Taux de collecte)	7 420 (52,7 %)	13 007 (59,3 %)	10 849 (56,7 %)	3 927 (60 %)	4 045 (65,3 %)

Malgré une production inférieure à celle de la dernière campagne, la quantité collectée au cours de cette campagne dépasse de 3 % celle de l'année précédente.

Cette augmentation provient d'une large progression de la quantité collectée d'orge (+ 107 %), du triticale (+ 95 %) et du blé dur (+ 6 %). Pour le blé tendre, la collecte a, par contre, enregistré une régression de 24 % par rapport à la campagne précédente.

L'importante collecte d'orge, par rapport à la campagne 93/94, s'explique par la mesure prise par le gouvernement et qui a consisté en l'octroi d'une subvention de 5D/ql au titre des ventes d'orge produit au cours de la campagne 94/95.

Les prix des céréales ont été révisés 2 fois en 1995, la dernière en date du 15/11/1995. Les prix à la production se situent à : 28.5 D/Ql pour le blé dur, 25 D/Ql pour le blé tendre et 17 D/Ql pour l'orge.

- Les importations :

Les niveaux très faibles de production céréalières réalisés cette campagne pour la deuxième année consécutive ont engendré un recours accru aux importations.

En volume, les importations totales des céréales pour l'année 1995 ont enregistré une progression de 59,6 % par rapport à l'année précédente suite notamment à l'accroissement des importations de blé tendre et d'orge et à l'importation du blé dur. En valeur l'accroissement est de 139 % en raison du renchérissement des prix des céréales sur le marché international.

Les importations du blé dur proviennent essentiellement des USA et du Canada à raison respectivement de 50 % et 39 %. Pour l'orge les principaux fournisseurs sont l'Angleterre, la Syrie, la Turquie et l'Ukraine avec respectivement 15 %, 17 %, 16 % et 17 %.

Les moyennes des prix à l'importation du blé tendre et de l'orge ont enregistré au 30/9/95 et par rapport aux moyennes des prix calculées à la même date de l'année précédente, une hausse notable respectivement de 56 % et 45 %.

Cette importante augmentation des prix à l'importation trouve son origine dans les mauvaises récoltes mondiales qui a engendré une forte pression sur les stocks mondiaux des céréales.

Evolution des importations de céréales (en 1000 quintaux)

Produits	Moyenne VII ^e Plan	1992	1993	1994	1995
Blé dur	3 360	-	-	666	6 926
Blé tendre	6 400	5 500	7 518	7 248	9 106
Orge	1 700	-	-	4 537	6 639
Maïs	2 400	3 200	1 945	1 832	1 218
T. Soja	N.D.	-	-	1 180	774
Total	14 160	8 700	9 463	15 463	24 663

- Le stockage :

Dans le cadre de la restructuration et de la modernisation du secteur des céréales le schéma directeur du développement des capacités de stockage s'est fixé pour objectif la réalisation de 595.000 T de capacité supplémentaire à l'horizon 1996 se répartissant ainsi :

- Silos de fermes d'une capacité de 253.000 T construits dans les zones de production par les privés et les coopératives,
- Silos de transit d'une capacité de 272.000 T construits dans les zones de consommation par les privés, les coopératives, les promoteurs des usines d'aliments pour bétail et les minotiers,
- Silos portuaires d'une capacité de 70.000 T.

Les réalisations du programme se résume comme suit :

- Dans les zones de production une capacité totale de 126.000 T est en exploitation, une capacité de 37.000 T est en cours d'expérimentation et peut être fonctionnelle au plus tard la fin de l'année 1995 et une capacité de 74.000 T sera mise en place avant la saison de la récolte de la campagne 95/96.
- Dans les zones de consommation, 10 accords ont été octroyés à des promoteurs privés pour une capacité totale de 173.000 T. Environ 26 % de cette capacité ont été réalisés, et 48 % en cours de réalisation.

- Les silos portuaires :

Deux sites ont été identifiés, l'un à Tunis (50.000 T) et l'autre à Sfax (20.000 T). Afin d'activer le démarrage du choix des promoteurs et de la construction, une commission spécialisée a été créée. A la suite de plusieurs réunions de travail et des visites sur sites, un rapport sera prochainement remis aux autorités compétentes pour pouvoir prendre les décisions adéquates concernant les aspects techniques et juridiques des silos.

2. LES PREVISIONS POUR LA CAMPAGNE 95/96 :

a/ Les emblavures :

Les superficies à emblaver en céréales pour la campagne 95/96 portent sur 1.5 millions d'hectares dont presque la moitié en blé dur, 13 % en blé tendre, 35 % en orge et 0,5 % en triticales.

**Superficies céréalières programmées
pour la campagne 95/96
(en 1000 ha)**

Produits	Nord	Centre-Sud	Total
Blé dur	510.870	282.970	793.840
Blé tendre	141.550	56.830	198.380
Orge	203.600	327.075	530.675
Triticale	7.640	-	7.640
Total	863.660	666.875	1.530.535

Les superficies à emblaver en irrigué portent sur 60.000 ha, en plus des 10.000 ha des zones d'épandage des oueds dans les gouvernorats de Sidi Bouzid et Gafsa.

b/ Les intrants :

Les besoins en semences sélectionnées pour la campagne 1995/96 sont arrêtés à 182.000 quintaux dont 154.000 qx de blé dur, 18.000 qx de blé tendre et 10.000 qx d'orge.

En ce qui concerne, les semences ordinaires, les besoins pour la campagne 95/96 sont estimés selon les CRDA à 799.000 quintaux dont 450.000 qx de semences en blé dur, 95.000 qx de blé tendre, 250.000 qx d'orge et 4.000 qx de triticale.

Il est à signaler qu'un stock de sécurité de 555.000 quintaux a été constitué pour la campagne agricole 1996/97.

Pour les engrais, les besoins de la céréaliculture sont évalués à 240.000 tonnes répartis comme suit :

Super phosphate 45 % :	40 000 T
D.A.P. :	60 000 T
Ammonitre :	140 000 T

Le programme de traitement chimique des champs céréaliers contre les mauvaises herbes couvrira 377.000 ha.

c/ La production :

La production céréalière reste tributaire de plusieurs facteurs, et il est difficile de prévoir le niveau de production pour la campagne à venir. Toutefois, et dans le cas des conditions climatiques normales, il est attendu pour la campagne 1995/96 un niveau de production de 13,5 millions de quintaux dont 8,4 Mqx de blé dur ; 1,7 Mqx de blé tendre et 3,4 Mqx d'orge et de triticale.

d/ Les crédits de campagne :

Les barèmes des crédits de campagne pour la céréaliculture ont été maintenus à leur niveau de la campagne précédente, soit :

- Blé		- Orge	
* zone I :	270 D/ha	* zone I :	190 D/ha
* zone II :	210 D/ha	* zone II :	165 D/ha
		* zone III :	70 D/ha

II. LES LEGUMINEUSES A GRAINES :

Les superficies emblavées des légumineuses à graines au cours de la campagne 1994/95 ont atteint 65.175 hectares contre 82.850 ha la campagne précédente et 85.900 ha en moyenne du VII^e Plan, soit une régression respective de 21 % et de 24 %.

Les légumineuses à graines d'hiver ont enregistré une diminution au niveau des superficies qui sont passées de 52.500 hectares comme moyenne du VII^e Plan à 60.900 ha au cours de la campagne 93/94, pour atteindre 44.968 ha en 1994/95. Quant aux emblavures en légumineuses à graines de printemps, elles ont accusé une régression respective de 8 % et de 39 % par rapport à la campagne précédente et par rapport à la moyenne du VII^e Plan.

**Evolution des superficies des légumineuses à graines
(en ha)**

Espèces	Moyenne du VII ^e Plan		Campagne 93/94		Campagne 94/95	
	Sup.	%	Sup.	%	Sup.	%
* Légumineuses d'hiver	52.500	61	60.900	74	44.970	69
. Fève	33.600	39	39.000	48	30.155	46
. Féverole	8.700	10	10.600	13	8.495	13
. Petits pois	7.800	9	7.500	9	4.970	8
. Lentilles	2.400	3	3.200	4	1.350	2
* Légumineuses de printemps	33.400	39	21.950	26	20.205	31
. Poichiche	32.000	37	20.700	25	18.850	29
. Haricot	1.400	2	1.250	1	1.355	2
Tota'	85.900	100	82.850	100	65.175	100

a/ La production :

La production totale des légumineuses à graines a atteint environ 38.200 tonnes en 1994/95, dont 28.500 tonnes de légumineuses d'hiver et 9.700 tonnes de légumineuses de printemps. Ce niveau de production est jugé insuffisant en comparaison à la production moyenne du VII^e Plan (62.270 tonnes). Par rapport à la campagne 1993/94, la production a accusé une nette augmentation de 48 %.

Evolution de la production et des rendements des légumineuses

(Production en Tonnes et Rendement en Q/ha)

Espèces	Moyenne du VII ^e Plan		Campagne 93/94		Campagne 94/95	
	Prod.	Rend.	Prod.	Rend.	Prod.	Rend.
* Légumineuses d'hiver	38.480		19.330		28.500	
. Fève	24.960	7	12.770	6,3	19.450	7,2
. Feverole	7.290	8,2	3.650	7	6.950	8,7
. Petits pois	5.250	6,4	2.160	7	1.830	5,2
. Lentilles	980	4	750	3	270	2,3
* Légumineuses de printemps	23.790		6.470		9.700	
. Poichiche	23.00	7	6.100	3	8.980	4,8
. Haricot	790	5,6	370	3	720	5,3
Total	62.270		25.800		38.200	

- Les prévisions pour la campagne 1995/96 :

Les superficies des légumineuses d'hiver à emblaver au cours de la campagne 95/96 porteront sur 67.800 hectares. Quant aux superficies des légumineuses de printemps, elles porteront sur 37.000 hectares.

**Prévisions des Superficies des légumineuses
pour la campagne 1995/1996**

Espèce	Superficie (ha)	%
* Légumineuses d'hiver	67.800	64
. Feve	41.400	40
. Feverole	9.800	9
. Petits pois	12.000	11
. Lentilles	4.600	4
* Légumineuses de printemps	37.100	36
. Poichiche	35.000	34
. Haricot	2.100	2
Total	104.900	100

III. LES CULTURES INDUSTRIELLES :

1. LA BETTERAVE A SUCRE :

Les superficies emblavées au cours de la campagne 1994/95 ont atteint 5.937 hectares contre 5.386 ha au cours de la campagne précédente.

**Evolution des superficies semées
(en ha)**

	1993-1994		1994-1995	
	Superficie	%	Superficie	%
En irrigué	4.943	92	5.427	91
En sec	443	8	510	9
Total	5.386	100	5.937	100

Par région, ces superficies se répartissent comme suit :

Jendouba :	4 081 ha
Béja :	1 398 ha
Bizerte :	371 ha
Ariana :	87 ha.

Au cours de la campagne 1994-95, près de 220 hectares ont été retournés à cause du prolongement de la sécheresse lors de la croissance des plantes. La superficie récoltée en 1995 est limitée à 5 720 ha contre 5 214 ha en 1994.

La production nette de betterave a atteint environ 234.450 tonnes soit une légère augmentation de 1 % par rapport à la production de la campagne précédente qui était de l'ordre de 231.500 tonnes.

Les rendements obtenus au cours de la campagne 94/95 (41 T/ha), enregistrent une diminution de 18 % par rapport à la moyenne du VII^e Plan (50 T/ha) et une diminution de 8 % par rapport à la campagne précédente (44,5 T/ha).

Le programme de la campagne prochaine (1995/1996) porte sur une superficie de 6.276 ha dont 5.868 ha en irrigué et 408 ha en sec.

2. LE COLZA :

Au cours de la campagne 1994/95, les emblavures ont porté sur 1.044 ha contre 460 ha réalisés en 1993/94.

Les superficies récoltées ont été de 922 ha et près de 122 ha ont été retournés suite au manque de pluies enregistré durant la campagne 94/95.

Evolution des superficies récoltées par région (ha)

Gouvernorat	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95
Béja	195	1.040	170	283
Bizerte	200	1.070	170	531
Jendouba	170	190	40	108
Total	565	2.300	380	922

La production de la campagne 94/95 a atteint 8.180 qx, contre 5.110 qx au cours de la campagne écoulée soit une augmentation de 60 %.

Evolution des productions et des rendements

Gouvernorat	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95
Production (q.)	8.200	35.000	5.110	8.180
Rendement moyen (qx/ha)	15	15	13	9

Le programme de la campagne 1995/96 porte sur une superficie de 2000 hectares.

IV. L'ARBORICULTURE :

1. L'OLEICULTURE :

La production d'olives à huile de la campagne 1994-95 a atteint 350.000 T, soit l'équivalent de 70.000 T d'huile contre respectivement 1,05 million de tonnes d'olives et 210.000 T d'huile au cours de la campagne précédente, soit une régression de 66,7 %.

Vu le volume de la production, la campagne de la cueillette s'est déroulée dans de bonnes conditions et a été effectuée essentiellement par la main d'œuvre familiale et occasionnelle suffisamment disponible. Cependant, cette campagne s'est prolongée dans le gouvernorat de Sfax en raison de la vente, au début de la saison, des quantités importantes d'olives provenant d'autres gouvernorats.

Les prix de cueillette ont varié entre 33 et 60 mil/kg contre 35 et 50 millimes en 1993-94.

Sur les principaux marchés d'olives, les prix ont connu des augmentations remarquables expliquées par le niveau faible de la production et les taux élevés d'extraction d'huile (entre 22 % et 30 %) ainsi que par l'accès des privés aux opérations de collecte et d'exportation. En effet, ces prix ont atteint les niveaux records dans le gouvernorat de Sfax pendant le mois de mars en oscillant entre 520 et 800 mil/kg. Les variations de ces prix selon les régions se présentent comme suit :

Variation des prix des olives à huile

Unité : Mil/kg

Régions	Début de la campagne	Mois de Janvier	Fin de la campagne
Nord	230-300	350-400	360-400
Sahel	230-260	320-350	310-340
Centre	200-305	280-340	410-500
Sfax	260-338	380-440	400-635
Sud	300-380	300-390	non disponible

Les quantités d'huile collectées au cours de cette campagne s'élèvent à 16.000 T (contre 147.000 T en 1993-94) dont 4.000 T collectées par l'O.N.H. et 12.000 T par les intervenants privés. Cette baisse des quantités d'huile collectées est due à l'augmentation de la demande intérieure et extérieure (à des prix intéressants) et à la conservation par les producteurs et les oléifacteurs de leur production suite à la décision de lever le monopole de l'ONH. Les prix d'intervention de l'ONH ont été maintenus pour la campagne 1994/95 à leur niveau de 1993/94 soit 1.315 D la tonne d'huile super et 1.055 D la tonne d'huile lampante. Cependant, les prix d'achat d'huile super par les privés ont atteint 1.500 D/tonne au début de la campagne puis ont grimpé à 2.400 D/T à la fin de la campagne.

**Evolution des prix à la production de l'huile d'olive
(en Dinars/Tonne)**

Qualité	1989/90	1990/91	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95
Super	1 710	1 750	1 750	1 750	1 315	1 315
Lampante	1 360	1 390	1 390	1 390	1 055	1 055

Concernant la transformation, le nombre d'unité de trituration en activité au cours de cette campagne est de 309 sur un total de 1 355, soit l'équivalent de 28 % du nombre d'unités en activité au cours de la campagne 1993/94 (1.098 unités). Les prix de trituration ont oscillé entre 30 et 40 mil/kg contre 30 et 37 mil/kg en 1993/94.

Les exportations réalisées par l'O.N.H au cours de la campagne 1994/95, ont atteint 104.195 T contre 184.400 T réalisées en 1993/94, soit une regression de 43 %. Les recettes n'ont enregistré qu'une baisse de 22 % (soit 225 MD en 1994/95 contre 287 MD en 1993/94), ceci est expliqué par l'augmentation des prix internationaux suite à l'accroissement de la demande et la diminution de l'offre.

Les privés ont exporté 11.500 T soit environ 96 % des quantités qu'ils ont collectées. La baisse de la production mondiale (notamment en Espagne et en Italie) et l'augmentation de la demande extérieure sont à l'origine de cette réalisation.

Au niveau du marché intérieur, la demande d'huile d'olive était importante ce qui a engendré une augmentation remarquable des prix et surtout après la décision d'arrêter la vente d'huile d'olive par l'ONH sur ce marché. Toutefois, l'ONH a mis à la disposition du Ministère de l'Economie une quantité de 3 180 T d'huile d'olive pour couvrir les besoins de consommation à des niveaux de prix inférieurs à ceux du marché intérieur.

- la poursuite de l'effort de diversification des débouchés en dehors du marché français
- la promotion des relations de partenariat entre les exportateurs tunisiens et les importateurs étrangers pour dynamiser l'écoulement des agrumes frais et transformés.

Concernant la campagne 1995/96, les premières estimations de la récolte indiquent une stabilité du niveau de la production (194.000 T) due au manque de pluie, aux températures élevées et à l'apparition de la Mineuse sur les feuilles.

Par espèces, les productions de la Maltaise et de citron enregistraient une augmentation alors que celles des autres espèces vont connaître une baisse.

Le programme d'exportation concernerait un volume de 25.000 T.

3. LE PALMIER DATTIER :

La production des dattes de l'année 1995 est estimée à 83.600 T contre 74.000 T en 1994, soit une augmentation de 13 %. La production de la variété Deglet Nour est de 51.500 T contre 44.700 T en 1994.

Cet accroissement a concerné toutes les régions de production et surtout Nafzaoua (19 %) puis Djérid (7 %).

Evolution de la production de datte (en Tonnes)

Qualité	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Deglet Nour	50.000	55.700	45.700	41.000	52.100	44.700	51.500
Dattes communes	25.000	25.500	29.000	33.750	33.950	29.350	32.100
Total	75.000	81.200	74.700	74.750	86.050	74.050	84.000

Une campagne de sensibilisation des agriculteurs a été menée, dès la fin du mois de janvier 1995, par le GID et les CRDA de Tozeur et Kébili afin d'assurer la phase précédant la pollinisation. Par ailleurs, les agriculteurs ont effectué les opérations de nettoyage des palmeraies sur une superficie de 4.000 ha à Tozeur et de 7.000 ha à Kébili, de travail du sol et de lutte contre les rongeurs sur une superficie de 2.000 ha.

Juste après la pollinisation, qui s'est déroulée dans des conditions normales et s'est achevée au mois de Mai 1995, un programme a été arrêté pour sensibiliser les agriculteurs à procéder à la réduction du nombre de régimes et leur suspension.

Ces efforts ont concerné en premier lieu et en grande partie le gouvernorat de Tozeur où les agriculteurs sont connus par leur réticence à cette opération.

Plusieurs actions ont été entreprises en matière de préservation de la qualité des fruits :

- la lutte contre les vers de dattes par un traitement terrestre sur une superficie de 160 ha (dont 120 ha à Kébili et 40 ha à Tozeur), et un traitement aérien sur une superficie de 2.600 ha à Tozeur et 1.000 ha à Kébili. Ces traitements se sont répétés 2 fois.
- la lutte contre la maladie des feuilles cassantes par le traitement en deux fois, de 1.500 palmiers dattiers, et en une fois de 1.100 palmiers, et l'opération se continue.
- pour la protection des régimes contre les pluies, un volume de 141 T de films de polyéthylène et environ 22 T de papiers craft, en plus du stock disponible de la campagne précédente, ont été mises à la disposition des agriculteurs à des prix subventionnés. Le nombre de régimes protégés était de l'ordre de 2,9 millions dans le gouvernorat de Kébili. Pour le Djérid, il faut dire que malgré les efforts entrepris par les autorités et les services techniques de la région, la protection des régimes n'a pas encore connu le succès souhaité et reste très limitée (75.000 régimes).
- le GID a procédé à l'achat de 30.000 caisses en plastique de grand calibre et 5.000 de petit calibre qu'il a mises à la disposition des agriculteurs au prix coûtant, en plus d'une capacité de stockage par réfrigération d'environ 600 Tonnes.

Il est important de signaler l'insuffisance dans la capacité de stockage surtout dans le gouvernorat de Kébili. Dans ce cadre, il y a lieu d'encourager l'investissement dans ce domaine et surtout dans les zones de production.

La commercialisation des dattes a connu une dynamique importante. En effet, les prix de vente de Deglet Nour sur pied ont oscillé entre 700 et 900 mil/kg alors que ceux des dattes de bonne qualité ont connu un accroissement continu passant de 1.200 mil/kg à 2.100 mil/kg pour les dattes branchées et de 1.000 à 1.450 mil/kg pour les dattes en vrac.

La campagne d'exportation 1994/95 (prélevé sur la production de 1994), dont le programme porte sur 22.000 T contre 20.500 T réalisées au cours de la campagne 1993/94, a démarré dès le début du mois d'octobre.

Juste après la pollinisation, qui s'est déroulée dans des conditions normales et s'est achevée au mois de Mai 1995, un programme a été arrêté pour sensibiliser les agriculteurs à procéder à la réduction du nombre de régimes et leur suspension.

Ces efforts ont concerné en premier lieu et en grande partie le gouvernorat de Tozeur où les agriculteurs sont connus par leur réticence à cette opération.

Plusieurs actions ont été entreprises en matière de préservation de la qualité des fruits :

- la lutte contre les vers de dattes par un traitement terrestre sur une superficie de 160 ha (dont 120 ha à Kébili et 40 ha à Tozeur), et un traitement aérien sur une superficie de 2.600 ha à Tozeur et 1.000 ha à Kébili. Ces traitements se sont répétés 2 fois.
- la lutte contre la maladie des feuilles cassantes par le traitement en deux fois, de 1.500 palmiers dattiers, et en une fois de 1.100 palmiers, et l'opération se continue.
- pour la protection des régimes contre les pluies, un volume de 141 T de films de polyéthylène et environ 22 T de papiers craft, en plus du stock disponible de la campagne précédente, ont été mises à la disposition des agriculteurs à des prix subventionnés. Le nombre de régimes protégés était de l'ordre de 2,9 millions dans le gouvernorat de Kébili. Pour le Djérid, il faut dire que malgré les efforts entrepris par les autorités et les services techniques de la région, la protection des régimes n'a pas encore connu le succès souhaité et reste très limitée (75.000 régimes).
- le GID a procédé à l'achat de 30.000 caisses en plastique de grand calibre et 5.000 de petit calibre qu'il a mises à la disposition des agriculteurs au prix coûtant, en plus d'une capacité de stockage par réfrigération d'environ 600 Tonnes.

Il est important de signaler l'insuffisance dans la capacité de stockage surtout dans le gouvernorat de Kébili. Dans ce cadre, il y a lieu d'encourager l'investissement dans ce domaine et surtout dans les zones de production.

La commercialisation des dattes a connu une dynamique importante. En effet, les prix de vente de Deglet Nour sur pied ont oscillé entre 700 et 900 mil/kg alors que ceux des dattes de bonne qualité ont connu un accroissement continu passant de 1.200 mil/kg à 2.100 mil/kg pour les dattes branchées et de 1.000 à 1.450 mil/kg pour les dattes en vrac.

La campagne d'exportation 1994/95 (prélevé sur la production de 1994), dont le programme porte sur 22.000 T contre 20.500 T réalisées au cours de la campagne 1993/94, a démarré dès le début du mois d'octobre.

Afin de réussir cette campagne, le GID a procédé à l'organisation des opérations d'exportation par le biais d'un cahier des charges qui définit précisément la tâche de l'exportateur, les normes imposées sur les usines de conditionnement et sur les produits destinés à l'exportation, ainsi que les mesures à suivre lors du déroulement de l'opération de vente à l'exportation.

Les exportations ont atteint 21.000 T (dont 93 % pour l'UE) pour une valeur de 54 millions de dinars, soit le même niveau que la campagne précédente, et une augmentation de 16 % en quantité et 19 % en valeur par rapport à la campagne 1992/93. Il est à signaler que c'est pour la première fois que la Tunisie exporte des dattes en Afrique du Sud et Hong Kong.

Dans le but d'assurer une meilleure organisation de la promotion des exportations et afin de conférer aux dattes tunisiennes une mémorisation auprès des consommateurs dans les pays importateurs qu'ils n'ont pas actuellement, une stratégie de commercialisation est mise au point et consiste en :

- la préparation d'un cahier de charge qui définit le profil des exportateurs et dont l'application est déjà entrée en vigueur
- la création et le lancement d'une marque d'origine pour les dattes tunisiennes
- l'organisation des journées promotionnelles dans les marchés potentiels pour développer nos exportations ou pour s'introduire dans de nouveaux marchés (Sud-Est de l'Asie, Amérique latine, Canada, Afrique du Sud...)
- participation aux foires, expositions et salons spécialisés à l'étranger.

Compte tenu de l'augmentation de la production de l'année 1995 (84.000 T) par rapport à celle de l'année 1994 (74.000 T), il est attendu que les quantités exportées au cours de la campagne 1995/96 dépassent le niveau réalisé en 1994/95.

4. LES AUTRES ARBRES FRUITIERS :

Le prolongement de la sécheresse pendant les deux campagnes successives 1993/94 et 1994/95 a entraîné des effets néfastes sur l'état des plantations dans les régions du Centre et Sud-Ouest et plus particulièrement dans les gouvernorats de Sfax, Mahdia, Monastir, Sidi Bouzid, Kairouan, Gafsa et Kasserine :

- jaunissement et chute des feuilles, dessèchement partiel ou total de certaines branches et arbres conduits en sec et surtout d'amandier, d'abricotier et de pêcher.

- dégradation de l'état sanitaire suite à la prolifération des pucerons et propagation des caries au niveau des plantations à noyau conduites en sec (amandier, abricotier et pêcher),
- baisse importante de la production, variable selon les espèces.

Afin de pallier les effets de la sécheresse, des mesures ont été prises à l'issue du Conseil Ministériel Restreint du 25/03/95 et ont porté sur :

- l'octroi des crédits et primes aux agriculteurs sinistrés pour l'acquisition de 2.000 citernes
- l'organisation d'une campagne nationale de lutte contre les caries pour la protection des arbres sur une superficie de 100.000 ha. Cette campagne a démarré et vise le traitement de 4 millions d'arbres dans les régions affectées.

a/ Les amandes :

La production d'amandes en coques sèches pour l'année 1995 a atteint, 35.000 T contre 52.000 T en 1994, soit une baisse importante de 33 %. Cette baisse est généralisée dans toutes les régions de production et surtout dans les gouvernorats de Sfax (- 56 %), Mahdia (- 38 %), Sidi Bouzid (- 26 %) et Kairouan (- 10 %).

b/ Les abricots :

En dépit du prolongement de la sécheresse pendant les deux années successives 1994 et 1995, la production des abricots pour l'année 1995 a conservé le même niveau atteint en 1994 (soit 26.000 T).

La production des variétés précoces a accusé une baisse de 10 % alors que celle des variétés de saison a augmenté de 10 % suite aux conditions favorables lors de la floraison et de la pollinisation.

Evolution de la production d'abricots par variété

Unité : T

Variétés	Production 1992	Production 1993	Production 1994	Production 1995
Précoce de saison	9 000	13 920	16 500	15 000
	11 000	10 080	10 000	11 000
Total	20 000	24 000	26 500	26 000

La majeure partie de la production provient du gouvernorat de Kairouan, à savoir 41 %. La qualité des fruits est généralement bonne (maturité ordinaire et bon calibre).

Le programme d'exportation pour l'année 1995 a porté sur 500 T dont 250 T sur le marché français et 100 T pour l'Arabie Saoudite.

Les exportations qui ont démarré à la fin du mois d'avril ont atteint 265 T (dont 104 T sur les marchés des pays du Golfe et 161 T sur le marché français) contre 249 T en 1994 soit une augmentation de 6 % et 53 % de ce qui a été programmé.

Les prix à l'exportation ont oscillé entre 2 et 2,5 dollars par kilo pour les marchés des pays du Golfe et entre 6 et 12 Francs Français par kilo pour le marché français.

Plusieurs facteurs ont été à l'origine de ce niveau d'exportation au-dessous des objectifs :

- manque d'entretien des plantations ce qui a entraîné la production de fruits de petit et moyen calibre qui n'intéressent pas le consommateur européen même à des prix bas
- augmentation de la demande dans les marchés locaux ce qui a entraîné une hausse des prix
- instauration d'un prix de référence élevé par l'U.E (7 FF/kg)
- accumulation des stocks et concurrence poussée dans les marchés traditionnels.

c/ Les grenades :

La production de grenades de l'année 1995 est arrêtée à 47.000 T, accusant une baisse de 13 % par rapport à l'année précédente (54.000 T). Cette baisse de production est plus importante pour les plantations en sec et surtout dans le gouvernorat de Sousse (- 50 %). Le gouvernorat de Gabès contribue à raison de 15.000 T (32 %).

La qualité des fruits est généralement moyenne (30 % de grand calibre, 50 % de calibre moyen et 20 % de petit calibre).

Le prix plancher à la production pour l'année 1995 a été fixé à 300 millimes/kg, soit le même niveau que l'année 1994.

La campagne d'exportation dont le programme est d'atteindre 500 T contre 335 T exportées en 1994, a démarré le **23 décembre 1995**, soit un retard de 11 jours par rapport à l'année 1994 à cause du retard de la maturité des fruits.

Des subventions ont été accordées pour encourager davantage l'exportation, soit 50 % des frais de transport.

Les prix planchers à l'exportation sur les marchés des pays du Golfe ont été fixés à 1,35 dollar Américain par kilo.

Les grenades présentent une bonne opportunité pour l'exportation sur la France et les pays du Golfe. L'exportation se trouve handicapée par les coûts élevés du transport et les difficultés de frêt maritime.

Evolution des exportations de grenades (en Tonnes)

Qualité	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995*
Europe	103	56	125	126	245	362	165	170	51
Pays du Golfe	216	52	33	23	203	200	155	165	43
Total	319	108	158	149	448	562	320	335	94

* Au 23 octobre 1995

d/ La vigne :

La production de raisin de cuve a atteint 40.000 T contre 43.000 T en 1993/94, soit une baisse de 7 % due aux températures élevées et au déficit pluviométrique durant deux campagnes successives. La transformation permettrait de fournir 270.000 hl de vin contre 294.000 hl produits en 1993/94.

Par contre, du fait qu'une partie importante du vignoble est irriguée et suite aux efforts déployés par les agriculteurs pour la préparation du sol, l'utilisation des engrais, le traitement et la taille, la production de raisin de table a atteint 60.000 T soit le même niveau enregistré au cours de la campagne précédente. Le gouvernorat de Ben Arous a contribué à raison de 24.000 T dans cette production, ceux de Nabeul et de Bizerte ont contribué chacun à raison de 15.000 T.

Compte tenu des stocks de report de vin de la campagne 1993/94, les disponibilités en vin sont devenues importantes, soit 458.000 T contre 476.000 T en 1994.

Pour assurer le bon déroulement des campagnes de récolte et de transformation, des mesures ont été prises :

- former une commission dont la tâche est d'encadrer les opérations de récolte, de transformation et de stockage afin d'améliorer la qualité des fruits et du vin, et ceci en attendant l'entrée en vigueur de l'application du cahier de charge fourni dans ce cadre
- former une commission de suivi de la campagne de transformation du raisin dont la tâche est d'assurer le bon déroulement de cette campagne et proposer les mesures nécessaires
- arrêter l'extension des superficies réservées pour la plantation de la variété "Meski" dans la région de Kélibia à cause des difficultés d'écoulement du vin provenant de cette variété. En conséquence, l'Office National de la Vigne arrête l'octroi des licences de plantation de cette variété de raisin dans cette région.

e/ Le pommier :

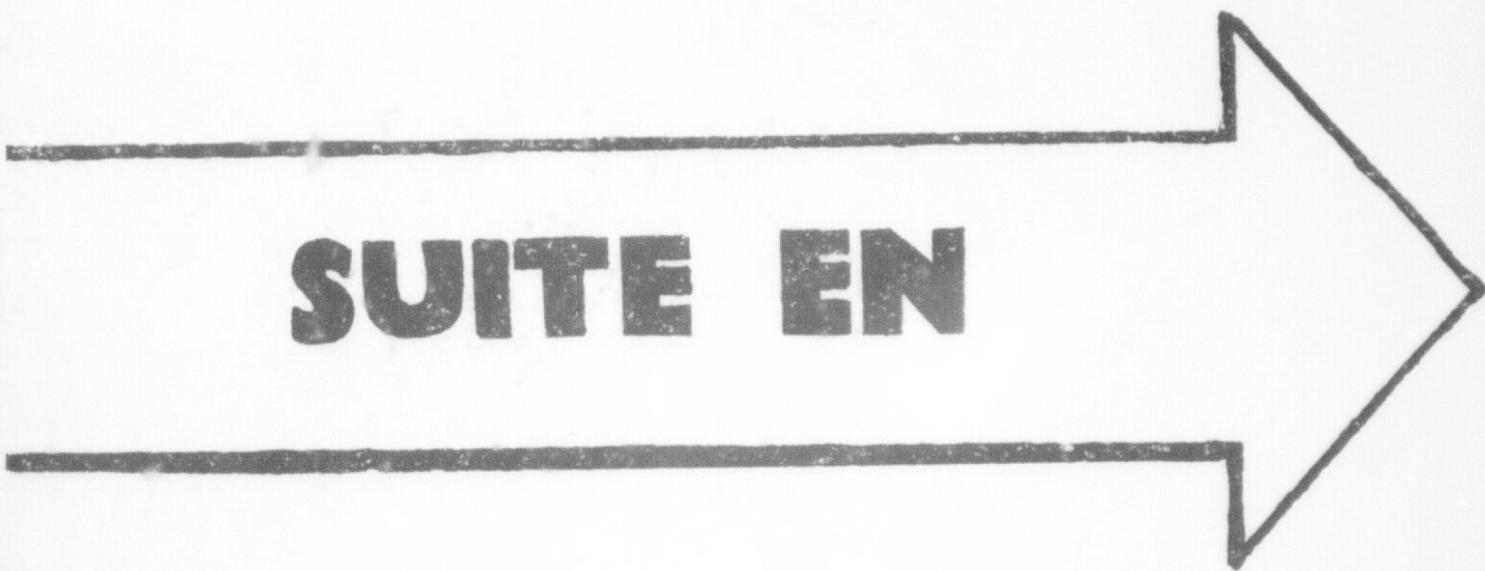
La production de pomme a atteint 65.000 T contre 61.000 T pendant l'année précédente, soit une augmentation de 7 %. Par variété, la production des pommes de stockage a augmenté de 31 % alors que celle des pommes de saison a baissé de 21 %.

**Evolution de la production de pomme
(en Tonnes)**

Variétés	1992	1993	1994	1995
Pomme de saison	26 000	30 000	29 000	23 000
Pomme de stockage	35 000	45 000	32 000	42 000
Total	61 000	75 000	61 000	65 000

f/ Le poirier :

La production de poires de l'année 1995 a accusé une regression de 17 % par rapport à l'année précédente, soit 30.000 T contre 36.000 T produites en 1994. La production des poires précoces et de saison ont atteint 10.000 T contre 11.000 T en 1994. Celle des poires destinés au stockage a atteint 20.000 T contre 25.000 T en 1994.



SUITE EN

F

2



07440

MICROFICHE N°

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الفلاحي
تونس

F 2

g/ Les autres fruits d'été :

Le déficit pluviométrique et l'insuffisance des eaux d'irrigation ont affectés également la production des autres fruits d'été. En effet, le niveau de production a diminué de 21 % par rapport à l'année écoulée. La baisse la plus importante est enregistrée au niveau de la production des pêches (- 27 %).

Estimation de la production des autres fruits

en 1000 T

Fruits	Production 1994	production 1995	Variation (%)
Pêches	66	48	- 27
Prunes	11,5	9	- 22
Figues	30	26	- 13
Pistaches	0,89	0,89	-
Coings	2,6	3	+ 15
Nefles	3,6	3,6	-
Total	114,59	90,49	- 21 %

5. LES NOUVELLES PLANTATIONS :

Après un bon démarrage au début du VIII^e Plan, les réalisations des nouvelles plantations ne cessent de baisser et surtout pendant les deux dernières années. En effet, le rythme de plantation a concerné en 1993 une superficie de 45 640 ha puis il a diminué pour atteindre 2^e 413 ha en 1994 et 19 748 ha en 1995.

Il est à signaler qu'en dépit des mesures prises, le prolongement de la sécheresse a affecté la réussite des nouvelles plantations.

Pour l'année 1996 et compte tenu des pluies de la fin de l'année 1995, les conditions climatiques seraient de plus en plus favorables pour la plantation. C'est ainsi que les premières estimations du programme de plantation de l'année 1996 porterait sur 27.800 ha, soit 93 % des prévisions du VIII^e Plan.

Par espèces, ce programme se répartit comme suit :

- Olives à huiles : 11 600 ha
- Olives de table : 12 200 ha
- Agrumes : 390 ha
- Espèces à noyau : 11 403 ha
- Espèces à pépin : 2 362 ha

Toutefois, il est important de renforcer ce programme de plantations par :

- la réhabilitation du maximum des plantations affectées par la sécheresse
- la réalisation du maximum de nouvelles plantations programmées et même prendre les mesures nécessaires pour réaliser un programme additionnel de plantation surtout que les plants sont disponibles en quantités suffisantes.

V. LES CULTURES MARAICHÈRES :

Les superficies des cultures maraîchères ont atteint 129.830 ha contre 143.140 ha en 1993/94 et 135.860 ha 1992/93 soit une baisse de 9 % due essentiellement à la réduction des superficies de certaines cultures de saison conduites en sec (principalement les melon et pastèque et autres cultures telles que le petit pois) en raison de l'insuffisance des pluies et des ressources limitées en eau d'irrigation, et de contre saison (la pomme de terre de primeur et d'arrière saison et melon-pastèque de primeur). En outre, les rendements ont été fortement affectés par le déficit pluviométrique d'automne et de printemps et les températures élevées de l'été, conditions qui ont occasionné des dégâts et parfois favorisé le développement de maladies et accéléré la maturation. Toutefois, la production est en hausse en particulier pour la pomme de terre et la tomate qui ont bénéficié d'un intérêt particulier concrétisé par les stratégies mise en œuvre.

1. LA POMME DE TERRE :

La production de pomme de terre a enregistré un accroissement notable (+ 19 %) par rapport à la dernière campagne (250.000 tonnes contre 210.000 T en 1993/94).

Les superficies cultivées ont atteint 17.000 ha, réparties comme suit : 7.900 ha d'arrière-saison, 2.400 ha de primeur, 6.700 ha de saison. Les superficies n'ont augmenté que de 1 % (16.800 ha en 1993/94), en raison du manque des semences sur les marchés européens. Les rendements ont augmenté globalement de 18 %.

Evolution de la culture de pomme de terre

Unité : Sup : Ha. Prod : T. RDT. T/Ha

Campagnes Cultures	1993/94			1994/95		
	Super.	Produc.	Rend.	Super.	Produc.	Rend.
Arrière-saison	7 400	75 000	10,1	7 900	92 000	11,6
Primeur	2 100	25 000	11,9	2 400	32 000	13,3
Saison	7 300	110 000	15,1	6 700	126 000	18,8
Total	16 800	210 000	12,5	17 000	250 000	14,7

D'une manière générale, les rendements ont été meilleurs grâce à un suivi soutenu de la campagne. Au début de l'année 1995, une stratégie de la pomme de terre a été mise au point. Elle vise la réalisation de l'autosuffisance en pomme de terre de consommation à l'horizon 1996 et de semences à l'horizon 1999. En ce qui concerne la stratégie de production des semences de pomme de terre, le cycle intégral de production des semences depuis les vitro-plants produits au laboratoire jusqu'aux tubercules propres à la production de pomme de terre de consommation (semence A) se déroule sur 5 ans. Pour la couverture des besoins des cultures d'arrière-saison, les semences sont triées de la production de saison ; il est prévu à cet effet, de renforcer l'encadrement des agriculteurs pour mener à bien le tri des tubercules et leur stockage. Le plan suivant est prévu pour la fourniture des semences des cultures de primeur et de saison (20 000 T environ) :

- la production de 1,2 million de vitro-plants annuellement à partir de l'année 1995 (200 000 plants au laboratoire de la S.A. Manouba et 1 million dans des laboratoires privés)
- la multiplication des vitro-plants pour la production de 3,6 millions de mini-tubercules annuellement à partir de 1996 soit (18 T) dans des serres insectproof
- la multiplication des mini-tubercules sur 60 ha pour la production de 800 T de semences Super Elite (SE) annuellement à partir de 1997
- la multiplication des semences SE sur 400 ha pour la production de 4 000 T de semences Elite (E) annuellement
- la multiplication des semences E sur 2 000 ha pour la production de 20.000 T de semences A annuellement. Il est prévu l'élimination progressive de l'importation des semences A durant la période 1995/1998 (en passant de 20 000 T en 1995 à 2 500 T en 1998) et d'importer une semence E destinée à produire la semence A par multiplication.

Au cours de la première année de mise en œuvre de la stratégie, les réalisations ont porté sur la production de 126 000 vitro-plants qui ont permis de produire 407.000 mini-tubercules d'un bon état sanitaire.

En ce qui concerne les semences A, la production a atteint 8 270 T à partir de la multiplication de 2 050 T de semences E importées soit un taux de réalisation de 70 % de la stratégie dû au manque de semences de ce type sur le marché européen. De plus cinq nouvelles variétés ont été introduites.

Pour la campagne 1995/96, il a été programmé la production de 500 000 vitro-plants dont 200 000 vitro-plants pour la production de 600 000 micro-tubercules dans le laboratoire de la SAM qui a été équipé à cet effet et 300 000 vitro-plants dans les laboratoires des opérateurs privés.

En outre, il a été programmé la multiplication des mini-tubercules produits au cours de la campagne 194/95 pour la production des semences SE auprès d'opérateurs privés sélectionnés (sur la base de leur compétence, leurs équipements et les superficies disponibles) et à encadrer pour la spécialiser dans la production. Pour l'année 1996, il a été programmé la multiplication de 3 000 T de semences E pour la production de 12 500 T de semences A et ce, conformément à la stratégie.

En outre, en ce qui concerne la pomme de terre de consommation, la stratégie prévoit la réalisation de l'autosuffisance en 1996 par l'amélioration de la productivité moyenne des cultures de 3 T/ha, la consolidation des programmes de recherche, le renforcement du laboratoire de contrôle phytosanitaire des semences, la fixation d'un prix plancher à la vente de la pomme de terre de consommation, la constitution d'un stock de régulation et de sécurité de 5 000 T.

Dans le cadre de l'intervention du FO.STA.P.LE.F., le programme de collecte du G.I.L. a porté sur l'achat et le stockage de 5 000 T de pomme de terre au prix de 280 D/T contre 220 D/T en 1994 et 180 D/T en 1993. L'opération a démarré le 22/05/95 et n'a concerné que 75 T jusqu'au 15/06/95, les prix étant intéressants sur le marché durant cette période. Le GIL a alors procédé à la constitution d'un stock de sécurité à partir du 15/06/95 au prix d'achat équivalent à 87,5 % du prix observé sur le MIN de Bir El Kassâa (entre 300 et 306 D/T°). L'opération a intéressé 725,5 T jusqu'au 22/07/95 portant le stock global à 800 T. En outre, l'U.T.A.P., le G.I.L. et les CRDA ont entrepris une campagne de sensibilisation des agriculteurs pour une meilleure conduite du stockage traditionnel afin de limiter les pertes conséquentes. A titre indicatif, les pertes liées aux conditions de stockage traditionnel sont évaluées à 20 % soit environ 25 000 T.

Les exportations de pomme de terre se sont étalées du mois de décembre 1994 à juin 1995 et ont totalisé 1897 T durant toute la campagne (dont 817 T en transit temporaire) contre 789 T au cours de la campagne 1993/94, 1033 T en 1992/93. Ce niveau jugé faible vient confirmer la tendance vers la baisse que connaît l'activité d'exportation de la pomme de terre. Cette situation résulte du fait que la priorité est accordée à l'approvisionnement du marché intérieur et des niveaux élevés des prix par rapport aux prix à l'exportation.

Les importations de pomme de terre de consommation de la campagne 1994/95 se sont élevées à dont 25 000 T importées au cours de la première période de soudure (avant l'entrée en production de la culture d'arrière-saison) et seulement 4560 T avant l'entrée en production de la culture de primeur grâce aux efforts fournis pour maîtriser la consommation suite à la pénurie de pomme de terre sur les marchés européens. Il a été décidé d'importer un contingent de 6 000 T pour satisfaire les besoins de consommation durant la période couvrant le mois d'octobre et début novembre.

Les importations de semences pour les cultures de primeur et de saison ont porté sur 16 490 T (2 050 T au titre du programme national de multiplication des semences) contre 18 520 T pour la campagne 1993/94. Au cours de la campagne 1994/95, le GIL a collecté 8 270 T de semences dont 6 800 T sont prévisibles à vendre (5 400 T pour la culture d'arrière-saison et 1 400 T pour la culture de primeur). Pour la campagne 1995/96, il a été programmé d'importer 22 000 T de semences A pour les cultures de primeur et de saison.

Pour la campagne 1995/96, les superficies à emblaver en pomme de terre seront de l'ordre de 22 000 ha (10 000 ha pour la culture d'arrière-saison, 2 600 ha pour la primeur, 8 600 ha pour la culture de saison et 850 ha pour la multiplication de semences) ; la production attendue est de 265 000 T. Il est à signaler que cette superficie dépasse les prévisions du VIIIème Plan pour la même campagne (17 250 ha).

Les besoins en semences sont estimés pour toute la campagne à 44 000 T. Pour la culture d'arrière-saison, les besoins estimés à 20 000 T sont couverts par la production de saison 1995 dont 5 400 T ont été produites par le GIL. Quant aux cultures de primeur et de saison, les besoins évalués à 24 000 T dont 22 000 T sont couverts par l'importation.

2. LA TOMATE :

La production de tomate de la campagne 1994/95 est estimée à 580 000 T contre 480.000 T en 1993/94 et 420.000 T en 1992/93. Cette augmentation de 21 % est due principalement à l'extension des superficies de la culture de saison. Les superficies ont accusé une tendance soutenue vers la baisse depuis 1992 suite essentiellement aux difficultés d'écoulement des stocks de DCT rencontrées au cours des campagnes précédentes. Puis, une fois les stocks épuisés, la tendance a repris vers la hausse. Les rendements ont également enregistré une progression.

Evolution de la production, des superficies et des rendements de tomate

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Production (1000 T)	440	530	580	550	420	480	580
Superficies (1000 ha)	19,3	21,0	22,5	20,6	19,7	21,5	22,6
Rendement (T/ha)	22,8	25,2	25,8	26,7	21,3	22,3	25,7

Suite au CMR du 14/12/94, une stratégie de la tomate a été mise en œuvre. Elle vise la réalisation de l'autosuffisance en tomate fraîche et transformée à partir de 1995 de manière durable avec une évolution de la production de 575 000 T de tomate en 1995 à 680 000 T en l'an 2 000. Cette stratégie repose sur :

- l'adoption de contrats de cultures entre le producteur et l'industriel
- l'amélioration progressive de la productivité pour atteindre 30 T/ha en l'an 2 000 contre 25 T/ha en 1995
- la constitution d'un stock permanent de sécurité (5 000 T de DCT) et d'un stock régulateur pour pouvoir approvisionner les marchés locaux et internationaux d'une manière régulière
- la fixation d'un prix de référence de vente de la tomate fraîche à l'usine de transformation et la révision de ce prix au début de chaque campagne en fonction de l'évolution du coût de production
- l'établissement d'un cahier des charges réglementant le métier de collecteur de tomate fraîche destinée à la transformation.

La tomate de saison a connu une maturation précoce et par conséquent le démarrage de la campagne de transformation a démarré au cours de la première semaine du mois de juillet et s'est échelonnée jusqu'à la fin du mois de septembre. Le nombre d'unités en activité a atteint 35 contre 36 au cours de l'été 1994. La production de DCT est d'environ 77 470 T obtenue à partir de la transformation de 431 200 T de tomates fraîches, contre 56 600 T de DCT en 1994. Cette production permettra de couvrir la consommation locale et permettra de dégager un excédent exportable de 7.000 T à 10.000 T, compte tenu d'un stock de report nul, d'une consommation annuelle de 65 000 T et d'un stock de sécurité de 5 000 T.

Les possibilités d'exportation se présentent comme suit :

- 3 000 T à exporter vers l'Union Européenne.
- 4 000 T vers le marché libyen
- 1 000 T vers le marché algérien.

Le prix de cession de la tomate à l'usine de transformation a été maintenu conformément aux décisions du CMR du 14/12/94 sur les produits stratégiques à son niveau de 1994, soit 85 mil/kg contre 70 mil/kg au cours des campagnes précédentes. Malgré cette fixation, les prix ont oscillé entre 120 mil/kg et 140 mil/kg au début de la campagne pour atteindre en moyenne 100 mil/kg à 110 mil/kg.

Pour la campagne 1995/96, il est attendu que les superficies atteignent 23 800 ha et la production 620 000 T, le rendement moyen sera ainsi de 26 T/ha.

3. LE PIMENT :

La production de piment de la campagne 1994/95 est évaluée à 150 000 T soit une baisse de 9 % par rapport à la campagne précédente.

Les superficies cultivées ont atteint 17 000 ha en 1994 contre 18 300 ha en 1993 et 17 300 ha en 1992. Cette baisse des superficies est le résultat de la priorité accordée aux cultures stratégiques et aux ressources hydriques limitées.

Evolution de la production, des superficies et des rendements du piment

Désignation	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Production (1000 T)	110	175	180	190	180	165	150
Superficies (1000 ha)	11,3	14,0	16,8	17,3	18,3	17,0	15,0
Rendement (T/ha)	9,7	12,5	10,7	11,0	9,84	9,71	10,0

La campagne de transformation, démarrant avec un stock de report de 1 500 T de conserve d'harissa, portera sur environ 13 000 T de piment frais (soit l'équivalent de 6 500 T d'harissa) contre 17 000 T de piment frais transformées au cours de la campagne précédente soit une régression de 24 %. Au 22/11/95, les quantités transformées se sont élevées à 12 280 T. Le prix d'achat du piment frais a varié entre 380 et 400 mil/kg atteignant des niveaux plus élevés relativement à ceux de 1994 (entre 240 et 350 mil/kg). En raison de la baisse des quantités produites d'harissa, il est attendu que le secteur rencontre des difficultés pour satisfaire la demande locale et les objectifs d'exportation.

Pour la campagne 1995/96, les prévisions de la culture de piment portent sur une superficie de 16 300 ha et une production de 160 000 T, soit un rendement moyen de 10,3 T/ha.

4. L'ARTICHAUT :

La culture d'artichaut connaît une reprise depuis 1992, avec un rythme soutenu tant au niveau des productions qu'au niveau des rendements. Les quantités produites ont atteint 22 000 T contre 17 000 T en 1994 soit une progression de + 29 %.

Les superficies cultivées ont également augmenté de 17 % et sont passées de 2 240 ha en 1994 à 2 630 ha en 1995. Cette progression est due en partie à l'extension des superficies cultivées (particulièrement Jendouba et Ariana), aux journées d'information organisées ayant porté sur la précocité de la production, la qualité des plants et les possibilités d'exportation.

Les rendements qui se sont stabilisés à un niveau supérieur à 7 T/ha au cours des campagnes précédentes ont atteint le niveau de 8,4 T à l'hectare réalisé en 1989.

Les exportations d'artichaut sont passées de 31,5 T en 1994 à 39 T en 1995.

**Evolution de la production, des superficies
et des rendements de l'artichaut**

Désignation	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Production (1000 T)	13,5	12	9	12	13	17	22
Superficies (1000 ha)	1,6	1,5	1,5	1,66	1,83	2,24	2,63
Rendement (T/ha)	8,4	8,0	6,0	7,2	7,1	7,6	8,4

Au cours de la campagne 1995/96, les superficies devraient atteindre 2 700 ha et la production escomptée est de l'ordre de 22 000 T.

5. LES MELONS ET PASTÈQUES :

La production du melon et de la pastèque a atteint 300 000 T contre 375 000 T en 1994 soit une baisse de 20 %. La superficie totale cultivée en melon et pastèque a également baissé de 31 % par rapport à la campagne 1993/94. Ceci traduit la réaction des agriculteurs face au déficit pluviométrique et aux ressources hydriques limitées.

**Evolution de la production, des superficies
et des rendements des melons et pastèques**

Désignation	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Production (1000 T)	250	450	350	380	330	375	300
Superficies (1000 ha)	25,8	40,5	41,6	39,7	33,8	36,6	25,1
Rendement (T/ha)	9,7	11,1	8,4	9,6	9,8	10,24	11,9

Pour la campagne 1995/96, les prévisions portent sur une superficie de 35 000 ha, une production de 360 000 T et des rendements moyens de 10,3 T/ha.

6. L'OIGNON :

La production d'oignon a atteint 254 000 T contre 262 000 T en 1993/94 et 270.000 T en 1992/93 soit une légère baisse de 3 %. Les superficies ont globalement stagné, 15 500 T contre 16 000 ha en 1994. Les rendements se maintiennent au même niveau.

**Evolution de la production, des superficies
et des rendements de l'oignon**

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Production (1000 T)	121	100	220	250	270	262	254
Superficies (1000 ha)	6,7	6,5	14	15,6	16,3	16,0	15,5
Rendement (T/ha)	18,1	15,4	15,7	16	16,6	16,4	16,4

7. LES CULTURES SOUS-SERRES :

Les superficies cultivées sous grabds abris-serres ont atteint 11 376 ha contre 1 448 ha en 1993/94 et 1 370 ha en 1992/93, ce qui correspond à une régression (5 % par rapport à 1994) due essentiellement à la régression des cultures d'arrière-saison. En effet, les cultures d'arrière-saison ont occupé 188 ha et celles de primeur 1 187,5 ha (contre respectivement 230 ha et 1 218 ha en 1994).

Les cultures d'arrière-saison sont localisées essentiellement à Monastir (131 ha) où les conditions climatiques sont favorables et à Gabès (34 ha) grâce à l'utilisation des eaux chaudes. Le taux d'intensification des cultures se situe à 116 % soit une régression de 3 % par rapport à la campagne précédente.

La production totale est de 67 850 T dont 8 920 T produites en arrière-saison et 58.930 T en primeur contre respectivement (71 300 T, 12 200 T et 59 100 T) pour la campagne précédente.

La répartition des superficies cultivées entre les différentes spéculations se présente comme suit :

**Evolution de la production, des superficies
sous-serres par produit**

Culture	1990/91		1991/92		1992/93		1993/4		1989/90	
	Sup.	%	Sup.	%	Sup.	%	Sup.	%	Sup.	%
Tomate	333	26,7	373,1	27,5	377,2	27,5	374,1	25,8	355,3	25,8
Piment	693	55,5	746,1	55,0	732,3	53,4	796,6	55,0	799,5	58,1
Melon	115	9,2	96,8	7,2	132,3	9,7	122,8	8,5	114,7	8,3
Divers	109	8,6	133,6	10,3	128,2	9,4	154,8	10,7	106,7	7,8
Total	1250	100	1355,6	100,0	1369,9	100,0	1448,3	100,0	1376,1	100

En valeur relative la répartition des cultures n'a guère changé. Cependant, les superficies cultivées en tomate ont diminué de 5 % par rapport à la campagne précédente alors que les superficies allouées au piment ont stagné. Les superficies de melon accusent une tendance vers la baisse (- 7 %). En outre, il est à signaler l'importance des superficies de concombre (66 ha) qui représentent 62 % des cultures autres que les principales.

VI. L'ELEVAGE :

Malgré le prolongement de la sécheresse pour la deuxième année consécutive le secteur de l'élevage dans son ensemble a connu un développement normal en réalisant un taux de croissance de 3.6 % pour la campagne 1994/1995.

Ce résultat a pu être réalisé grâce aux mesures prises par les pouvoirs publics qui ont permis d'assurer un approvisionnement régulier en aliments fourragers des zones touchées par la sécheresse.

1. LES RESSOURCES ALIMENTAIRES DU CHEPTEL :

Suite aux conditions climatiques défavorables marquées par un déficit pluviométrique conjugué à des températures élevées, les ressources alimentaires du cheptel aussi bien pastorales que celles de fourrages cultivées ont connu une baisse qui s'est traduite par un déficit important mais plus atténué par rapport à la campagne précédente.

a/ Les cultures fourragères :

Les superficies des cultures fourragères ont atteint 274 000 ha au cours de la campagne 1994/1995 contre 275 000 ha au cours de la campagne précédente.

Les productions de fourragers ont atteint 294 000 T de foin, 269 000 T d'ensilage et 1 million de tonnes de fourrage vert contre respectivement 200 000 T, 197 000 T et 936 000 T au cours de la campagne précédente.

La production de semences fourragères a atteint 119 000 qx (dont 86 000 qx de semences d'avoine) contre 66 000 qx (dont 50 000 qx de semences d'avoine) produits au cours de la campagne précédente.

b/ Les sous produits des cultures :

La production de la paille a été estimée à 700 000 T contre 800 000 T au cours de la campagne 1993/1994 soit près de la moitié de la production moyenne.

Compte tenu de l'impact du traitement à l'ammoniac sur la valeur de la paille, il a été procédé au cours de la campagne 1994/1995 à la généralisation de cette opération dans les fermes domaniales et aux coopératives de production, et à la sensibilisation des agriculteurs privés à l'amélioration de la valeur nutritive de la paille traitée en vue de les inciter à intensifier cette pratique.

Les quantités de paille traitées jusqu'à fin novembre 1995 ont porté sur 3 640 T contre 7 600 T prévues. Il est à rappeler que le traitement de la paille à l'ammoniac bénéficie d'une subvention de 25 D/tonne.

c/ Les aliments concentrés :

Les prévisions pour la production industrielle d'aliments concentrés tablent sur 850 000 T contre 760 000 T en 1994 et 680 000 T en 1993. L'augmentation de la production est due à l'accroissement de la production d'aliments concentrés pour ruminants qui ont connu une production additionnelle d'aliments de sauvegarde pour l'engraissement des bovins et ovins suite au déficit fourrager enregistré pour la deuxième année consécutive.

Le tableau ci-après présente l'évolution de la production des aliments concentrés industriels au cours des cinq dernières années :

**Evolution de la production d'aliments concentrés
(en 1000 T)**

Type	1991	1992	1993	1994	1995*
Aliments avicoles	469	503	470	490	535
Aliments pour ruminants	204	267	210	270	315
Total	673	770	680	760	850

* Réalisation probable.

d/ Mesures prises pour assurer l'approvisionnement des éleveurs en aliments fourragers :

Dans le but d'atténuer les effets du déficit en aliments sur le secteur de l'élevage notamment dans les zones touchées par la sécheresse, un ensemble de mesures visant à sauvegarder le cheptel et à préserver le niveau normal de sa productivité ont été prises par les pouvoirs publics. Ces mesures ont permis d'assurer un approvisionnement régulier du marché en produits fourrager et également d'atténuer la hausse de leur prix.

Parmi ces mesures on cite :

- la vente de l'orge à un prix réduit. Les quantités distribuées au cours des 11 premiers mois de 1995 ont porté sur 481 000 tonnes contre 495 000 T en 1994. Par ailleurs et en application du décret présidentiel relatif à la distribution d'aides en nature aux petits éleveurs d'ovins et de caprins, une quantité de 21 000 T d'orge a été distribuée au profit de 131 700 petits éleveurs soit 13 % de l'ensemble des éleveurs d'ovins et de caprins.

- l'importation de 100 000 T de bouchons de luzerne avec exonération des taxes à l'importation et l'octroi d'une subvention de 50 mil/kg (soit 25 % du prix). Les quantités effectivement importées jusqu'à fin novembre 1995 ont totalisé 41 334 tonnes dont 34 000 T ont été distribuées aux éleveurs, le reste étant stocké au niveau des centres régionaux de l'Office de l'Elevage et des Pâturages.
- l'importation de 100 000 T de foin. Cette opération n'a toutefois porté que sur 7 694 T dont 3 892 T ont été vendues au prix de 7 dinars la balle de 20 kg.
- la poursuite de l'attribution du rôle de supervision du programme d'approvisionnement en son des éleveurs et des unités de fabrication de concentré à l'Office des Céréales. Les quantités distribuées depuis le début de l'année 1995 ont atteint 2,2 millions de quintaux. Par ailleurs les importations de son n'ont porté que sur 27 300 T sur 100 000 T programmées.
- l'ouverture des parcours forestiers tout en maintenant le droit de divagation à l'intérieur de ces parcours à un niveau raisonnable.
- octroi de crédits pour palier à l'insuffisance des ressources financières des agriculteurs. A cet effet il a été décidé :
 - . l'augmentation des crédits de campagne pour l'élevage des génisses de 600 à 900 dinars
 - . l'octroi de crédit pour l'acquisition de fourrages
 - . l'octroi des crédits pour le financement de la campagne des cultures fourragères. Par ailleurs une subvention a été accordée aux semences fourragères et une campagne de sensibilisation a été menée auprès des agriculteurs pour les inciter à étendre les cultures fourragères d'été. Au terme de cette campagne les cultures fourragères ont atteint 16 000 ha contre 14 000 ha au cours de la campagne 1993/1994.

2. LES EFFECTIFS ET LES PRODUCTIONS :

a/ Les effectifs :

Les données relatives aux effectifs du cheptel ne sont pas encore disponibles pour l'année 1995 au moment de l'élaboration du Budget Economique. Toutefois grâce aux mesures prises par l'Etat, le capital cheptel a pu être maintenu et une légère augmentation est attendue au niveau de certaines espèces comme l'indique le tableau ci-après :

**Evolution des effectifs
(en 1000 unités femelles)**

Espèce	1993	1994	1995*
Vaches et génisses pleines	382	386	389
- race pure	123	124	126
- races locales et croisées	259	262	263
Brebis	3540	3528	3563
Chèvres	762	725	750

*Estimations provisoires

b/ Les productions :

Au cours de l'année 1995 la production de l'élevage exprimée en valeur a enregistré un accroissement de 3,9 % par rapport à celle de 1994.

La production de viandes s'est élevée à 155 700 T contre 152 100 T en 1994 soit un accroissement de 2,4 %. Ce niveau de production a pu être atteint grâce aux efforts menés par les pouvoirs publics pour assurer un approvisionnement régulier en fourrages et aliments concentrés ; en plus des mesures d'ordre sanitaire ayant pour objectif la protection du cheptel.

**Evolution de la production des viandes nettes
(en 1000)**

	1994	1995*	Variation
Viande bovine	42,6	43,7	+ 2,4
Viande ovine	37,8	37,4	- 1,2 %
Viande caprine	6,7	5,5	- 18,8 %
Viande avicole	52,3	54,8	+ 4,7 %
Autres viandes	12,7	14,5	+ 14,6 %
Total	152,1	155,7	+ 2,4 %

Malgré la poursuite de la sécheresse, la production nationale de viande a pu répondre à l'accroissement de la demande. La légère baisse observée au niveau de la viande ovine et caprine a été compensée par une amélioration des autres productions de viandes.

Les importations ont atteint un volume de 6 190 T contre 7 800 T en 1994 soit une baisse de 20,6 %.

La production laitière a continué à progresser et a atteint 565000 T contre 523 000 T en 1994 soit un taux d'accroissement de 8 %.

Enfin la production d'œufs de consommation a atteint 1 164 millions d'unités contre 1.041 millions d'unités en 1994, soit une hausse de 11,8 %. L'approvisionnement du marché a connu un équilibre entre l'offre et la demande au cours du premier trimestre 1995, mais un excédent a été enregistré à partir du mois de Mars ce qui a amené le GIPA à intervenir pour l'achat et le stockage de 13,5 millions d'œufs pour régulariser le marché. Cet excédent stocké a été écoulé au cours des mois d'octobre et novembre 1995.

Par ailleurs et dans le but de subvenir aux besoins en œufs de consommation au cours du mois de Ramadhan 1996, il a été décidé de procéder à l'importation de 600 000 œufs à couver ponte au cours du mois d'avril 1995 pour accroître l'effectif de poules pondeuses et qui entreront en production lors du troisième trimestre 1995.

3. LA SANTE ANIMALE :

La situation sanitaire du cheptel a été jugée normale et aucun cas de maladie grave n'a été signalé, malgré le prolongement de la sécheresse.

En plus des campagnes de vaccination habituelles contre les principales maladies, un programme spécial de lutte contre les maladies parasitaires internes et externes a été établi et mis en œuvre.

A la fin du mois d'octobre 1995, 4,2 millions de têtes ovines et caprines ont été traitées contre les parasites internes et 2,4 millions de têtes ovines et caprines ont été traitées contre les parasites externes.

Les campagnes de vaccination ont porté depuis le début de l'année et jusqu'à la fin du mois d'octobre 1995, ont concerné principalement :

- la vaccination de 1 340 000 têtes ovines, caprines, ovines et camélines contre la fièvre aphteuse,
- la vaccination de 1 133 000 têtes ovines et caprines contre la fièvre de Malte
- la vaccination de 210 000 têtes bovines contre la brucellose.

4. LES PREVISIONS POUR L'ANNEE 1996 :

Les pluies abondantes enregistrées depuis le démarrage de la campagne ont eu un effet positif sur l'amélioration de l'état des parcours d'une part et sur le comportement des éleveurs, d'autre part. La pression sur les ressources fourragères (son, orge, concentré) a diminué et les prix des animaux destinés pour l'élevage se sont nettement améliorés.

Pour l'année 1996, les prévisions tablent sur une reprise de la production de viande ovine et caprine et la poursuite de l'accroissement des autres productions animales comme il ressort du tableau ci-après :

**Evolution des productions animales
(en 1000 T sauf indication)**

	1994	1995	1996	Variation 1996*/1995
Viande bovine	42,6	43,7	44,7	+ 2,4 %
Viande ovine	37,8	37,4	37,8	+ 1,2 %
Viande caprine	6,7	5,5	6,3	+ 15,4 %
Viande avicole	52,3	54,8	56,3	+ 2,7 %
Autres viandes	12,7	14,5	15,0	+ 3,4 %
Œufs (10 unités)	1041	1164	1200	+3,1 %
Lait	523	565	600	+ 6,2 %

La réalisation de ces niveaux de production confère au secteur de l'élevage un taux de croissance de 3,9 % contre 3,6 % en 1995.

VII. LA PECHE :

1. LES RESULTATS DE L'ANNEE 1995 :

Les principales caractéristiques de l'année 1995 ont été une stagnation de la production et une régression des exportations, tant en quantité qu'en valeur par rapport à l'année 1994.

Les actions de développement se sont multipliées dans le but de promouvoir l'activité de la pêche et de l'aquaculture surtout dans le littoral nord et d'apporter les solutions adéquates à tous les problèmes auxquels est confronté le secteur.

En effet, des mesures présidentielles concernant ce secteur d'activité ont été prises le 12 Mai 1995 : revalorisation de prime de carburant, réduction de la taxe d'accostage et l'encouragement des projets de transport frigorifique des produits de la pêche moyennant une prime d'investissement.

a/ La production :

La production réalisée au cours des 9 premiers mois de l'année 1995 a atteint 59.288 Tonnes accusant ainsi une régression de 3,6 % par rapport à la même période de l'année 1994.

Eu égard au déroulement de la campagne de crevettes, clovises et certaines mollusques au cours de la dernière trimestre 1995, la production probable pour toute l'année se situera au environ de 87.000 tonnes soit le même niveau de production réalisé en 1994.

Evolution de la production de la pêche (en Tonnes)

Mode de pêche	Production 1994	production 1995*	Variation (%)
Pêche côtière	32 000	28 000	- 12,5
Pêche au chalut	17 000	17 000	-
Pêche au feu et à la petite senne	33 000	37 000	12,12
Autres types de pêche	5 000	5 000	-
Total	87 000	87 000	-

*probable

La pêche côtière constitue l'activité la plus importante de ce secteur et occupe 66 % de la population maritime active. Sa production continue encore sa tendance à la baisse (- 12,5 %) qui a été ressentie presque dans tous les gouvernorats côtiers et surtout dans le Golfe de Gabès qui fait face à une double pression à savoir, la surexploitation des ressources benthiques et la pollution par la phosphogypse déversé dans la mer.

La pêche au feu et à la petite senne a enregistré une nette amélioration (12 %) par rapport à l'année 1994. Cette hausse a été observée surtout dans les gouvernorats de Medenine, Nabeul et Monastir.

Les apports de la pêche au chalut sont restés en stagnation par rapport a leur niveau enregistré en 1994.

b/ La commercialisation :

Aux cours des neufs premiers mois de l'année, les exportations des produits de la mer ont atteint 6.800 tonnes pour une valeur de 50,7 millions de dinars contre 11.000 tonnes et 65,6 millions de dinars au cours de la même période de l'année 1994 enregistrant ainsi une régression de 38,2 % en quantité et de 22,7 % en valeur.

Pour toute l'année 1995 il est attendu que les exportations des produits de la mer atteignent 10.000 tonnes pour une valeur de 75 millions de dinars soit une régression en quantité et valeur par rapport à l'année 1994 respectivement 26 % et 9,2 %. Cette régression provient de la diminution de la production de certaines espèces cibles destinés essentiellement à l'exportation tel que les crevettes, les clovisses et les produits de l'aquaculture. Par ailleurs les prix à l'exportation ont enregistré une nette amélioration par rapport à l'année 1994.

Au cours de l'année 1995 près de 3 600 tonnes de poissons ont été importées soit le même niveau d'importation que l'année précédente. Ces importations portent sur le thon frais (1 500 T) destiné à la transformation et 2 100 T de poissons pour la consommation. Les quantités totales transformées seraient de l'ordre de 5 500 tonnes de thon et de sardines contre 6 000 T en 1994.

la consommation nationale moyenne de poisson frais serait de 8,4 kg/tête d'habitant contre 8,2 kg/habitant en 1994. Alors qu'au niveau mondial elle est de 13 kg/habitant/ans.

Balance ressources-emploi des produits de la mer (en Tonnes)

	1994	1995*
Ressources		
- Production	87 000	87 000
- Importation	3 618	3 600
Total	90 618	90 600
Emploi		
- Consommation en frais	71 137	75 100
- Transformation	6 000	5 500
- Exportation	13 481	10 000
Total	90 618	90 600

*probable

c/ La flottille :

La flottille de la pêche compte actuellement 14 500 unités. La répartition de cette flottille se présente comme suit :

Barques côtières :	13 614	dont	4 997	seulement sont motorisées
Chalutiers :	459	dont	402	sont actives
Sardiniers :	361	dont	320	sont actives
Thonniers :	66.			

Les investissements probable pour l'année 1995 porte sur 70 barques côtières, 19 sardiniers, 5 chalutiers et un thonier.

d/ La formation :

La formation dans le secteur de la pêche est orientée vers les postes de grande spécialisation. Le nombre de diplômés est 290 en 1995 dont 81 marins pêcheurs, 22 patron-côtières, 49 mécaniciens, 35 patrons-hauturiers, 25 ramandeurs, 17 plongeurs sous-marins, 6 techniciens aquacoles, 52 motoristes et 3 techniciens de charpente marine.

En outre 25 cadres supérieurs spécialisés dans le secteur sont diplômés au cours des 4 premières années du plan.

e/ La recherche et les études :

Après avoir identifié les sites favorables pour l'implantation des fermes aquacoles (50 sites) et les objectifs techniques de production (20 000 tonnes d'ici à l'an 2005) ou s'est penché dans le cadre du plan directeur de l'aquaculture sur l'évaluation de l'aspect socio-économique des projets et les mesures d'accompagnement qui doivent être prises. Ces mesures concernent les textes réglementaires, la formation des cadres de haut niveau, des programmes de recherche, l'identification d'incitations et d'encouragements spécifiques à ce secteur.

L'Etat doit apporter un appui financier pour le développement adéquat de ce secteur de manière à compenser le risque encouru par les promoteurs compte tenu du coût important d'aménagement, de la complexité technologique et de la concurrence de plus en plus acharnée sur les marchés extérieurs.

Concernant l'actualisation des ressources benthiques une étude a été lancée pour connaître les quantités et les espèces de produits de mer stockées et d'exploiter les données d'une façon scientifique et rationnelle et ce, pour définir les saisons de pêche et les saisons de repos biologique pour toutes les espèces de poissons.

En outre un programme d'assainissement du golfe de Gabès contre la pollution de phosphogypse a été mis en œuvre.

f/ Les actions d'accompagnement :

Dans le but de promouvoir le secteur de la pêche et garantir un développement durable des ressources halieutiques des mesures d'incitations ont été prises à l'occasion de la journée de l'agriculture (12 Mai 1995) :

- la majoration de la prime de carburant pour la région du Nord (frontière Tuniso-algérienne et le parallèle passant par le phare de Borj Kélibia) qui passera à 120 millimes par litre contre 78/millimes/litre auparavant et ce, sans plafonnement ni au niveau des quantités ni au niveau des équipements. La prime pour le reste des côtes du pays reste à 28 millimes/par litre
- la baisse des frais d'accostage qui passeront de deux dinars à 1,33 dinars sur chaque unité de tonnage par an pour les bateaux dont le tonnage dépasse 30 tonnes. Pour les autres catégories de bateaux, le prix d'accostage devient de 670 millimes au lieu de 1 dinar auparavant
- inscription du transport frigorifique des produits de la mer dans la liste des activités de services pour qu'elle puisse bénéficier des avantages prévus par le code des encouragements à l'investissement, soit une prime de 7 % de l'investissement global.

L'année 1995 a été marquée par la promulgation de l'arrêté du Ministre de l'Agriculture portant sur l'organisation de l'effort et les opérations de pêche ainsi que les caractéristiques des engins de pêche et des dispositions particulières de certaines pêches telle que la pêche à la crevette et des espèces aquatiques.

Dans le cadre des efforts consentis pour la promotion de nos exportations, le programme national de mise à niveau qui a démarré au cours de l'année 1993 se poursuit, et s'articule autour de quatre axes, à savoir :

- la mise en place d'un cadre législatif nouveau pour garantir la qualité des produits de la pêche
- la modernisation des structures et du système de contrôle sanitaire et de la qualité
- le diagnostic général du secteur avec la formation de cadres techniques
- l'octroi d'investissements nouveaux pour l'acquisition d'équipements.

Parmi les actions déjà exécutées, on signale la désignation des services vétérinaires au Ministère de l'Agriculture comme autorité compétente et interlocuteur du marché européen. Un guide relatif aux méthodes de contrôle des produits de la mer a été édité.

Dans ce même cadre un projet de coopération avec l'organisation mondiale de l'alimentation a été mis en œuvre. Il vise à identifier et à tester les lacunes relatives à la qualité et aux conditions de travail (production, commercialisation, transformation, exportation). Les actions d'identification ont concerné près de 300 unités d'exportation.

Le programme de mise a niveau a permis en outre de former 57 cadres tunisiens dans le domaine de l'adaptation des produits de mer tunisiens aux normes européennes et ce, à travers des sessions de formation. Les listes préliminaires des entreprises exportatrices répondant aux conditions du marché européen ont été élaborées. Jusqu'ici 63 unités spécialisées dans la réfrigération et l'exportation des produits de mer ont été identifiées (dont 8 sont des chalutiers navigantes en eau profonde). Ces unités participent à près de 80 % de la production totale exportée.

Par ailleurs, 13 ports sont en phase finale d'aménagement dans les côtes du golfe de Gabès avec des fonds estimés à 5,2 millions de dinars.

Enfin il y a lieu de signaler la création d'un groupement interprofessionnel des produits de la pêche qui a été institué dans le but de promouvoir la compétitivité dans le secteur sur le plan productivité, qualité, stabilité des prix et l'organisation des circuits de distribution des produits de la mer.

2. LES PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 1996 :

Les prévisions pour l'année 1996 se basent sur une légère augmentation des apports de la pêche : côtière, au chalut et au feu et à la petite senne. Pour les autres types de pêche leur production reste en stagnation.

Estimation de la production de la pêche (en Tonnes)

Mode de pêche	1995	1996	Variation (%)
Pêche côtière	28 000	29 000	+ 3,5 %
Pêche au chalut	17 000	18 000	+ 5,8 %
Pêche au feu et à la petite senne	37 000	38 000	+ 2,7 %
Autres types de pêche	5 000	5 000	-
Total	87 000	90 000	+ 3,4 %

Les exportations porteraient sur 15 000 T, la transformation nécessiterait 6.000 T et près de 75 000 T seront consommés localement en frais (8.5 kg/habitant).

En matière de formation, le programme des différentes écoles de pêche porte sur la formation de 377 personnes en 1996 dont 100 marins pêcheurs, 90 motoristes, 44 patrons-côtiers, 45 mécaniciens, 44 ramendeurs, 24 patrons-hauturiers, 16 plongeurs sous-marins et 14 techniciens aquacoles.

VIII. HYDRAULIQUE AGRICOLE

I. LA PLUVIOMETRIE :

a/ La campagne 1994-95 :

Comparée à la normale, la pluviométrie de la campagne 1994-95 a été déficitaire dans toutes les régions naturelles du pays. Le déficit pluviométrique a varié de 31 % au Nord (Est et Ouest) à 54 % au Centre Est où on a enregistré des déficits allant jusqu'à 66 % à Sfax.

Par rapport à la campagne précédente (1993/1994), la pluviométrie de la campagne agricole 1994-1995 a été :

- plus favorable dans les régions du Nord Ouest (- 31 % contre - 41 %), Nord Est (- 31 % contre - 40 %) et Centre Est (- 31 % contre - 53 %)
- moins favorable dans les régions du Centre Est (- 56 % contre - 27 %) Sud Ouest (- 33 % contre - 25 %) et Sud Est (- 33 % contre + 26 %)

Le démarrage de la campagne agricole 1994/1995 a été marqué par des pluies importantes (fin Septembre et début Octobre) dépassant dans certaines zones la normale de la période surtout dans le Nord et le Centre Ouest. Par la suite une période de sécheresse a persisté sur tout le pays jusqu'au mois de Mai 1995, exception faite du mois de Janvier 1995 qui a été marqué par des pluies importantes dépassant la normale du mois dans les régions du Nord et du Sud.

Ensuite des pluies importantes ont été enregistrées durant la période estivale (Juin et Août 1995) dépassant dans certains cas, de loin, la normale de la période, ce qui a diminué le déficit enregistré au cours de la période passée de la campagne.

b/ La campagne 1995-96 :

b.1. Les apports :

La pluviométrie importante enregistrée au cours des mois de Septembre et Octobre 1995 a eu un impact très favorable sur le ruissellement des cours d'eau qui s'est répercuté d'une manière très sensible sur les apports au niveau des retenues des barrages qui s'élèvent à 652 Mm³ à la date du 23/10/95, soit 402 % de la moyenne de la période estimée à 162 Mm³, contre respectivement 123 Mm³ et 44 Mm³ enregistrés au cours des campagnes 1993-1994 et 1994-1995.

b.2. Les stocks disponibles :

A la date du 23/10/1995, les stocks disponibles dans les barrages s'élèvent à 1.077 Mm³ contre respectivement 662 Mm³ et 989 Mm³ enregistrés à la même date au cours des deux dernières années.

Stocks disponibles dans les barrages

(en comparaison avec les deux années précédentes)

Unité : Mm³

Région	Stocks au 23/10/95	Stocks au 23/10/94	Stocks au 23/10/93
Nord	759	385	675
Centre	297	251	287
Cap Bon	20	26	27
Total	1 076	662	989

3. LA MOBILISATION DES RESSOURCES EN EAU :

L'état d'avancement de la réalisation de la stratégie décennale (1991/2000) pour la mobilisation des ressources en eau se présente comme suit :

a/ Les grands barrages :

La stratégie prévoit la réalisation de 21 grands barrages qui vont permettre la mobilisation de 749 Mm³ supplémentaires.

**Pluviométrie de la campagne 1994/1995
en comparaison avec la campagne
1993/1994**

	Normale en mm	Campagne 1994-1995		Campagne 1993-1994	
		Quantité en mm	Différence en %	Quantité en mm	Différence en %
Nord Ouest	603	417	- 31 %	353	- 41 %
Nord Est	491	340	- 31 %	310	- 40 %
Centre Ouest	318	218	- 31 %	152	- 53 %
Centre Est	313	139	- 54 %	115	- 27 %
Sud Ouest	117	78	- 33 %	69	- 25 %
Sud Est	175	117	- 33 %	221	+ 26 %

b/ La campagne 1995-96 :

Le début de la campagne 95-96 a été marquée par des fortes pluies touchant la totalité du pays. En effet, les quantités de pluie enregistrées du 1/9/95 jusqu'au 20/10/95 ont dépassé la normale de la période sur toutes les régions naturelles du pays notamment dans les régions du Centre Est, du Sud Est et du Sud Ouest.

**Pluviométrie de la campagne 1995/1996
en comparaison avec la campagne 1994/1995**

(du 1/9/95 au 20/10/95)

	Normale en mm	Campagne 1994-1995		Campagne 1995-1996	
		Quantité en mm	Différence en %	Quantité en mm	Différence en %
Nord Ouest	108	97	- 10 %	116	+ 7 %
Nord Est	102	97	- 5 %	120	+ 18 %
Centre Ouest	87	92	+ 6 %	122	+ 40 %
Centre Est	93	42	- 55 %	260	- 180 %
Sud Ouest	24	46	+ 92 %	73	+ 204 %
Sud Est	44	36	-18 %	211	+ 380 %

La pluviométrie enregistrée durant cette période citée ci-dessus a dépassé de **20 %** la normale de toute la campagne.

Comparée à la pluviométrie de la campagne écoulee (94/95) au cours de la même période, celle enregistrée au cours de cette campagne (95/96) a été supérieure dans toutes les régions.

2. LES APPORTS AUX BARRAGES :

a/ La campagne 1994-95 :

a.1. Les apports :

Les apports aux barrages enregistrés au cours de toute la campagne agricole 1994-1995 ont atteint 619 Mm3 soit 46 % de la moyenne de la période estimée à 1 342 Mm3 contre respectivement 386 Mm3 et 707 Mm3 enregistrés au cours des années 1993-1994 et 1992-1993.

Suite aux fortes pluies enregistrées au cours de la période estivale (Juin-Août 1995), les apports aux barrages enregistrés durant cette période ont atteint 258 Mm3 soit 42 % des apports de toute la campagne.

Apports aux barrages

Unité : Mm3

Région	Moyenne	du 1/9/95 au 23/10/95		du 1/9/94 au 23/10/94		du 1/9/93 au 23/10/94	
		Volume	%	Volume	%	Volume	%
		Nord	105*	486	463 %	52	50 %
Centre	55	162	295 %	68	124 %	15	27 %
Cap Bon	2	4	200 %	3	150 %	6	300 %
Total	162*	652	402 %	117	73 %	44	28 %

* Pour les programmes 92-93 et 93-94 la moyenne de la période ne tient pas compte du barrage Sejnane qui n'est entrée en exploitation qu'en 1995.

a.2. Les stocks disponibles:

Au 31/9/95 les stocks disponibles dans les barrages s'élèvent à 711 Mm3 contre respectivement 671 Mm3 et 1106 Mm3 à la même date des années 1994 et 1995.

a.3. Les quantités exploitées :

Durant toute la campagne agricole 1994-1995, les quantités exploitées des barrages et destinées à l'irrigation et à l'alimentation en eau potable ont totalisé 364 Mm3 contre 487 Mm3 au cours de la campagne précédente, soit une diminution de 25 %.

L'état d'avancement des travaux se présente comme suit :

- Barrages Sejnane (Gouvernorat de Bizerte) : Tous les travaux sont achevés, et le barrage est fonctionnel depuis Juin 1995. Le coût de cet ouvrage a été évalué à 70 MD. Ce barrage va servir à l'amélioration de qualité de l'eau potable desservi par le barrage Sidi Salem.
- Complexe Barabara : Ce projet comprend dans une première étape la construction du barrage Zouitina, une station de pompage, les ouvrages de transfert des eaux vers l'oued Medjerda et l'aménagement du bassin versant. Le coût total de ce projet a été estimé à 221 MD.
 - * Barrage Zouitina : Les travaux de construction de ce barrage ont commencé vers la fin de l'année 1994, et cet ouvrage va permettre la mobilisation de 100 Mm³ par an avec un coût estimé à 81 MD.
 - * Station de pompage : Les travaux ont débuté en Novembre 1994 et le coût a été estimé à 20 MD.
 - * Ouvrages de transfert : le commencement des travaux a été programmé à la fin de l'année 1995 avec un coût estimé à 37 MD.
- Projet d'aménagement de Sidi El Barrak (Gouvernorat de Béja) : Ce projet comprend la construction du barrage Sidi El Barrak avec une capacité de 250 Mm³, l'aménagement de son bassin versant et le transfert de ces eaux vers le barrage Sejnane. Le coût total de ce projet a été estimé à 287 MD.
 - * Barrage Sidi El Barrak : Les travaux de construction de ce barrage ont commencé réellement en Juin 1994 avec un coût estimé à 130 MD.
 - * Station de pompage : le coût de cet ouvrage a été estimé à 26 MD.
 - * Ouvrages de transfert : le début des travaux a été programmé en Juin 1995 avec un coût estimé à 23 MD.

Ce barrage va permettre aussi l'irrigation de 5.000 ha réparti entre les Gouvernorats de Béja et Bizerte.

- * Projet Sidi Aïch (Gouvernorat de Gafsa) : Ce projet comprend la construction du barrage Sidi Aïch avec une capacité de 20 Mm³. Les eaux de ce barrage vont servir à la recharge de la nappe de Gafsa et à l'irrigation de 5.000 ha de terres agricoles par la technique d'épandage.

Le coût de construction de ce barrage a été estimé à 20 MD.

- Barrage R'mel (Gouvernorat de Sousse) : Ce barrage va permettre la mobilisation de 23 Mm³ par an qui vont servir pour l'irrigation de 6.000 ha de terres agricoles par la technique d'épandage, ainsi, cet ouvrage va permettre la protection des zones basses contre les inondations. Le coût de construction de ce barrage a été estimé à 20 MD et les travaux de construction ont commencé au cours de l'année 1995.
- Les barrages Hama (Ben Arous), Abid (Nabeul), Zerga (Jendouba), El Breck, Sfisfa (Kasserine) et R'mil (Siliana) : Toutes les études exécutives de ces barrages ont commencé et les appels d'offres vont être lancés en 1995 afin que les travaux commencent au cours de l'année 1996. Ces barrages vont permettre la mobilisation de 68 Mm³ par an.
- Les barrages Harka, Zayatine, Gamgoum (Bizerte) et Moula (Jendouba) : Les études préliminaires ont été déjà faites ainsi que la préparation des dossiers, ces barrages sont programmés pour le IX Plan et vont permettre la mobilisation de 67 Mm³ par an.
- Les barrages du bassin d'Ichkel (Tine, Douimis el Melah tous dans le Gouvernorat de Bizerte) : Les études exécutives vont débuter après l'achèvement de l'étude d'impact de ce projet sur l'environnement du lac d'Ichkel qui a débuté en Avril 1993. Ces barrages vont permettre la mobilisation de 53 Mm³ par an tout en tenant compte de l'équilibre écologique du lac d'Ichkel.

b/ Les barrages collinaires :

La stratégie nationale pour la mobilisation des ressources en eau prévoit la construction de 203 barrages collinaires permettant la mobilisation d'un volume d'eau estimé à 110 Mm³. La première tranche comporte la construction de 70 barrages collinaires à la fin du VIII^e Plan.

L'état d'avancement des travaux à la fin du mois de Septembre 1995 se présente comme suit :

- 39 barrages sont déjà achevés
- 19 barrages sont en cours de réalisation
- 4 barrages en phase de démarrage.

Parmi les 19 barrages en cours de réalisation, 8 sont achevés à un taux compris entre 5 et 45 %, et 8 achevés à un taux compris entre 50 et 95 %.

La capacité totale des 39 barrages réalisés a été évaluée à 50 Mm³ et permettra de mobiliser un volume de 28 Mm³ par an.

4. LES PERIMETRES IRRIGUES :

En 1994 les périmètres irrigués ont atteint une superficie totale de 352.000 ha, irrigués en maîtrise totale. L'effort déployé pour la création de nouveaux périmètres publics se poursuit que ce soit pour les grands ou les petits périmètres.

1. Les petits périmètres : ce sont les périmètres aménagés pour l'irrigation dont la superficie ne dépasse pas les 300 ha au maximum et où la gestion est assurée dans la plupart de ces zones aux AIC. La superficie totale de ces périmètres a été estimée à la fin du VII^e Plan à 60.000 ha, localisés essentiellement dans le sud et le centre du pays.

Le programme du VIII^e Plan vise la création de 21.000 ha supplémentaires de ces périmètres répartis comme suit :

Irrigation en maîtrise totale : 8.000 ha

Irrigation en semi-intensif : 13.000 ha

L'action a été mise sur le renforcement de l'irrigation semi-intensif étant donné son apport considérable pour l'amélioration et la protection des cultures pluviales au cours de la période de sécheresse.

* Les réalisations des 3 premières années du VIII^e Plan s'élèvent à 6.700 ha et se répartissent comme suit :

**Création des périmètres irrigués
(en ha)**

Type d'irrigation	1992	1993	1994	Total
Maîtrise totale	500	1 542	1 397	3 439
Semi-intensif	1 815	1 207	235	3 257
Total	2 315	2 749	1 632	6 696

* Le programme de l'année 1995 comprend :

- L'achèvement de 29 périmètres en cours d'aménagement sur une superficie de 3188 ha dont 2005 ha irrigués en maîtrise totale et 1183 irrigués en semi-intensif.
- Conclure les études et les marchés pour l'aménagement de 8 projets de petits périmètres irrigués sur une superficie de 4300 ha (ces projets entrent dans le cadre du PISA)

- Préparer les études et les marchés pour la réalisation de 24 nouveaux projets de périmètres irrigués sur une superficie de 1897 ha dont 1237 ha irrigués en maîtrise totale et 750 ha en semi-intensif

Les orientations générales de ce programme ont été identifiées par la DGGR en collaboration avec les CRDA afin d'améliorer la programmation et l'exécution de ces projets. Ces orientations se résument comme suit :

- l'étude préalable de toutes les zones qui peuvent être aménagées afin de limiter les délais de programmation et d'exécution
- intégrer les bénéficiaires dans l'étude et l'exécution de ces projets et créer les AIC avant la fin du projet.

2. Les grands périmètres : Au cours du VIII^e Plan, on a assisté au démarrage de 3 grands projets d'aménagement de grands périmètres irrigués qui sont El Alla-Menzel Jemil du Gouvernorat de Bizerte, Sidi Smaïl du Gouvernorat de Béja et la sauvegarde de la zone agrumicole de Korba-Menzel Témime du Gouvernorat de Nabeul, alors que d'autres projets programmés au cours du VIII^e Plan sont à la recherche de financement ou en cours d'étude.

a/ Aménagement du périmètre El Alla-Menzel Jemil :

- Superficie : 2600 ha
- Coût du projet : 15 MD
- Volume alloué et source d'eau : 16 Mm³ (12 Mm³ prélevés sur l'Oued Medjerda et 4 Mm³ prélevé de la nappe)

Les travaux ont démarré en 1992, et jusqu'au mois de juin 1995 l'état d'avancement des travaux se présente comme suit :

- l'emplacement des conduites frébéton a été achevé à 100 %
- le marché concernant l'équipement des stations de pompage est conclu
- pour les travaux de génie civil : le dépouillement des offres a été effectué concernant la fabrication des conduites en béton et l'appel d'offre pour l'emplacement de ces conduites a été lancé
- pour les autres composantes du projet les offres sont en cours de préparation

Il est prévu que cette zone entre en exploitation au cours de l'année 1997.

a/ Aménagement de la zone de Sidi Smaïl :

- Superficie : 2860 ha
- Coût du projet : 25,4 MD
- Volume alloué et source d'eau : prélevés sur l'Oued Medjerda

- Préparer les études et les marchés pour la réalisation de 24 nouveaux projets de périmètres irrigués sur une superficie de 1897 ha dont 1237 ha irrigués en maîtrise totale et 750 ha en semi-intensif

Les orientations générales de ce programme ont été identifiées par la DGGR en collaboration avec les CRDA afin d'améliorer la programmation et l'exécution de ces projets. Ces orientations se résument comme suit :

- l'étude préalable de toutes les zones qui peuvent être aménagées afin de limiter les délais de programmation et d'exécution
- intégrer les bénéficiaires dans l'étude et l'exécution de ces projets et créer les AIC avant la fin du projet.

2. Les grands périmètres : Au cours du VIII^e Plan, on a assisté au démarrage de 3 grands projets d'aménagement de grands périmètres irrigués qui sont El Alia-Menzel Jemil du Gouvernorat de Bizerte, Sidi Smaïl du Gouvernorat de Béja et la sauvegarde de la zone agrumicole de Korba-Menzel Témime du Gouvernorat de Nabeul, alors que d'autres projets programmés au cours du VIII^e Plan sont à la recherche de financement ou en cours d'étude.

a/ Aménagement du périmètre El Alia-Menzel Jemil :

- Superficie : 2600 ha
- Coût du projet : 15 MD
- Volume alloué et source d'eau : 16 Mm³ (12 Mm³ prélevés sur l'Oued Medjerda et 4 Mm³ prélevé de la nappe)

Les travaux ont démarré en 1992, et jusqu'au mois de juin 1995 l'état d'avancement des travaux se présente comme suit :

- l'emplacement des conduites frébéton a été achevé à 100 %
- le marché concernant l'équipement des stations de pompage est conclu
- pour les travaux de génie civil : le dépouillement des offres a été effectué concernant la fabrication des conduites en béton et l'appel d'offre pour l'emplacement de ces conduites a été lancé
- pour les autres composantes du projet les offres sont en cours de préparation

Il est prévu que cette zone entre en exploitation au cours de l'année 1997.

a/ Aménagement de la zone de Sidi Smaïl :

- Superficie : 2860 ha
- Coût du projet : 25,4 MD
- Volume alloué et source d'eau : prélevés sur l'Oued Medjerda

Les travaux ont démarré réellement en 1993 après avoir enregistré un retard d'une année et l'état d'avancement des travaux se présente comme suit :

- la procurement et l'emplacement de toutes les conduites ont été achevés
- pour les travaux de génie civil et l'équipement des stations de pompage : le dépouillement des offres a été effectué afin de choisir le meilleur,
- pour les autres composantes du projet : les marchés sont en cours de préparation.

L'exploitation de ce périmètre est prévu pour 1997.

b/ Sauvegarde de la zone agrumicole de Korba-Menzel Temime :

- Superficie : 1500 ha
- Coût du projet : 17 MD
- Volume alloué et source d'eau : 3.4 Mm³ prélevés sur le canal Medjerda-Cap Bon.

Les travaux ont démarré réellement en 1993 et l'état d'avancement des travaux se présente comme suit :

- la procurement de toutes les conduites et l'opération de l'emplacement de ces conduites a atteint un taux de 70 %.
- le marché a été conclu avec l'entreprise concernant les travaux de génie civil qui comprend la construction de 2 stations de pompages et un réservoir, alors que pour l'équipement de ces composantes, le dépouillement des offres a été effectué afin de choisir le meilleur.
- pour toutes les autres composantes du projet : tous les appels d'offres ont été lancés.

5. LES PROJETS PROGRAMMES AU COURS DU VIII^e PLAN :

Les projets programmés au cours du VIII^e Plan et qui sont à la recherche d'un financement se résument dans le tableau suivant :

Projets à la recherche d'un financement

Projet	Gouvernorat	Superficie (en ha)
Sauvegarde des agrumes (2 ^e me tranche)	Nabeul	1900
Bouheurtma (3 ^e me tranche)	Jendouba	3000
P.I. de Goubellat	Béja	2800
P.I. sur barrage R'mel	Sousse et Zaghouan	4054

Les projets programmés au cours du VIII^e Plan et en cours d'étude se résument dans le tableau suivant :

Projets en cours d'études

Projet	Gouvernorat	Superficie (en ha)
P.I. Tabarka-Mekna	Jendouba	3500
P.I. sur barrage S. El Barrak	Béja-Bizerte	5000
P.I. sur Barrage Barbara	Jendouba	3000

6. L'ALIMENTATION DES ZONES RURALES EN EAU POTABLE :

Le secteur de l'eau potable a toujours occupé une place importante dans les plans de développement économique et social. Les efforts déployés dans ces dernières années ont visé surtout l'approvisionnement en eau potable des zones rurales, ainsi que l'amélioration de la qualité d'eau desservie et plus particulièrement les conditions d'hygiène.

Les différents programmes annuels d'alimentation des zones rurales en eau potable tendent à faire évoluer le taux de desserte jusqu'à 90 % à l'horizon de l'an 2000.

A la veille du VIII^e Plan, le taux de desserte des zones rurales était de 61,8 %. Le Nord Ouest était la région la moins favorisée avec un taux de desserte de 55,8 %.

L'objectif du VIII^e Plan est de desservir 76 % de la population rurale, soit environ un nombre additionnel de 640.000 habitants.

L'analyse de la situation à la fin 1994 montre que les trois premières années du plan ont permis une amélioration sensible du taux de desserte des zones rurales en eau potable qui a atteint 70,73 % ce qui rapporte le nombre de la population rurales desservis à 2.437.651 habitants, sachant que 36,5 % de cette population sont attaché par le réseau de la SONEDE.

Le programme national d'alimentation des zones rurales en eau potable assuré par les services du Génie Rural du Ministère de l'Agriculture comprend 65 projets couvrant 206 localités pour la desserte de 88 885 habitants avec un montant global qui s'élève à 19 MD.

ANNEXE STATISTIQUE

- I. LA PRODUCTION ET LA VALEUR AJOUTEE
- II. LES INVESTISSEMENTS
- III. LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS
- IV. LA BALANCE COMMERCIALE ALIMENTAIRE
- V. L'EMPLOI AGRICOLE
- VI. L'HYDRAULIQUE AGRICOLE
- VII. LES FORETS ET LES PARCOURS
- VIII. LES GRANDES CULTURES
- IX. L'ARBORICULTURE
- X. LES CULTURES MARAICHIERES
- XI. L'ELEVAGE
- XII. LA PECHE

I - LA PRODUCTION ET LA VALEUR AJOUTEE

- 1-1 Evolution de la production et de la valeur ajoutée de l'agriculture et de la pêche aux prix constants de 1990.
- 1-2 Evolution de la production et de la valeur ajoutée de l'agriculture et de la pêche aux prix courants.
- 1-3 Contribution des différents secteurs à la croissance dans l'agriculture.
- 1-4 Evolution des prix à la production des produits agricoles.

TABLEAU N° I-1

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA VALEUR AJOUTEE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE AUX PRIX CONSTANTS 1990

18-09-1995

Q : 1.000 T

V : M.D.

	Prix 1990	1992		1993		1994		1995*		1996**		Taux de croissance		
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	94/93	95/94	96/95
CEREALICULTURE		2195	471,17	1913,6	411,65	654,3	143,64	620	141,50	1350	292,47	-65,11	-1,49	106,6
- Blé dur	245	1323,1	324,16	1133,6	277,73	436,2	106,87	472	115,64	840	205,80	-61,52	8,21	77,5
- Blé tendre	209	261	54,55	279	58,31	66,4	13,88	59	12,33	166	34,69	-76,20	-11,14	181,1
- Orge	150	569,8	85,47	478	71,70	145	21,75	80	12,00	325	48,75	-69,67	-44,83	306,6
- Triticale	170	41,1	6,99	23	3,91	6,7	1,14	9	1,53	19	3,23	-70,87	34,33	111,1
ARBORICULTURE			760,68		656,02		715,93		492,32		516,98	9,13	-31,23	5,0
- Olives à huile	275	1325	364,38	675	185,63	1050	288,75	350	96,25	300	82,50	55,56	-66,67	-14,2
- Agrumes	313	185,3	58,00	281	87,95	208	65,10	194	60,72	200	62,60	-25,98	-6,73	3,3
- Raisin de cuve	290	47	13,63	48	13,92	45	13,05	40	11,60	45	13,05	-6,25	-11,11	12,2
- Raisin de table	595	50	29,75	60	35,70	55	32,73	60	35,70	62	36,89	-8,33	9,09	3,2
- Amandes	1270	45	57,15	47	59,69	52	66,04	35	44,45	45	57,15	10,64	-32,69	28,2
- Abricots	520	20	10,40	24	12,48	26,5	13,78	26	13,52	27	14,04	10,42	-1,89	3,5
- Dattes	1125	75	84,38	86	96,75	74	83,25	84	94,50	86	96,75	-13,95	13,51	2,2
- Autres fruits	550	260	143,00	298	163,90	278,6	153,23	246,5	135,58	280	154,00	-6,51	-11,52	13,3
MARAICHAGE			333,55		308,43		323,10		324,01		346,82	4,76	0,28	7,0
- Pomme de terre	196	218	42,73	200	39,20	210	41,16	250	49,00	265	51,94	5,00	19,05	6,0
- Tomate	103	550	56,65	420	43,26	480	49,44	580	59,74	620	63,86	14,29	20,83	6,0
- Artichaut	430	12	5,16	13	5,59	17	7,31	22	9,46	22	9,46	30,77	29,41	0,0
- Piment	355	190	67,45	180	63,90	165	58,58	150	53,25	160	56,80	-8,33	-9,09	6,0
- Melons-pastèques	167	380	53,46	330	55,11	375	62,63	300	50,10	360	60,12	13,64	-20,00	20,0
- Autres légumes	218	450	98,19	465	101,37	477	103,99	470	102,46	480	104,64	2,58	-1,47	2,2
ELEVAGE			652,84		693,99		718,33		744,01		773,03	3,51	3,58	3,5
- Bovins (vifs)	1640	72,5	118,90	79,8	130,87	82	134,48	84	137,76	86	141,04	2,76	2,44	2,2
- Ovins (vifs)	2087	76,8	160,28	82	171,13	84	175,31	83	173,22	84	175,31	2,44	-1,19	1,1
- Caprins (vifs)	2100	14,3	30,03	15,2	31,92	16	33,60	13	27,30	15	31,50	5,26	-18,75	15,0
- Volailles (vifs)	1307	68,4	89,40	71,2	93,06	69,7	91,10	73	95,41	75	98,03	-2,11	-4,73	2,2
- Autres viandes (vifs)	1120	20,1	22,51	26	29,12	25,3	28,34	29	32,48	30	33,60	-2,69	14,62	3,3
- Oeufs (millions)	68	1078	73,30	966	65,69	1041	70,79	1164	79,15	1200	81,60	7,76	11,82	3,3
- Lait	290	450	130,50	486	140,94	523	151,67	565	163,85	600	174,00	7,61	8,03	6,0
- Autres produits	2233	12,5	27,91	14	31,26	14,8	33,05	15,6	34,83	17	37,96	5,71	5,41	8,0
DIVERS			81,70		80,11		49,84		58,37		94,80	-37,79	17,12	62,0
- Fèves-féveroles	320	47	15,04	43	13,75	16,4	5,25	26,4	8,45	43	13,76	-61,86	60,98	62,0
- Pois-poichiches	960	37	35,52	33	31,68	15	14,40	11	10,56	40	38,40	-54,55	-26,67	26,3
- Betterave à sucre	30	290,7	8,72	245	7,35	231,5	6,95	267,5	8,03	300	9,00	-5,51	15,55	12,0
- Tabac	850	5,5	4,68	5,8	4,93	2,9	2,47	3,9	3,32	4	3,40	-50,00	34,48	2,0
- Alfa	51	25	1,28	30	1,53	37	1,89	40	2,04	42	2,14	23,33	8,11	5,0
- Liège	109,4	7	0,77	8,8	0,96	8,2	0,90	9	0,98	10	1,09	-6,82	9,76	11,0
- Autres produits			15,70		19,90		18,00		25,00		27,00	-9,55	38,89	8,0
PECHE		88,5	154,25	83,3	148,08	87,1	143,42	87	135,24	90	140,10	-3,15	-5,70	3,0
- Côtière	2317	39,6	91,75	36,1	83,64	31,5	72,99	28	64,88	29	67,19	-12,72	-11,11	3,0
- Au chalut	2169,6	15,9	34,35	17,8	38,46	16,8	36,30	17	36,73	18	38,89	-5,62	1,19	5,0
- Au feu	386,8	28,8	11,14	25,2	9,75	33,3	12,88	37	14,31	38	14,70	32,14	11,11	2,0
- Autres	3864,4	4,2	17,00	4,2	16,23	5,5	21,25	5	19,32	5	19,32	30,95	-9,09	0,0
VALEUR DE LA PRODUCTION		2454,17		2298,29		2094,25		1895,45		2164,21		-8,9	-9,5	1,0
VALEUR DES INTRANTS		535,8		483,80		458,10		406,40		489,20				
VALEUR AJOUTEE		1918,37		1814,49		1636,15		1489,05		1675,01		-9,8	-9,0	1,0

* Prévisions

TABLEAU N° 1-1'

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA VALEUR
AJOUTEE DE L'AGRICULTURE ET LA PECHE (prix 1990)
Nomenclature de la comptabilité nationale

Q en 1 000 Tonnes
V en M.D.

	Prix 1990	1992		1993		1994		1995		1996*		Accroissement			
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	95/94	96/95		
11- CEREALES			492,64		435,36		179,92		172,16		323,62		-4,31	87,98	
111- Blé tendre	209	250	52,25	271,6	56,76	66,4	13,88	59	12,33	159	33,23	-11,14	169,4		
112- Blé dur	245	1259,2	308,50	1100,6	269,65	436,2	106,87	472	115,64	800	196,00	8,21	69,4		
113- Orge	150	569,8	85,47	478	71,70	145	21,75	80	12,00	325	48,75	-44,83	306,2		
115- Autres céréales	186,4	72	13,42	55	10,25	72	13,42	60	11,18	100	18,64	-16,67	66,6		
116- Paille autres s-produits	30	1100	33,00	900	27,00	800	24,00	700	21,00	900	27,00	-12,50	28,5		
12- LEGUMINEUSES			52,33		49,17		27,11		22,74		58,23		-16,13	156,04	
121- Fèves et légumineuses	320	47	15,04	43	13,76	16,4	5,25	26,4	8,45	43	13,76	60,98	62,8		
122- Pois et pois chiche	960	37	35,52	33	31,68	15	14,40	11	10,56	40	38,40	-26,67	263,6		
123- Légumineuses diverses	933,4	1,9	1,77	4	3,73	8	7,47	4	3,73	6,5	6,07	-50,00			
13- FOURRAGES			59,20		60,80		20,90		30,20		31,20		44,50	3,31	
131- Foin	100	590	59,00	603	60,30	200	20,00	294	29,40	300	30,00	47,00	2,0		
132- Luzerne			0,00		0,00		0,00		0,00		0,00				
133- Fourrages divers			0,20		0,50		0,90		0,80		1,20	-11,11	50,0		
14- CULTURES INDUST.			21,44		20,98		18,64		20,50		22,13		10,01	7,9	
141- Betterave à sucre	30	290,7	8,72	245	7,35	231,5	6,95	267,5	8,03	300	9,00	15,55	12,1		
142- Tabac brut	850	5,5	4,68	5,8	4,93	2,9	2,47	3,9	3,32	4	3,40	34,48			
143- Coton	650	1,6	1,04	2	1,30	2,5	1,63	2,4	1,56	2,5	1,63	-4,00			
146- Plantes textiles			2,40		2,60		2,70		2,70		2,90	0,00	7,4		
147- Autres prdts industriels			4,60		4,80		4,90		4,90		5,20	0,00	6,1		
21- FRUITS			770,80		664,89		726,21		501,99		526,91		-30,87	4,9	
211- Olives à huile	275	1325	364,38	675	185,63	1050	288,75	350	96,25	300	82,50	-66,67	-14,2		
212- Olives de table	825	15	12,38	14,1	11,63	13	10,73	6,5	5,36	8,5	7,01	-50,00	30,7		
221- Agrumes	13	175,9	55,06	266,7	83,48	197,5	61,82	194	60,72	194	60,72	-1,77	0,0		
223- Raisin de cuve	290	47	13,63	48	13,92	45	13,05	40	11,60	45	13,05	-11,11	12,5		
224- Raisin de table	595	50	29,75	60	35,70	55	32,73	60	35,70	62	36,89	9,09	3,3		
225- Dattes	1125	75	84,38	86	96,75	74	83,25	84	94,50	86	96,75	13,51	2,3		
227- Amandes	1279	32	52,1	37	59,69	52	66,04	35	44,45	45	57,15	-32,69	28,5		
228- Macarons	520	20	10,40	24	12,48	26,5	13,78	26	13,52	27	14,04	-1,89	3,8		
229- Fruits divers	550	245	134,75	283,9	156,15	265,6	146,08	240	132,00	271,5	149,33	-9,64	13,1		
230- Figues de barbarie	526	17	8,94	18	9,47	19	9,99	15	7,89	18	9,47	-21,05	20,0		
31- LEGUMES			316,19		293,59		308,04		306,26		328,36		-0,58	7,2	
311- Pomme de terre	196	202,7	39,73	186	36,46	195,3	38,28	232,6	45,59	246,5	48,31	19,10	5,9		
312- Tomates	103	511,5	52,68	390,1	40,18	445,9	45,93	538,5	55,47	575,7	59,30	20,77	6,9		
313- Piments	355	190	67,45	180	63,90	165	58,58	150	53,25	160	56,80	-9,09	6,6		
314- Melons-pastèques	167	334,4	55,84	290,4	48,50	330,1	55,13	264,1	44,10	316,9	52,92	-19,99	19,9		
315- Artichaut	430	12	5,16	13	5,59	17	7,31	22	9,46	22	9,46	29,41	0,0		
316- Oignon	242	232,5	56,27	251	60,74	260	62,92	220	53,24	228,8	55,37	-15,38	4,0		
317- Autres	210	186	39,06	182	38,22	190	39,90	215	45,15	220	46,20	13,16	2,3		
41- PROD. AGRIC. DIV.			20,60		21,30		22,00		19,70		22,90		-10,45	16,2	
411- Fleurs, plantes diverses			7,60		7,70		7,80		9,00		9,10	15,38	1,1		
412- Semences et plants			12,10		12,60		13,10		9,50		12,50	-27,48	31,5		
413- Services annexes			0,90		1,00		1,10		1,20		1,30	9,09	8,3		
51- PROD. ELE. VAGE			676,80		777,86		712,24		771,16		823,11		8,27	6,7	
511- Bovins	1640	73,2	120,05	89,1	146,12	82,2	134,81	83	136,12	87	142,68	0,97	4,8		
513- Ovins	2087	76,8	160,28	99,7	208,07	69,3	144,63	83	173,22	91,1	190,13	19,77	9,7		
514- Caprins	2100	14,3	30,03	17,7	37,17	14,7	30,87	13	27,30	16,2	34,02	-11,56	24,6		
515- Animaux divers	1120	9,1	10,19	9,6	10,75	8,8	9,86	11	12,32	10	11,20	25,00	-9,0		
516- Lait frais	290	449,1	130,24	486	140,94	523	151,67	565	163,85	600	174,00	8,03	6,1		
517- Laine brute, pois	1700	8,4	14,28	8,5	14,45	8,6	14,62	8,7	14,79	8,8	14,96	1,16	1,4		
522- Volailles	1307	69,2	90,44	71,2	93,06	69,7	91,10	73	95,41	75	98,03	4,73	2,7		
523- Oeufs	68	1091	74,19	966	65,69	1041	70,79	1164	79,15	1200	81,60	11,82	3,0		
527- Animaux divers			13,60		16,80		18,40		20,00		23,00	8,70	15,0		
528- Dinde	2000	11	22,00	16,4	32,80	16,5	33,00	18	36,00	20	40,00	9,09	11,1		
529- Fumier	10	1150	11,50	1200	12,00	1250	12,50	1300	13,00	1350	13,50	4,00	3,8		
61- PROD. FORESTIERS			45,67		46,43		47,12		49,95		50,76		6,02	1,6	
611- Bois brut			19,40		19,50		19,60		20,00		20,20	2,04	1,0		
612- Liège brut	109,4	7	0,77	8,8	0,96	8,2	0,90	9	0,98	10	1,09	9,76	11,1		
613- Charbon de bois	298	81,3	24,23	82	24,44	83	24,73	85	25,33	86	25,63	2,41	1,1		
614- Alfa	51	25	1,28	30	1,53	37	1,89	40	2,04	42	2,14	8,11	5,0		
615- Autres prod. végétaux			1,60		1,70		1,60		1,70		1,70		6,2		
81- PROD. DE LA MER			88,5		153,48		83,3		143,42		90		140,10	-5,70	3,6
816- Pêche côtière	2317	39,6	91,75	36	83,41	31,5	72,99	28	64,88	29	67,19	-11,11	3,5		
817- Pêche au chalut	2160,6	15,9	34,35	17,8	38,46	16,8	36,30	17	36,73	18	38,89	1,19	5,8		
818- Pêche au feu	386,8	28,8	11,14	25,3	9,79	33,3	12,88	37	14,31	38	14,70	11,11	2,7		
819- Autres	894,4	4,2	16,23	4,2	16,23	5,5	21,25	5	19,32	5	19,32	-9,09	0,1		
VALEUR DE LA PRODUCTION			2609,16		2518,26		2205,59		2029,91		2327,32		-7,97	14,6	
VALEUR DES INTRANTS			589,56		605,66		482,5		462,1		563,3		-4,23	21,9	
VALEUR AJOUTEE			2019,60		1912,6		1723,09		1567,81		1764,02		-9,01	12,5	
Previsions															

TABLEAU N° 1-2

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA VALEUR AJOUTEE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE AUX PRIX COURANTSQ : 1 000 T
V : M.D.

	1992		1993		1994		1995		1996*		Taux de croissance		
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	94/93	95/94	96/95
CFREALICULTURE	2195	495,19	1913,6	433,12	654,3	151,24	620	161,49	1350	322,82	-65,08	6,78	99,90
- Blé dur	1323,1	344,01	1133,6	294,74	436,2	113,41	472	129,80	840	231,00	-61,52	14,45	77,97
- Blé tendre	261	58,73	279	62,78	66,4	14,94	59	14,16	166	39,84	-76,29	-5,22	181,36
- Orge	569,8	85,47	478	71,70	145	21,75	80	16,00	325	48,75	-69,67	-26,44	204,69
- Triticale	41,1	6,99	23	3,91	6,7	1,14	9	1,53	19	3,23	-70,87	34,33	111,11
ARBORICULTURE		871,16		737,19		799,24		614,53		672,46	8,42	-23,11	9,43
- Olives à huile	1325	434,73	675	204,53	1050	283,50	350	124,25	300	120,00	38,61	-56,17	-3,42
- Agrumes	185,3	62,26	281	87,11	208	75,92	194	71,78	200	76,00	-12,85	-5,45	5,88
- Raisin de cuve	47	15,51	48	16,80	45	16,20	40	14,80	45	17,10	-3,57	-8,64	15,54
- Raisin de table	50	29,00	60	37,20	55	33,00	60	39,00	62	42,16	-11,29	18,18	8,10
- Amandes	45	62,10	47	70,50	52	85,80	35	59,50	45	78,75	21,70	-30,65	32,35
- Abricots	20	11,46	24	14,40	26,5	16,43	26	16,51	27	17,55	14,10	0,49	6,30
- Dattes	75	97,50	86	120,40	74	107,30	84	126,00	86	133,30	-10,88	17,43	5,79
- Autres fruits	260	158,60	298	186,25	278,6	181,09	246,5	162,69	280	187,60	-2,77	-10,16	15,31
MARAICHAGE		351,98		347,04		378,83		399,66		440,98	9,16	5,50	10,34
- Pomme de terre	218	43,60	200	42,00	210	48,30	250	62,50	265	68,90	15,00	29,40	10,24
- Tomate	550	60,50	420	48,30	480	57,60	580	75,40	620	86,80	19,25	30,90	15,12
- Artichaut	12	6,18	13	6,76	17	8,93	22	11,66	22	11,88	32,03	30,64	1,89
- Piment	190	72,20	180	75,60	165	70,95	150	67,50	160	73,60	-6,15	-4,86	9,04
- Melons-pastèques	380	57,00	330	51,15	375	61,88	300	51,00	360	63,00	20,97	-17,58	23,53
- Autres légumes	450	112,50	465	123,23	477	131,18	470	131,60	480	136,80	6,45	0,32	3,95
ELEVAGE		724,23		801,34		830,46		927,78		1005,80	3,63	11,72	8,41
- Bovins (vifs)	72,5	136,30	79,8	157,61	82	157,85	84	189,00	86	202,10	0,16	19,73	6,93
- Ovins (vifs)	76,8	182,02	82	198,44	84	198,24	83	215,80	84	231,00	-0,10	8,86	7,04
- Caprins (vifs)	14,3	33,89	15,2	36,78	16	37,76	13	33,80	15	41,25	2,65	-10,49	22,04
- Volailles (vifs)	68,4	101,23	71,2	108,22	69,7	110,13	73	120,45	75	131,25	1,76	9,37	8,97
- Autres viandes (vifs)	20,1	25,93	26	34,06	25,3	33,40	29	38,57	30	42,00	-1,95	15,49	8,89
- Oeufs (millions)	1078	77,62	960	77,28	1041	88,49	1164	98,94	1200	103,20	11,50	11,82	4,31
- Lait	450	135,00	486	150,66	523	162,13	565	186,45	600	204,00	7,61	15,00	9,41
- Autres produits	12,5	32,25	14	38,29	14,8	42,48	15,6	44,77	17	51,00	10,93	5,41	13,91
DIVERS		93,42		93,47		68,21		70,75		118,42	-27,02	3,72	67,38
- Fèves-fèves sèches	47	17,39	43	16,13	16,4	6,40	26,4	10,82	43	18,06	-60,33	69,23	66,85
- Pois-poisiches	37	41,07	33	36,96	15	18,00	11	13,42	40	50,60	-51,30	-25,44	272,58
- Betterave à sucre	290,7	10,17	245	8,58	231,5	8,80	267,5	10,17	300	12,00	2,59	15,55	18,05
- Tabac	5,5	4,68	5,8	4,93	2,9	2,47	3,9	3,32	4	3,92	-50,00	34,48	18,25
- Alfa	25	1,50	30	1,89	37	2,41	40	2,72	42	2,94	27,25	13,10	8,09
- Liège	7	0,91	8,8	1,19	8,2	1,15	9	1,31	10	1,50	-3,37	13,68	14,91
- Autres produits		17,70		23,80		29,00		29,00		30,00	21,85	0,00	3,45
PECHE	88,5	176,04	83,3	168,26	87,1	176,75	87	172,55	90	188,85	5,05	-2,38	9,45
- Côtière	39,6	106,33	36,1	92,13	31,5	88,64	28	79,80	29	87,00	-3,79	-9,57	9,02
- Au chalut	15,9	34,09	17,8	39,94	16,8	40,40	17	42,50	18	47,70	1,13	5,21	12,24
- Au feu	28,8	21,64	25,2	21,13	33,3	23,15	37	27,75	38	30,40	9,54	19,89	9,55
- Autres	4,2	13,98	4,2	15,06	5,5	24,57	5	22,50	5	23,75	63,20	-8,44	5,56
VALEUR PRODUCTION	2712,02		2580,41		2404,73		2346,76		2749,33		-6,81	-2,41	17,15
VALEUR INTRANTS	631,10		553,1		454,90		408,80		465,30		-17,75	-5,30	8,01
VALEUR AJOUTEE	2081		2027		1950		1916		2284		-3,82	-1,74	19,21

* Previsions

TABLEAU N° I-3

CONTRIBUTION DES DIFFERENTS SECTEURS
A LA CROISSANCE DANS L'AGRICULTURE
(aux prix constants de 1990)

	VALEUR DE LA PRODUCTION						CONTRIB. CROISSANCE				
	1992	1993	1994	1995	1996*		93/92	94/93	95/94	96/95	
CEREALICULTURE	471,17	411,65	143,60	141,50	292,47		-2,07	-12,87	-0,10	7,02	
ARBORICULTURE	760,68	656,02	715,93	492,32	516,98		-3,64	2,88	-10,12	1,15	
MARAICHAGE	333,55	308,43	323,10	324,01	346,82		-0,87	0,70	0,04	1,06	
ELEVAGE	652,84	693,99	718,33	744,01	773,03		1,43	1,17	1,16	1,35	
PECHE	154,25	148,08	143,42	135,24	140,10		-0,21	-0,22	-0,37	0,23	
DIVERS	81,70	80,11	49,84	58,37	94,80		-0,06	-1,45	0,39	1,69	
T O T A L	2454,19	2298,28	2094,22	1895,45	2164,20		-5,42	-9,80	-9,00	12,50	
VALEUR DES INTRANTS	535,80	483,80	458,10	406,40	489,20						
VALEUR AJOUTEE	1918,39	1814,48	1636,12	1489,05	1675,00						

TABLEAU N° 1-4

EVOLUTION DES PRIX A LA PRODUCTION
DES PRODUITS AGRICOLES

en D/T

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996*
CEREALICULTURE								
- Blé dur	225	245	245	260	260	260	275	275
- Blé tendre	199	209	209	225	225	225	240	240
- Orge	145	150	150	150	150	150	200	150
- Triticale	170	170	170	170	170	170	170	170
ARBORICULTURE								
- Olives à huile	240	275	303,2	328,1	303	270	355	400
- Agrumes	243	313	343	336	310	365	370	380
- Raisin de cuve	255	290	310	330	350	360	370	380
- Raisin de table	510	595	570	580	620	600	650	680
- Amandes	1194	1270	1550	1380	1500	1650	1700	1750
- Abricots	415	520	560	573	600	620	635	650
- Dattes	1098	1125	1200	1300	1400	1450	1500	1550
- Autres fruits	510	550	595	610	625	650	660	670
MARAICHAGE								
- Pomme de terre	198	196	200	200	210	230	250	260
- Tomate	119	103	99,5	110	115	120	130	140
- Artichaut	273	430	460	515	520	525	530	540
- Piment	330	355	378	380	420	430	450	460
- Melon-pasteque	220	167	159	150	155	165	170	175
- Autres légumes	169	218	235	250	265	275	280	285
ELEVAGE								
- Bovins (vifs)	1612	1640	1760	1880	1975	1925	2250	2350
- Ovins (vifs)	1995	2087	2220	2370	2420	2360	2600	2750
- Caprins (vifs)	1900	2100	2253	2370	2420	2360	2600	2750
- Volailles (vifs)	1302	1307	1390	1480	1520	1580	1650	1750
- Autres viandes (vifs)	1044	1120	1210	1290	1310	1320	1330	1400
- Œufs (l'unité)	67	68	70	72	80	85	85	86
- Lait	260	290	295	300	310	310	330	340
- Autres produits d'élevage	2180	2233	2412	2580	2735	2870	2870	3000
DIVERS								
- Fèves et féveroles	302	320	350	370	375	390	410	420
- Pois et poisiche	900	960	1040	1110	1120	1200	1220	1250
- Betterave à sucre	29	30	32	35	35	38	38	40
- Tabac	945	850	850	850	850	850	850	980
- Alfa	55	51	57	60	63	65	68	70
- Licge	55	109,4	115	130	135	140	145	150
PÊCHE								
- Côtière	2432	2317	2620,5	2685	2552,1	2813,9	2850	3000
- Au chalut	2445	2160,6	2030,1	2144,3	2244	2404,5	2500	2650
- Au feu	354	386,8	572,7	751,3	838,5	695,1	750	800
- Autres	3472	3864,4	3538,7	3328,9	3585,2	4468,1	4500	4750

* Prévisions

II - LES INVESTISSEMENTS

- II - 1 Evolution des investissements agricoles totaux.
- II - 2 Evolution des investissements agricoles : Branche : Administration Publique.
- II - 3 Evolution des investissements agricoles : Branche : Entreprise Publiques.
- II - 4 Evolution des investissements agricoles : Branche : Entreprises Privées.

TABLEAU N° II-1

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES
(aux prix courants)

en 1000 D

	1990	1991	1992	1993	1994	1995*	1996**
Hydraulique	126935	124833	140810	151873	172336	232358	294721
Elevage	42210	50352	57640	63459	45843	81940	89378
Pêche	45172	47074	46988	15759	21887	24590	28036
Matériel agricole	33824	43916	65641	89105	61424	60600	80000
Arboriculture	50750	58085	49350	40737	49094	59190	69500
Etudes, recherche et vulg.	7056	7438	7021	7058	13128	12010	9402
Forêts.	22501	25594	22448	29855	36412	45789	49920
CES	18098	20599	32249	33154	38319	45822	49070
P. D. R. I.	16300	16700	8047	6921	16100	25000	35000
PRD	7300	4530	5030	5988	5488	6500	11000
Divers	19013	20978	24012	39034	59809	68285	95973
T O T A L	389159	425099	459236	482943	519840	662084	812000
INVEST. GLOBAUX	2525000	2892000	3373000	3739000	3968000	4283000	4805000
PART DE L'AGRICULT.	15,41	14,70	13,62	12,92	13,10	15,46	16,90

TABLEAU N° II-2

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES
 Branche : Administration Publique
 Répartition par activité

en 1.000 D

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996*
I. ADMINISTRATION	167977	173759	188062	204062	258025	338909	403000
I.1 HYDRAULIQUE	85325	80733	100482	111041	127347	180378	222221
- Barrages et conduites	16694	20848	30621	34345	58661	96736	137660
- Equipement des PPI	35076	26243	17439	14821	9702	7775	8272
- Assainissement agricole	903	71	436	761	963	680	1900
- Matériel hydraulique	6427	4619	3226	2794	8753	4610	4740
- Etudes hydrauliques	5229	7993	15340	13374	12155	18960	15979
- Eau potable rurale (GR)	10891	8832	19239	23706	19698	20916	20077
- Régime Maatoug							
- Aménagement PPI	9585	11131	13279	21042	16175	30701	33593
- Consolidation de PPI	520	996	902	200	1240		
I.2 DEVELOP. DE L'ELEVAGE	2219	4778	3959	4288	5934	4945	5040
- Vulgarisation et santé animale	2013	2218	2291	2137	2372	2809	3115
- Développement de l'élevage	206	2560	1668	2151	3562	2136	1925
I.3 PECHE	7172	9074	7088	4854	7462	9310	9216
- Infrastructure portuaire	3702	6511	5131	4155	6291	7935	8916
- Développement de la Pêche	1027	1056	583	370	985	245	300
- Amélioration infrast. portuaire	2443	1507	1374	329	186	1130	0
I.4 ARBORICULTURE	1695	1915	1983	1611	0	0	0
- Projet FIDA Sidi Bouzid	695	906	621	1479	0	0	0
- Projet arboricole à Gafsa	1000	1000	714	132	0	0	0
- Autres	0	9	648	0	0	0	0
I.5 ETUDES, RECHER. et VUL	6591	7116	6580	6626	12686	11545	8939
- E. R. V. agricole	5524	3314	2550	2398	4762	5686	6276
- Vulgarisation (CRIDA)	1067	3802	4030	4228	7924	5859	2663
I.6 FORETS	22501	25594	22448	28889	35647	43989	48305
- Programme normal	6789	1144	453	1226	961	1269	1250
- Projet dévelop. forestier	6567	3310	3566	4694	8790	0	0
- Projet dévelop. forestier (2ème)					447	12000	18000
- Plan national des forêts et AP.	9100	21140	18429	22965	23284	27770	26305
- Projet intégré Sidi M'haddheb					965	1450	1000
- Projet dev. ress. fourragères				4	1200	1500	1750
- Projet lutte désert. Sidi Bouzid	45						
I.7 C.E.S	16518	19299	30717	32154	37394	42912	44570
- Programme normal	4036	1257	847	1223	224	682	530
- Stratégie nationale de CES	11230	16866	24826	21598	30830	36756	42600
- Dévelop. intégré Mellègue	771	700	1560	3468	2856	1174	0
- Dévelop. intégré Souassi	100	476	2986	762	1456	0	0
- Projet Sidi M'haddheb			498	5103	2028	4300	1440
- Projet dev. S.O. du Kef	381						
I.8 PDRI	16200	16700	8047	6921	16100	25000	35000
I.9 PRD	7300	4530	5030	5988	5488	6500	11000
- Eau potable GR	0	3250	3750	3988	2988	3500	0
- Eau potable rurale	4300	1280	1280	2000	2500	3000	6000
- Forêt	3000						5000
I.10 DIVERS	2356	4020	1728	1690	9967	14330	18709
- Dévelop. intégré Mellègue		700	348	424	1488	682	1400
- Dévelop. Sud-Ouest du Kef	767	2154	570	1230	517	0	50
- Dévelop. intégré Souassi	1400	818	750	0	469	1700	1300
- Pr. intégré S. Mhaddheb (FIDA)					5790	4460	1660
- Pr. dev. N.O. Kairouan					1200	2000	5500
- Projet dev. Siliana							2300
- Pr. dev. N.O. Sidi Bouzid							1250
- Projet Hencha							650
- Autres	189	348	60	36	503	5488	4599

TABLEAU N° II-2
(Suite)

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES
Branche : Administration Publique
Répartition par activité

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996*
II.E.P.i.C	8633	10403	14636	13238	13883	24155	26000
II.1. Hydraulique agricole	2000	3600	5323	4400	6000	6000	6000
- Office de Regime Maâtoug	2000	3600	5328	4400	6000	6000	6000
II.2. Elevage	3071	3893	4395	3998	4045	13085	13658
- Office sylvo-pastoral	2851	3708	4305	3998	3942	13000	13520
- FNARC	220	185	90	0	103	85	138
II.3. Arboriculture							
- Office de mise en valeur							
II.4. Etudes, Rech./vulg.	465	322	441	432	442	465	463
- Office de mise en valeur							
- IRA	200	189	189	232	250	150	200
- ARAPPI	265	133	252	200	192	315	263
II.5. Forêts	0	0	0	966	765	1800	1615
- Office de mise en valeur							
- Office sylvo-pastoral				966	765	1800	1615
II.6. C.E.S							
- Office de mise en valeur							
II.7. Divers	3097	2588	4472	3442	2631	2805	4264
- Office de mise en valeur							
- ODS	2875	2285	4250	2960	2032	2025	3100
- APIA	120	203	185	400	538	700	500
- GIAF	102	100	37	82	61	80	0
- Société le Canal							
- Autres							664
T O T A L	176610	184162	202698	217300	271908	363064	429000
TOTAL INVEST. AGRIC.	389159	425099	459236	482943	519840	662084	812000
PART ADMINISTRATION	45,38	43,32	44,14	44,99	52,31	54,84	52,83

* Prévisions

TABLEAU N° II-3

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES
Branche : Entreprises Publiques

en 1000 D

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996*
HYDRAULIQUE	1610	500	0	432	989	980	1500
- O. T. D.	1610	500		432	989	980	1500
ELEVAGE	14920	11681	6286	5173	5864	7910	10680
- O. T. P.	6096	4211	3641	3595	5519	6840	9180
- O. T. D.	1224	800	1095	578	345	1070	1500
- Stés de mise en valeur	7600	6670	1550	1000			
PECHE				1005	2425	3280	3820
- Projet APIP				1005	2425	3280	3820
MATERIEL AGRICOLE	2824	4106	5041	3505	6424	3600	2000
- SONAM	954	1257	1154	1282	1500	0	0
- SONAPROV	220	105	0	0	0	0	0
- O. T. D.	1050	2500	3222	2223	4924	3600	2000
- Stés de mise en valeur	600	244	665				
ARBORICULTURE	2690	3280	2367	3926	4094	1190	1500
- O. T. D.	1850	1500	1367	626	594	690	1500
- Stés de mise en valeur	840	1780	1000	3300	3500	500	
FORETS ET C.E.S.	580	300	232	0	125	910	500
- O. T. D.	580	300	232		125	910	500
DIVERS	4925	5070	2612	1602	5011	1150	3000
- O. T. D.	1825	1400	912	764	4011	1150	3000
- Stés de mise en valeur	3100	3670	1700	838	1000		
TOTAL	27549	24937	16538	15643	24932	19020	23000
TOTAL INVEST. AGRICOLES	389159	425099	459236	482943	519840	662084	812000
PART ENTREP. PUBLIQUES	7,08	5,87	3,60	3,24	4,80	2,87	2,83

* Prévisions

TABLEAU N° II-4

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES
Branche : Entreprises Privées

en 1000 D

	1990	1991	1992	1993	1994	1995*	1996**
HYDRAULIQUE	38000	40000	35000	36000	38000	45000	65000
ELEVAGE	22000	30000	43000	50000	30000	56000	60000
ARBORICULTURE	46365	52890	45000	35200	45000	58000	68000
MATERIEL AGRICOLE	31000	44810	60600	85600	55000	57000	78000
PECHE	38000	38000	39900	9900	12000	12000	15000
FORÊTS ET C.E.S.	1000	1000	1300	1000	800	2000	4000
DIVERS	8635	9300	15200	32300	42200	50000	70000
T O T A L	185000	216000	240000	250000	223000	280000	360000
TOTAL INVEST. AGRICOLES	389159	425099	459236	482943	519840	662084	812000
PART ENTREP. PRIVEES	47,54	50,81	52,26	51,77	42,90	42,29	44,33

* Réalisations probables; **Prévisions

III - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

AGRICOLES

TABLEAU N° III

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES

en 1000 D

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996*
TRESOR	163655	173784	193008	184632	198380	243435	277556
- Administration	112798	122487	138494	140673	160014	187165	218288
- Entrep. Publiques	1356	3204	2692	3282	6122	6670	5268
- Entrep. Privées	49501	48093	51822	40677	32244	49600	54000
FINANC. EXTERIEUR	55377	50800	54983	67165	101572	164349	198170
- Administration	47829	47783	54034	65847	100045	160899	191840
- Entrep. Publiques	5548	1017	949	1318	1527	3450	6330
- Entrep. Privées	2000	2000					
CREDITS BANCAIRES	67990	92016	87420	96000	91461	121800	142300
- Entrep. Publiques	11856	11222	4533	3095	3461	6800	2300
- Entrep. Privées	56134	80794	82887	92905	88000	115000	140000
FONDS PROPRES	86154	94607	113655	124366	116578	117500	175102
- Entrep. Publiques	8789	9494	8364	7948	13822	2100	9102
- Entrep. Privées	77365	85113	105291	116418	102756	115400	166000
FONDS /CONC./SPECIAUX	15983	13892	10170	10780	11849	15000	18872
- Administration	15983	13892	10170	10780	11849	15000	18872
TOTAL	389159	425099	459236	482943	519840	662084	812000

* Prévisions

IV - LA BALANCE COMMERCIALE ALIMENTAIRE

TABLEAU N° IV

BALANCE COMMERCIALE ALIMENTAIRE

Q: en 1.000 T
V: en MD.

	1990		1991		1992		1993		1994		1995		1996*	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
IMPORTATIONS														
- Blé dur	183,5	428,4	119	310,9	57,4	380	28,7	418,1	39,5	542,6	711,4	823,9	600	790,9
- Blé tendre	714,1	94,1	559	48,3	596,2	8,1	686,1	85,6	802	89,6	948,1	142,9	640	126,5
- Orge	127,7	16,8	4	0,6	4,8	72	29,8	2,9	454,1	37,8	475,1	144,3	350	102,3
- Maïs	293,3	35,6	238	30,2	343,3	0,7	290	36,6	254	33	297,8	38,7	290	39,6
(total céréales)	1319	176,5	920	94,8	1002	118,5	1035	129,9	1550	172	2432	375,3	1880	306,6
- Lait et dérivés	30,4	42,5	21	27	34	51,3	45,6	53,9	32,8	40,4	25	50,6	27	57,4
- Viandes	14	23,5	15	21,2	17,4	26,7	11,3	19	7,8	13,4	6,19	13,6	7	16,1
- Huiles alimentaires	129,6	53,2	136	56	135,8	52,4	141	65,6	153,7	91,6	176,4	111,0	180	118,9
- Pomme de terre	26,1	8,4	35	10,7	17,5	5,2	52,8	11,6	37,1	12,7	64	24,8	64	26,0
- Thé et café	17,2	22,3	18	24,6	21	25,6	16,6	23	21,8	34,5	15,3	35,0	15,3	36,8
- Sucre	207,9	70,9	168	44,6	234,5	58,5	212,9	61,8	283,9	93,7	187,4	68,6	190	73,0
- Autres produits		31,1		32		41,8		53,3		84,5		145,0		156,0
EXPORTATIONS														
- Huile d'olive	49,7	317,9	158	494,7	96,5	335,5	122,6	399,1	192,9	551,9	90,2	462	40	445
- Produits de la mer	17,36	106,9	14	266,8	12,3	138,5	15,7	177,3	13,5	305,2	10	216,6	12	101,8
- Dattes	18	101,1	19	79,5	17,1	69,2	18,5	89,8	20,8	82,6	20,8	75,0	22	95,4
- Agrumes	29,3	44,5	26	48,7	20,4	43,6	23,5	47,7	21	56,8	25,2	58,3	28	65,4
- Préparation & farine de céréales	3,97	9,8	55,8	10,4	35	8	38,4	9,6	76,7	7,7	108,7	10,6	170	12,4
- Vins et liqueurs	9	9,4	10,5	26,4	9,3	19,5	8,7	19,9	14,7	29,9	9,8	39,8	15	75,0
- Autres produits		4,3		18		11,2		12,5		21,9		14,8		24,0
		41,5		44,9		45,5		42,3		47,8		46,9		71,0
SOLDE		-111		183,8		-44,5		-19		9,1		-361,9		-345,8
TAUX DE COUVERTURE		74,21		159,12		88		95		102		56		56

* Prévisions

V - L'EMPLOI AGRICOLE

TABLEAU N° V

L'EMPLOI AGRICOLE

	1980	1984	1989	1993	1994
AIDES FAMILIAUX	573600	537000	500000	769000	737000
- masculins	271400	250000	205000	355000	345000
- féminins	302200	287000	295000	414000	392000
SALARIES	148300	111000	147000	200300	200000
- permanents	46000	42000	46000	55300	54000
- temporaires	102300	69000	101000	145000	146000

VI - L'HYDRAULIQUE AGRICOLE

VI - 1 La situation dans les barrages

VI - 2 Les périmètres irrigués

TABLEAU VI-1

La situation dans les barrages

en 1000 m³

BARRAGES	Le 23 Octobre de chaque année			
	1994	1995	Variation	
			en 1000 m ³	en %
BARRAGES DU NORD	384857	759306	374449	97%
-eau potable	65520	60300	-5220	-8%
*Béni Mtir	18415	11895	-6520	-35%
*Kasseb	47105	33505	-13600	-29%
*Srnane	0	14900	14900	
-eau potable/irrigation	272500	593775	371275	167%
*Sidi Salem	158190	471125	312935	198%
*Joumine	37990	34380	-3610	-10%
*Mellègue	26320	88270	61950	235%
-irrigation	96837	105231	8394	9%
*Bouheurtma	61400	48730	-12670	-21%
*Siliana	31540	50240	18700	59%
*Lakhmès	1486	5115	3629	244%
*Ghezaia	2411	1146	-1265	-52%
BARRAGES DU CENTRE	251281	297167	45886	18%
*Nebhana	18224	20530	2306	13%
*Bir Mcherga	30055	37875	7820	26%
*Sidi Sâad	181982	209000	27018	15%
*Houareb	21020	29762	8742	42%
BARRAGES CAP BON	26144	20383	-5761	-22%
*Bézirk	2281	2276	-5	0%
*Chiba	1947	1237	-710	-36%
*Masri	1724	1662	-62	-4%
*Lebna	20192	15208	-4984	-25%
TOTAL	662282	1076856	414574	63%

TABLEAU VI-2

LES PERIMETRES IRRIGUES

Unité : 1000ha

Année	1960	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1992	1993	1994
Superficies irrigables	226	226	228	235	241	244	257	259	271	278	289	301	328	352
Superficies physiquement irriguées	156	163	171	183	184	176	188	205	220	236	232	232	251	287
Superficies effectivement irriguées	176	171	178	201	196	194	206	222	239	263	255	251	279	310
Taux d'intensification	78%	75%	78%	85%	81%	80%	80%	86%	88%	95%	88%	83%	85%	88%
Taux d'utilisation	69%	72%	75%	78%	76%	72%	73%	79%	81%	85%	80%	77%	77%	82%

VII - LES FORETS ET LES PARCOURS

VII.1 Les superficies pastorales en 1993

VII.2 Les prévisions des travaux de forestation pour 1994

TABLEAU N° VII-1

SUPERFICIES SYLVO-PASTORALES
(1995)
en 1.000 hectares

LES FORETS	831
- Forêts	501
- Boqueteaux	2
- Maquis, garrigues, steppes	328
LES PARCOURS	3963
NAPPES ALFATIERES	743

TABLEAU N° VII-2

PREVISION DES TRAVAUX DE
FORESTATION POUR L'ANNEE 1996

	Réalisations 1994	Réalisations au 30-9-95	Prévisions pour 1996
REBOISEMENTS (Ha)	9874	5067	10500
PLANTATION ARBUSTES FOURRAGERS (Ha)	6287	2726	6500
AMENAGEMENT PASTORAL (Ha)	5137	2940	11900
LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION :			
- confection de tabias (Km)	377	273	470
- rehaussement de tabias (Km)	848	635	571
AUTRES TRAVAUX :			
- ouverture de pistes (Km)	335	172	158
- entretien de pistes (Km)	2503	1628	1610
- ouverture de par-feux (Km)	313	276	167
- entretien de par-feux (Km)	1231	1037	740
- production de plants (millions)	41	n.d	50

VIII - LES GRANDES CULTURES

- VIII -1 Evolution des superficies de la production et des rendements céréaliers.
- VIII - 2 Evolution du déschérbage chimique des céréales.
- VIII - 3 Evolution des superficies de la production et des rendements de la betterave à sucre.
- VIII - 4 Evolution des superficies de la production et des rendements des légumineuses à graines.

TABLEAU N° VIII-1

**EVOLUTION DES SUPERFICIES, DE LA PRODUCTION ET DES
RENDEMENTS CEREALIERS**

Superficies en 1.000 hectares
Production en 1.000 quintaux
Rendements en quinaux/hectares

	1990-91			1991-92			1992-93			1993-94			1994-95			1995-96*		
	NORD	C-S	TOTAL	NORD	C-S	TOTAL	NORD	C-S	TOTAL	NORD	C-S	TOTAL	NORD	C-S	TOTAL	NORD	C-S	TOTAL
SUPERFICIES	866	795	1661	857	643	1500	868	793	1661	830,8	649,2	1480	839	502	1341	864	667	1531
- Blé dur	499	394	893	502	333	835	506	403	909	514,7	294,9	809,6	546	228	774	511	283	794
- Blé tendre	120	59	179	102	44	146	136	41	177	118,1	20,8	138,9	122	17	139	141	57	198
- Orge	231	342	573	237	266	503	215	349	564	189,4	333,5	522,9	165	257	422	204	327	531
- Triticale	16		16	16		16	11		11	8,6		8,6	6		6	8		8
PRODUCTION	17451	8060	25511	16945	5005	21950	14607	4532	19139	5222	1321	6543	5437	761	6198	10540	2960	13500
- Blé dur	10032	4203	14235	10582	2649	13231	9175	2161	11336	3899	463	4362	4327	396	4723	6972	1428	8400
- Blé tendre	2921	705	3626	2214	396	2610	2506	284	2790	602	62	664	536	49	585	1461	199	1660
- Orge	4056	3152	7208	3739	1960	5699	2691	2087	4778	654	796	1450	487	316	803	1917	1333	3250
- Triticale	442		442	410		410	235		235	67		67	87		87	190		190
RENDEMENTS																		
- Blé dur	20,10	10,67	15,94	21,08	7,95	15,85	18,13	5,36	12,47	7,58	1,57	5,39	7,92	1,74	6,10	13,64	5,05	10,58
- Blé tendre	24,34	11,95	20,26	21,71	9,00	17,88	18,43	6,93	15,76	5,10	2,98	4,78	4,39	2,88	4,21	10,36	3,49	8,38
- Orge	17,56	9,22	12,58	15,78	7,37	11,33	12,52	5,98	8,47	3,45	2,39	2,77	2,95	1,23	1,90	9,40	4,08	6,12
- Triticale	27,63		27,63	25,63		25,63	21,36		21,36	7,79		7,79	14,50		14,50	23,75		23,75

* Prévisions.

TABLEAU N° VIII-2

EVOLUTION DU DESHERBAGE CHIMIQUE DES CEREALES

en hectare

GOVERNORAT	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96*
TUNIS	740		427	488	401	750	830	600	800	700
ARIANA	26343	1509	11356	24150	25000	25000	28900	23200	18750	33000
BEN AROUS	3765	130	1764	4847	3230	3600	3840	6600	1820	4000
ZAGHOUAN	32000	136	2932	16863	26000	29000	32000	10800	1565	25000
NABEUL	9613	135	4087	2615	1680	5050	7450	5000	0	10000
BIZERTE	63148	23164	66402	55827	60000	70100	70280	61200	55275	70000
BEJA	80310	36574	46400	69000	77000	90000	107300	74700	69000	105000
JENDOUBA	15744	8410	10908	13174	14200	22700	23500	27800	25860	28600
SILIANA	53683	796	6020	12000	29215	53900	56200	18200	4000	60000
LE KEF	44000	507	16247	1500	17600	37500	27500	15900	4750	35000
KAIROUAN					1200	1850	2020	1600	1785	2560
SOUSSE					1446	550	370		0	2000
SIDI BOUZID					1446	550	370		150	1000
TOTAL	329346	71361	166543	200464	258418	340550	361060	245600	183755	376860

TABLEAU N° VIII-3

EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE BETTERAVE A SUCRE

Superficie en hectares

Production en tonnes

	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96*
SUPERFICIE	5126	4405	5510	5650	5386	5937	6280
PRODUCTION	289400	210000	290750	245800	231462	270000	300000
RENDEMENT	56.46	47.67	52.77	43.50	42.97	45.48	47.77
EQUIV. SUCRE	22500	18700	26680	22550	23430	26804	29782

* Prévisions



SUITE EN

F

3



MICROFICHE N°

07440

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الزراعي
تونس

F 3

'SUPERFICIES ET PRODUCTION DE LEGUMINEUSES
Superficies en hectares
Production en tonnes

TABLEAU N°VIII-4

	19 90		19 91		19 92		19 93		19 94		19 95		19 96*	
	Superf.	Produc.	Superf.	Produc.	Superf.	Produc.	Superf.	Produc.	Superf.	Produc.	Superf.	Produc.	Superf.	Produc.
Fèves	30420	17510	38480	34900	38000	36700	42000	32900	39600	12770	30155	19450	41400	33000
Fêveroles	8450	5850	9250	9370	9500	10450	10000	10600	10600	3650	8495	6950	9800	10000
Petits pois	6740	3970	8890	8430	9500	7150	10000	6300	7500	2160	4970	1830	12000	9600
Lentilles	4315	2170	3280	1100	500	350	2000	1200	3200	750	1350	270	4600	2990
Pois chiches	31300	18640	44540	23370	35000	30350	32000	27100	20700	6100	18850	8980	35300	30400
Haricots	1430	860	1960	1380	2000	1500	2000	1800	1250	370	1355	720	2100	1575
TOTAL	82655	49000	106400	78550	94500	86500	98000	79900	82850	25800	65175	38200	105200	87565

IX - L'ARBORICULTURE

IX - 1 Evolution des nouvelles plantations arboricoles.

IX - 2 Evolution de la production arboricole.

TABLEAU N° IX-1 EVOLUTION DES NOUVELLES PLANTATIONS ARBORICOLES

Unité: l'hectare

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Oliviers à huile	1828	1797	1183	3147	8000	13100	27900	24740	17750	21950
Agrumes	72	113	172	168	122	261	206	265	230	443
Vigne de cuve	519	398	233	476	203	311		980	1000	
Vigne de table	470	795	74	1022	587	799	700	702	700	1280
Amandiers	6700	9600	9700	9614	11300	10850	13080	12205	9174	8837
Abricotiers	450	400	635	602	647	1290	1136	1860	1943	1467
Palmiers dattiers	690	585	600	423	480	500	580	485	540	630
Oliviers de table	661	716	778	911	1140	750	1100	1260	1200	1550
Pêchers	2350	3630	5230	2910	1994	3145	2286	2069	1949	2231
Pommiers	1250	2350	2630	2330	1539	2109	2248	1940	1799	2143
Poiriers	770	1470	1740	1280	880	1370	1134	976	1023	681
Pruniers			948	526	420	626	522	604	646	613
Pistachiers	1260	1170	1690	3490	4148	6670	8150	5311	3399	2217
Grenadiers			632	830	864	870	817	1092	746	597
Cognassiers			35	20	16	15	33	32	10	24
Néfliers			16	18	10	12	30	16	12	11
Figuiers			1664	1800	1170	1290	933	1487	816	966

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ARBORICOLE

TABLEAU N° IX-2

Unité: 1.000 tonnes.

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Olives à huile	750	475	525	570	500	270	650	825	1325	675	1050	350
Agrumes	220	196	252	250	230	260	236,6	223,6	185,3	281	210	194
Raisin de cuve	82	68	51	63	35	38	40	60	47	48	43	100
Raisin de table	45	50	50	55	45	50	40	6	50	60	60	60
Amandes	42	51	42	46	30	35	52	40	45	47	52	35
Abricots	19	19	17	20	15	19	17	20	20	24	26,5	26
Dattes	46	60	69	56	70	75	81	75	75	86	74	84
Olives de table:	15	13	13	13	13	7	13	11	15	13	13	8,6
Pêches	27	35	39	37	26	31	35	40	56	59	66	48
Pommes	23	28	35	39	30	40	43	40	61	75	61	65
Poires	18	27	30	33	23	32	29,5	32,6	36	42	36	30
Prunes	11	12	6	7	5	6	6,8	8	8,4	10,5	11,5	9
Pistaches	0,1	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,6	0,62	0,8	0,9	0,9	0,9
Grenades	22	32	35	34	32	37	38,5	47	44,5	54	50	48
Coigns	7	8	8	7	3	3	4,5	3	3,3	5	2,6	3
Nêfles	2	2	1	2	2	2	2,1	2,8	3	3,4	3,6	3,6
Figues	23	24	24	26	15	22	27	28	32	35	30	26

X - LES CULTURES MARAICHÈRES

- X -1 Evolution des superficies de la production et des rendements maraîchers.
- X -2 Evolution des superficies des cultures sous serres.

TABLEAU N° X-1

DES RENDEMENTS MARAICHERS

Superficie en hectares

Production en tonnes

Rendement en tonnes/ha

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996*
SUPERFICIES	139400	143400	141710	135860	143140	129830	148800
- pomme de terre	15900	17000	16850	13940	16800	17000	22000
- tomate	21000	22500	20600	19690	21500	22600	23800
- piment	14000	16800	17300	18300	17000	15000	16300
- melon-pastèque	40500	41600	39700	33800	36600	25100	35000
- artichaut	1500	1500	1660	1830	2240	2630	2700
- oignons	6500	14000	15600	16300	16000	15500	16000
- légumes divers	40000	30000	30000	32000	33000	32000	33000
PRODUCTION							
- pomme de terre	217000	220000	218000	200000	230000	250000	265000
- tomate	530000	580000	550000	420000	480000	580000	620000
- piment	175000	180000	190000	180000	170000	150000	160000
- melon-pastèque	450000	350000	380000	330000	375000	300000	360000
- artichaut	12000	9000	12000	13000	17000	22000	22000
- oignons	90000	220000	250000	270000	262000	254000	263000
- légumes divers	320000	210000	200000	210000	215000	216000	217000
RENDEMENT							
- pomme de terre	13,65	12,94	12,94	14,35	13,69	14,71	12,05
- tomate	25,24	25,78	26,70	21,33	22,33	25,66	26,05
- piment	12,50	10,71	10,98	9,84	10,00	10,30	9,82
- melon-pastèque	11,11	8,41	9,57	9,76	10,25	11,95	10,29
- artichaut	8,00	6,00	7,23	7,10	7,59	8,37	8,15
- oignons	15,38	15,71	16,03	16,56	16,38	16,39	16,44
- légumes divers	8,00	7,00	6,67	6,56	6,52	6,75	6,58

* Prévisions

TABLEAU N° X-2 SUPERFICIES DES CULTURES SOUS SERRES
(campagne 1994-95)

en hectares

	TOMATE	PIMENT	MELON	DIVERS	TOTAL
SOUSSE	27,29	63,75	17,01	16,83	124,88
MONASTIR	121,20	262,77	29,65	43,77	457,39
MAHDIA	13,65	183,90	20,95	10,56	229,06
GABES	15,46	26,50	26,89	6,98	75,83
MEDENINE	7,10	5,40	2,50	2,00	17,00
KEBILI	0,78	3,28	0,45	2,90	7,41
TATAOUINE	1,52	1,74	0,25	0,07	3,58
GAFSA	8,00	16,00	2,00	1,00	27,00
TOZEUR	5,20	3,28	2,60	2,50	13,58
SIDI BOUZID	18,10	55,80	0,55	0,10	74,55
KAIROUAN	28,46	4,17	0,31	0,00	32,94
NABEUL	65,20	7,50	5,38	14,69	92,77
ZAGHOUAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BEN AROUS	0,00	0,00	0,00	0,05	0,05
TUNIS	0,11	0,00	0,00	0,00	0,11
ARIANA	1,13	2,97	0,26	0,20	4,56
BIZERTE	8,12	6,88	0,92	0,26	16,18
BEJA	3,60	2,60	0,00	0,15	6,35
JENDOUBA	2,00	1,25	0,00	0,00	3,25
KASSERINE	0,16	0,16	0,16	0,00	
SFAX	28,21	151,54	4,82	4,61	189,18
TOTAL	355,29	799,49	114,70	106,67	1376,15
RAPPEL 1993-94	374,06	796,47	122,79	154,79	1448,26

XI - L'ELEVAGE

XI - 1 Evolution des effectifs.

XI - 2 Evolution des productions animales.

TABLEAU N° XI-1

EVOLUTION DES EFFECTIFS

en 1.000 unités femelles

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995*
BOVINS	346	344	348	356	362	381	386	399
OVINS	3199	3126	3266	3310	3364	3540	3528	3563
CAPRINS	618	652	672	692	712	762	725	750

* Estimation provisoire.

TABLEAU N° XI-2

EVOLUTION DES PRODUCTIONS ANIMALES

en 1.000 T

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995*
Viande bovine l/	33.8	33.8	33.8	35.52	37.7	40.7	42.6	43.7
Viande ovine l/	36.49	33.3	33.75	34.02	34.6	36.9	37.8	37.4
Viande caprine l/	5.88	5.46	5.88	5.8	6	6.4	6.7	5.5
Viande avicole	44.47	47.63	46.5	47.48	51.3	53.4	52.3	54.8
Autres viandes	4.25	4.5	4.7	7.5	10	13	12.7	14.5
Oeuf (millions)	1129	1029	1000	1106	1078	966	1041	1164
Lait	370	380	400	420	450	486	523	565

XII - LA PECHE

XII - 1 Evolution de la flotille.

XII - 2 Evolution de la production de pêche par gouvernorat.

TABLEAU N° XII-1

EVOLUTION DE LA FLOTTILLE

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995*
CHALUTIERS	331	366	393	404	416	440	459
SARDINIERS	365	276	265	305	346	356	361
THONIERS	41	45	55	62	63	65	66
BARQUES COTIERES	11371	12226	12580	12963	13046	13544	13614

* Probable, ** Prévisions.

TABLEAU N° XII-2 EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE PECHE
PAR GOUVERNORAT

	en tonnes							
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995*	1996**
JENDOUBA	980	775	1012	1227	1251	1504	1448	1497
BIZERTE	4897	4499	4856	5788	5649	6118	5630	5820
TUNIS	1363	1794	1750	1414	1594	1630	1704	1762
NABEUL	7368	7681	7523	8793	8747	10311	12294	12712
SOUSSE	5027	5093	5072	5365	3755	4206	4837	5020
MONASTIR	2997	2881	2960	3556	5530	6555	7393	7644
MAHDIA	12821	11627	12909	14307	12707	14455	15036	15540
SFAX	32175	26885	24609	24673	24882	23369	21000	21714
GABES	14286	14559	13851	10676	6185	6347	6000	6210
MEDENINE	13182	12819	13083	12752	13000	12505	11658	12080
TOTAL	95096	88613	87625	88551	83300	87000	87000	90000

* Probable, ** Prévisions.

TABLEAU N° XII-3 EVOLUTION DE LA PRODUCTION PAR MODE DE PECHE

	en tonnes							
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995*	1996**
PECHE COTIERE	46108	40511	38607	39612	36100	32000	28000	29000
PECHE AU CHALUT	18013	17473	16653	15874	17800	17000	17000	18000
PECHE (FEU/SENNE)	27430	26779	27606	28827	25200	33000	37000	38000
PECHE AU THON ET AUTRE	3545	3850	4759	4238	4200	5000	5000	5000
TOTAL	95096	88613	87625	88551	83300	87000	87000	90000

* Probable, ** Prévisions.

FIN

127

VUES